lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE — PARAIT LE MARDI — N° 270 — SEMAINE DU 30 OCTOBRE AU 5 NOVEMBRE 1973 — PRIX : 2 F

c'est le gouvernement, responsable de la hausse des prix, qui parle de bloquer les salaires

La presse d'extrême-gauche et la guerre du Moyen-Orient

tribune socialiste

Tribune Socialiste **(n° 592 - 17 octobre) éprouve quelque difficulté à justifier son soutien sans réserve aux Etats arabes, ce qui l'amène à oublier l'attitude véritable des Etats arabes envers les Palestiniens :**

Cet effort, cette construction d'une base dans la lutte pour le socialisme, passe aujourd'hui par la solidarité entre les pays arabes. C'est cette solidarité qui constitue le principal soutien de nos camarades palestiniens et qui leur permet de poursuivre la lutte pour le droit à l'existence du peuple palestinien, mais aussi pour la construction d'une société socialiste dans la région. (...)

Bien sûr, il n'est pas facile de se retrouver dans un conflit aux côtés des régimes fascisants comme ceux du Maroc d'Hassan ou de la Jordanie de Hussein. Mais on n'a pas toujours le choix de ses alliés, et il faut savoir faire face au danger le plus puissant. Ce danger, c'est de voir les Etats-Unis et leurs alliés israéliens profiter de la reprise des combats pour anéantir la résistance palestinienne ou (comme cela s'est fait au Bangla-Desh) pour mettre au pouvoir dans les pays arabes des régimes dont la mission serait d'empêcher toute expression du peuple palestinien et de casser la lutte contre le capitalisme. La solidarité avec les peuples arabes est le seul moyen de faire face à ce danger, la seule chance de préserver l'expression de la lutte pour le socialisme dans cette région, et c'est pour cela que nous soutenons leur combat.

Il faut une bonne dose d'optimisme — en politique, cela s'appelle de l'opportunisme — pour voir en Sadate, Assad et consorts les représentants du socialisme au Moyen-Orient. Et une telle analyse n'est pas nécessaire pour justifier le soutien qu'on apporte à la lutte des peuples arabes.

INFORMATIONS OUVRIÈRES

Informations Ouvrières **(n° 628 - 17 octobre) résume ainsi sa position dans le conflit :**

En Israël, la camarilla militaire, la bourgeoisie, prétendent que le meilleur moyen de protéger la communauté juive c'est de chasser le Syrien et l'Egyptien.

En Egypte, en Syrie, appuyée par le boucher Hussein et le roi arabo-américain d'Arabie Saoudite, la guerre a été déclenchée pour préserver les intérêts des classes dominantes, afin de détourner les peuples de l'essentiel : la lutte contre la domination conjointe de la bourgeoisie et de la caste des propriétaires fonciers qui maintiennent sous un joug féodal les millions de fellahs sans terre. Au nom d'un but de guerre juste, le retrait des troupes israéliennes des territoires occupés, Sadate, Hussein et Cie cherchent à porter un coup majeur à la résistance palestinienne.

Ces moyens, utilisés dans le cadre de l'alliance contre-révolutionnaire URSS-USA, baptisée « détente » par l'un et l'autre camp, ne peuvent garantir « une paix juste et durable ». Ce sont au contraire les plus sûrs moyens d'institutionnaliser la guerre au Moyen-Orient.

Ce sont des moyens infaillibles de transformer le prochain arrêt des hostilités imposé par les Etats-Unis avec l'appui de l'URSS en une simple trêve. Ce sont enfin les moyens les plus infaillibles qui entraînent les peuples du Moyen-Orient à se ruiner et à s'entredéchirer mutuellement. Pour défendre pleinement ses intérêts, la classe des travailleurs juifs et arabes a besoin de lutter contre le morcellement actuel du Moyen-Orient. Tant que subsistent les frontières de cette poussière d'Etats, l'impérialisme y trouve seul son compte. La multiplicité artificielle des frontières entrave le mouvement de libération nationale et sociale. Le morcellement actuel permet la subsistance des structures féodales archaïques, intégrées à la domination des bourgeoisies autochtones, reliées par mille liens à l'impérialisme.

La lutte pour les Etats-Unis socialistes du Moyen-Orient, dont le noyau est constitué par le combat pour la nation palestinienne avec ses composantes juives et arabes, peut, seule, garantir la paix au Moyen-Orient.

Pour justifier sa position, Informations Ouvrières **met un trait d'égalité entre Israël et les Etats arabes. Aussi réactionnaires que soient ces derniers, aussi peu socialistes soient-ils, il n'en reste pas moins que le conflit qui les oppose à Israël les oppose en fait à l'impérialisme. Et s'il est vrai que l'avenir du Moyen-Orient est socialiste, quelle politique, actuellement, les révolutionnaires doivent-ils préconiser dans les pays arabes ? Les travailleurs arabes devraient-ils, comme les travailleurs israéliens, considérer la défaite de leur Etat comme un moindre mal ?**

Il est illogique que I.O. **n'aille pas jusqu'au bout de son analyse.**

Dans le même numéro, I.O. **formule ainsi la solution au problème national au Moyen-Orient :**

Tant le sionisme que l'arabisme et la « nation arabe » se rattachent directement à l'impérialisme. La restauration de la Palestine avec ses composants juifs et arabes ne peut être inscrite que dans le programme de la lutte commune des travailleurs juifs et arabes pour une constituante palestinienne, constituant une nation palestinienne, avec ses composants juifs et arabes libérés du joug de l'exploitation conjointe impérialiste, bourgeoise et semi-féodale.

Si un tel mot d'ordre n'est pas faux en soi, on voit mal comment il permettrait à des révolutionnaires juifs de convaincre les Palestiniens qu'ils sont prêts à leur garantir leurs droits nationaux sans restriction (et réciproquement).

front rouge

La presse maoïste, qui s'aligne sans un mot de critique sur les dirigeants des Etats arabes et des organisations palestiniennes, s'en prend violemment aux trotskystes :

Front Rouge **(n° 87 - 18 octobre) écrit :**

Dans le concert des ennemis des peuples arabes, les moins braillards ne sont pas les trotskystes : **« Le piège sanglant du nationalisme »** titre **Lutte Ouvrière, plagiant... Lutte Ouvrière** déplorant il y a quelques années **« le charnier de Dak To »** à l'occasion de la grande victoire remportée par les combattants vietnamiens à Dak To. Pour les trotskystes de L.O., les peuples arabes n'ont rien à gagner à cette guerre : que les trotskystes aillent expliquer cela aux paysans du Golan qui vivent en exil depuis six ans. Il est vrai que pour ces mêmes trotskystes, dans ce même éditorial, **« durant la dernière guerre, des millions de prolétaires sont morts pour des intérêts qui leur étaient étranger » :** les anciens résistants et antifascistes de tous les pays d'Europe qui se souviennent encore dans quel camp étaient certains trotskystes en 1944, celui des nazis, sauront maintenant dans quel camp sont les trotskystes de 1973.

L'HUMANITÉ rouge

De même, l'Humanité Rouge **(n° 201 - 18 octobre) s'en prend à** Rouge **à propos de la manifestation du 11 octobre :**

PRECISIONS

Toujours à la pointe de l'information, **Le Monde** a vu en tête de la manifestation de jeudi soir le petit trotskyste Michel Field ! Des trotskystes de **Rouge,** il y en avait bien quelques-uns en queue de cortège : aussi peu nombreux que leur fameuse sono était puissante. Mais face aux mots d'ordre clairs criés par les 10.000 manifestants, leurs mots d'ordre réactionnaires et confusionnistes (« A bas les bourgeoisies arabes », « Palestine socialiste ») n'ont guère eu de succès. Et il est évident qu'aucun trotskyste ne pouvait se trouver en tête du cortège, aux côtés des représentants du Mouvement des Travailleurs arabes, de La Cause du Peuple, de l'Humanité rouge, de la Gauche révolutionnaire, etc. Le journaliste du **Monde** aura mal vu. A moins qu'il n'ait été mal... « renseigné ».

Il n'y a pas lieu d'être jaloux de ce que les maoïstes préfèrent s'allier avec les Sadate et autres Hussein. On a les amis qu'on peut. Mais cela ne les autorise pas à remplacer la discussion politique par la vieille méthode stalinienne de l'invective et de l'injure.

rouge

Rouge **(n° 225 - 19 octobre) publie les déclarations de groupes membres ou proches de la IV^e^ Internationale, qui, d'après** Rouge, « sont les seuls à agir comme internationalistes organisés et cohérents ».

La position du GCR (Groupe libanais sympathisant de la IV^e^ Internationale) laisse plus que des doutes sur ce que Rouge **entend par internationalisme cohérent. Car le GCR, qui, en fait, ne s'oppose pas aux Etats arabes dans les mots d'ordre qu'il met en avant, n'offre aux masses arabes aucune perspective socialiste. De même, il est pour le moins contestable que des « internationalistes » n'aient pas un seul mot d'ordre qui s'adresse aux travailleurs d'Israël.**

Entre l'Etat sioniste, base militaire de l'impérialisme US et oppresseur national des peuples arabes, et les Etats arabes opprimés — fussent-ils bourgeois ou même féodaux — nous sommes du côté des seconds, sans hésitation ; nous sommes, bien plus, **les partisans les plus résolus de la guerre contre Israël.** Et c'est à ce titre précisément que nous exprimons notre critique.

Notre soutien aux Etats arabes face à l'Etat sioniste, s'il est inconditionnel dans son anti-sionisme, n'en est pas pour autant a-critique vis-à-vis des régimes arabes. Ceci était vrai en 1967 ; ce l'est beaucoup plus aujourd'hui que la collusion de ces derniers avec l'Arabie « séoudite » et l'impérialisme US est flagrante.

Qu'on ne se méprenne pas sur nos intentions : nous ne refusons pas dans l'absolu le retrait israélien même dans les limites de 1967. Nous sommes, au contraire, pour le **retrait total et inconditionnel de l'armée sioniste aux frontières d'avant juin 1967.**

Nous ne nous contentons donc pas d'exprimer notre solidarité avec les armées arabes face à Israël — comme le font aujourd'hui les opportunistes de tous bords — mais nous avançons en plus un corps de revendications transitoires permettant d'alimenter notre lutte contre les pouvoirs établis dans la région arabe, pour la révolution socialiste arabe :

Non à la « solution pacifique » ! Non à la reconnaissance de l'Etat sioniste !

Retrait total et inconditionnel de l'armée israélienne aux frontières d'avant juin 1967 !

Non au cessez-le-feu ! Non à l'intervention des grandes puissances dans le règlement du conflit !

Guerre prolongée jusqu'à la victoire ! Armement et entraînement des masses ! Boycott total de l'impérialisme !

Pleines libertés démocratiques aux masses arabes !

Liberté d'action de la résistance palestinienne dans et à partir de tous les pays arabes !

EDITORIAL

C'EST LE GOUVERNEMENT, RESPONSABLE DE LA HAUSSE DES PRIX, QUI PARLE DE BLOQUER LES SALAIRES

VOILA, d'un seul coup, le prix de l'essence augmenté de 10 centimes le litre. Le prix du fuel et surtout du fuel domestique, est relevé dans des proportions encore plus importantes. Cela va précipiter encore la hausse générale des prix, l'augmentation des produits énergétiques de base se répercutant en cascade sur tous les prix.

Cette hausse des prix, le gouvernement n'essaye même plus d'ailleurs de la nier ou de la minimiser. Même l'indice truqué utilisé par les services de l'Etat ne peut plus masquer cette aggravation. Et c'est Giscard d'Estaing lui-même qui a annoncé qu'il fallait s'attendre à ce que « les résultats de l'indice des prix soient très mauvais en octobre et en novembre ». **Voilà un avertissement cynique qui a le mérite de la clarté. Nous n'avions pas besoin, il est vrai, du ministre des Finances pour cela : n'importe quelle ménagère en fait la triste expérience tous les jours.**

Le gouvernement essaye de justifier cette augmentation du prix de l'essence en arguant, d'une part, des menaces des pays arabes de diminuer leur production à la suite des événements du Moyen-Orient, et, d'autre part, de la décision des pays producteurs d'augmenter leurs prix de vente.

La belle hypocrisie ! Comme si l'augmentation des prix de vente en France allait permettre d'ouvrir les vannes des pays arabes au cas, qui reste d'ailleurs bien improbable, où ces Etats les fermeraient pour des raisons politiques.

Quant à la hausse du prix à la production qu'il faudrait répercuter, c'est un énorme mensonge. Sur 1,35 F que paie dorénavant le consommateur français sur un litre de super, 10 centimes seulement représentent ce coût de production et les taxes de l'Etat producteur, et 90 centimes (sur 135), c'est-à-dire les deux tiers du prix que nous payons, vont dans les caisses de l'Etat français. **Les 10 centimes supplémentaires que nous allons payer sur chaque litre ne représentent donc pas la répercussion de l'augmentation du prix du pétrole brut, qui n'est que de 1 à 2 centimes. Celle-ci n'est qu'un prétexte de l'Etat français pour permettre aux grandes compagnies d'augmenter leurs bénéfices et pour nous soutirer lui-même encore un peu plus d'argent sous forme d'impôt indirect.**

Des impôts indirects qui vont servir à financer ses flics, son armée, sa force de frappe, ses percepteurs, et, aussi, subventionner les capitalistes.

Ainsi, c'est le gouvernement lui-même qui organise pour le profit de l'Etat et des trusts la hausse des prix. Mais, dans le même temps, Giscard d'Estaing annonce que, si la hausse des prix ne s'arrête pas, il faudra envisager le blocage des prix et des salaires.

Le blocage des prix, organisé par les gens mêmes qui sont en train d'aggraver consciemment la hausse ? La belle plaisanterie ! Elle est aussi drôle que celle d'avoir confié aux policiers niçois le soin de protéger les boutiques et magasins de la ville contre les cambrioleurs.

Tout ce qu'il y a de clair dans les propos de ces messieurs du gouvernement, c'est qu'après avoir favorisé tant qu'ils pouvaient leurs amis capitalistes, c'est-à-dire d'avoir laissé les prix augmenter en flèche et avoir même peser directement sur ces augmentations, ils s'apprêtent à faire tout ce qu'ils peuvent pour empêcher les augmentations de salaires. Car là, n'en doutons pas, ils sauront mettre tout leur poids dans la balance.

Devant les menaces de crise, l'inflation, les risques de chômage, l'organisation de l'ensemble des travailleurs — autour de revendications qui défendent les intérêts de tous les travailleurs, et avec la volonté de lier et de coordonner leurs différentes luttes — était déjà une nécessité. Mais si nous avons affaire maintenant à une coalition des patrons et de l'Etat mettant tout leur poids pour empêcher les augmentations de salaire, même limitées à un secteur ou à une entreprise, cela va être plus urgent que jamais.

De la manifestation du 25 à celle du 30 octobre

Deux ou trois mille personnes ont manifesté à Paris le jeudi 25 octobre par solidarité avec les travailleurs de Lip. Il s'agissait avant tout de protester contre l'intervention des forces de police l'avant-veille à la « Maison pour tous » de Besançon, lieu de réunion des grévistes depuis l'occupation de l'usine de Palente par les forces de l'ordre.

Face au mauvais coup du pouvoir et à sa tentative de mettre la main sur l'argent de la vente des montres qui sert de base aux payes dites « sauvages », il aurait fallu une réaction de l'ensemble du mouvement ouvrier. Malheureusement, les grandes organisations syndicales et les partis de gauche, les uns, comme le PCF et la CGT, étant peu désireux de remettre en vedette l'affaire Lip, les autres, comme la CFDT ou le PSU, ne voulant pas rompre l' « unité » sur ce terrain, se sont contentés d'un communiqué de protestation et n'ont rien fait pendant une semaine.

C'est donc l'extrême-gauche seule qui se retrouva dans la rue pour marquer sa réprobation devant l'action gouvernementale et ce sont les militants de l'Alliance Marxiste Révolutionnaire, des Comités de Soutien et d'Action pour Lip, de La Cause du Peuple, de Lutte Ouvrière, de Révolution ! et de Rouge qui défilèrent de la gare de l'Est à Ménilmontant.

Quant à la CGT, à la CFDT, à la FEN, au PCF, au PS et au PSU, flanqués des radicaux de gauche, ils ont finalement, après bien des tergiversations, décidé une journée nationale d'action pour le mardi 30 octobre. A Paris, cette journée sera marquée par une manifestation qui aura lieu à 18 h 30 de la Bastille à la gare de l'Est.

A la lecture du communiqué officiel des organisations de gauche et des syndicats, on se rend aisément compte que ladite journée a été un compromis laborieux entre les différents participants, le PCF et la CGT noyant finalement l'affaire Lip parmi les problèmes de l'ORTF, de l'avortement ou de la répression dans les usines, les lycées, les CET, etc. Et cette manifestation de Paris prendra surtout l'aspect d'une démonstration publicitaire de la gauche, en faveur notamment du Programme Commun.

Néanmoins cette manifestation se place dans un contexte où l'attitude répressive du gouvernement et du patronat est non seulement réelle mais s'est même sensiblement renforcée ces derniers mois.

C'est pourquoi, au-delà des arrière-pensées électoralistes des organisateurs de la manifestation, Lutte Ouvrière a décidé de s'y joindre avec ses propres banderoles et ses propres mots d'ordre et appelle tous ses militants, ses sympathisants et l'ensemble des travailleurs à y participer. Rejoignez le cortège Lutte Ouvrière.

TOUS A LA BASTILLE, MARDI 30 OCTOBRE, à 18 h 30.

DANS LE MONDE
DU 28-29 OCTOBRE 1973 :

Décomposition du nouveau prix d'un litre de carburant

Coût de production	*F 0,01*
Recettes de l'Etat producteur	*F 0,09*
Transport	*F 0,08*
Raffinage	*F 0,12*
Distribution	*F 0,15*
Fisc français	*F 0,90*
Total	*F 1,35*

Ces chiffres, encore qu'approximatifs, permettent de se faire une idée de la part respective de la fiscalité des Etats producteurs et des Etats consommateurs. Le profit des compagnies se situe aux différents stades de la transformation.

(*Le Monde*, du 28-29 oct.)

sommaire

EN FRANCE

● Leur nouvelle société...

Page 4
— L'armée française prête à l'éventualité chilienne.
— Solidarité avec les insoumis et les objecteurs de conscience.
Page 5
— Pompidou a la police qu'il mérite.
— Les scandales du régime : La Villette, la Garantie Foncière.
Page 7
— Une militante du MLAC nous écrit.
— Crèches du XIVe : l'action a payé.
Page 8
— Le régime pompidolien et l'information : un P-DG chasse l'autre, le problème reste.
— Pompidou de 5 à 7.

● Dans les entreprises

Page 14
— Echos des entreprises.
Page 15
— Danzas (Poniatowski) : quatre licenciements... pour fait de grève.
— Peugeot (Sochaux) : Lip, les patrons relèvent la tête.
Page 16
— Moteurs Leroy-Somer (Angoulême) : lutte contre un licenciement.
— Rhône-Progil (Pont-de-Claix) : atteinte aux droits syndicaux.
Page 17
— Idéal-Standard (Aulnay-sous-Bois) : la direction obligée de réintégrer le responsable syndical CFDT.
— Renault-Flins : les élections de délégués.

● Les travailleurs en lutte

Page 6
— Dix jours de grève à l'hôpital de Garches.
Page 18
— Grève à la SMES (Stains).
— L'application des quarante heures chez Norton.

DANS LE MONDE

Page 9
— La lutte de classe en Espagne.
— La démocratie à la grecque.
Page 10
— Allemagne, octobre 1923 : la révolution manquée.
Pages 11, 12 et 13
— Les révolutionnaires au Moyen-Orient.
Page 24
— Moyen-Orient : après la guerre, c'est la paix armée que préparent les grandes puissances.
— USA : quand Nixon donne de la bande.
— L'esprit sportif est le même à Santiago et à Moscou.

Responsable de la publication :
Michel RODINSON

Composition :
L.I.T.O.
Département Presse Offset
4, rue du Bouloi

Impression : Roto technic Offset
Aubervilliers

Adressez toute correspondance à
LUTTE OUVRIERE
B.P. 152-06
75 263
PARIS CEDEX 06

TARIF DES ABONNEMENTS

Ordinaires

	6 MOIS	1 AN
France	30 F	50 F
Etranger	40 F	65 F
Etranger avion	60 F	120 F

Sous pli fermé

France	70 F	130 F
Etranger	80 F	150 F
Etranger avion	de 200 F à 340 F suivant pays	de 390 F à 650 F

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :

C.C.P. RODINSON
PARIS-6851-10

L'armée française prête à l'éventualité chilienne

DANS un article publié dans **Le Monde** du 17 octobre, Jacques Isnard, spécialiste militaire de ce journal, explique comment l'armée se renseigne sur ce qu'elle a baptisé **« l'ennemi intérieur ».**

Les Renseignements généraux, la Sécurité militaire, la gendarmerie nationale collectent des informations sur les partis ou mouvements jugés antimilitaristes. Ils les transmettent aux « Deuxièmes bureaux » des divisions militaires qui les transmettent, etc. Le tout finit en notes de synthèse sur le bureau du ministre des Armées.

Bien sûr, on pourrait être tenté de sourire en voyant l'armée surveiller le PCF, comme si celui-ci préparait activement une insurrection pour prendre le pouvoir, ou en voyant le PSU ou la CFDT qualifiés de **« partis ou mouvements divers à tendance antimilitariste ou révolutionnaire ».**

Mais, en fait, en menant ce genre d'activités, l'armée ne fait que jouer le rôle fondamental qui est le sien : celui de défendre l'ordre et l'Etat bourgeois.

Dans tous les pays, des services de renseignements analogues fonctionnent, que le grand public découvre parfois au hasard d'un scandale : ainsi, en Italie, il y a quelques années, on s'aperçut qu'un général avait mis en fiches non seulement la gauche, mais tout le personnel politique italien.

Personne n'a oublié l'affaire des écoutes téléphoniques de la Maison-Blanche, ou celles, en France, du « GIC ».

C'est une règle, pour l'armée, pour la police, de préparer la guerre civile, car c'est d'abord pour cela qu'elles existent.

Cela ne veut pas dire, bien évidemment, que la bourgeoisie prépare une attaque précise. Se préparer, cela signifie que la bourgeoisie sait qu'un jour la lutte des classes peut prendre un aspect ouvert, violent, soit du fait de la classe ouvrière, soit de son fait à elle. Et elle met tous les atouts dans son jeu pour ce jour-là.

L'armée française en rase campagne : on l'entraîne en vue d'une insurrection.
(Ph. Franck-Fotolib)

Et le PCF peut bien protester en posant une question orale au Parlement, cela n'empêchera pas l'armée de continuer son travail de renseignements sur l' **« adversaire intérieur »,** c'est-à-dire sur tous ceux qui, de près ou de loin, à tort ou à raison, sont considérés comme des représentants de la classe ouvrière, pour préparer leur élimination éventuelle.

Car l'exemple du Chili est là pour nous le rappeler : quand les affrontements deviennent ouverts, l'armée bourgeoise ne fait plus le détail.

Présenter cette attitude de l'armée comme une « déviation » antidémocratique et non comme une activité liée à sa nature de classe, c'est, en fin de compte, préparer la défaite future de la classe ouvrière.

Le seul moyen de lutter efficacement et conséquemment pour la défense des libertés individuelles et collectives, c'est de montrer que c'est l'existence même de l'armée qui est antidémocratique, c'est de montrer que l'armée n'est qu'une **« bande d'hommes armés »** au service du Capital, que la classe ouvrière devra, tôt ou tard, détruire pour triompher.

Michel VARNAL.

Solidarité avec les insoumis et les objecteurs de conscience

NOUS publions ci-dessous des extraits de communiqués concernant le problème de l'insoumission ou de l'objection de conscience.

Il va sans dire que nous ne partageons pas pour autant les positions exprimées dans ces textes. Les révolutionnaires ne pensent pas en effet que l'objection de conscience ou la désertion, solutions individuelles, changent quoi que ce soit au problème posé par l'existence du service militaire dans l'armée de la bourgeoisie. Et il ne suffit pas, comme le fait par exemple le manifeste Pour la formation de groupes d'insoumission, **d'écrire :** « Nous croyons qu'il est dangereux d'appeler à l'insoumission individuelle, même généralisée. Les actes d'opposition individuelle à l'armée ont eu un sens dans un passé récent mais il s'agit maintenant d'établir un véritable rapport de force, en dépassant le simple antimilitarisme. NOUS APPELONS CEUX QUI REFUSENT L'ARMEE A FORMER DES GROUPES D'INSOUMISSION COLLECTIVE » **pour changer les termes de ce problème.**

Il ne suffit pas plus d'appeler l'ensemble des jeunes à refuser le service militaire qu'il ne suffit d'appeler l'ensemble des travailleurs à refuser l'exploitation capitaliste. Or le service militaire n'est que l'une des conséquences de l'exploitation capitaliste, et la tâche des révolutionnaires est de travailler à élever le niveau de conscience de la classe ouvrière, de la préparer à renverser cette société, et non d'appeler ceux qui ont pris conscience de l'exploitation et de l'oppression à chercher des solutions individuelles.

Mais nous n'en sommes pas moins profondément solidaires de tous ceux qui veulent exprimer par leur refus individuel leur dégoût de cette entreprise de dressage et d'abêtissement qu'est le service militaire et qui, de ce fait, s'exposent à la répression de l'Etat bourgeois.

Lettre d'un objecteur de conscience

Extraits de la lettre de Claude Douffet, objecteur de conscience qui s'est vu refuser le droit au statut parce que sa demande était jugée « politique », et qui est emprisonné depuis le 18 septembre à Sedan.

Je ne me sens pas plus français que brésilien ou japonais. Si j'étais né à vingt kilomètres plus au nord-est, je serais belge. Je ne me sens aucun lien particulier avec un pays dont la devise « Liberté-Egalité-Fraternité » est une triste plaisanterie quand on sait que la France est le deuxième vendeur d'armes au monde et fait régulièrement des essais de bombe atomique, prouvant ainsi son esprit de fraternité en risquant la mort ou la maladie grave pour les habitants des pays proches.

. . . . . .

Je considère également que la vie en caserne n'est pas ce qu'il y a de mieux pour développer la personnalité humaine. L'armée tente systématiquement de détruire toute forme d'initiative et d'imagination. Elle ne veut avoir affaire qu'à des machines bien huilées, prêtes quand elle le voudra à tirer sur n'importe quoi : des bourdons, des fourmis rouges ou des hommes.

Qu'on ne vienne pas non plus dire que l'armée est une école de virilité et de santé : qu'on regarde les pourcentages d'homosexuels et d'alcooliques.

Je suis objecteur de conscience, non seulement vis-à-vis de tout un état d'esprit manifesté à tous les degrés de notre société ; j'objecte à tout ce qui est dégradant et avilissant pour la personne humaine.

Au risque d'être considéré comme un doux imbécile, je pense qu'on peut passer son temps autrement qu'à se remplir les poches et à marcher sur ceux qui vous gênent.

Si vous considérez que cela ne suffit pas pour justifier ma position, je me tiens à votre disposition pour vous donner toutes précisions utiles.

Claude DOUFFET.

Communiqué de soutien à Bottega

Jacques Bottega, objecteur de conscience, était traduit le mercredi 17 octobre devant le tribunal correctionnel de Perpignan.

Il était accusé d'insoumission pour avoir refusé la nouvelle affectation arbitraire à l'Office National des Forêts. Il ne veut pas servir l'intérêt capitaliste de cet organisme, détériorer et prendre la place d'autres travailleurs, devenant une main-d'œuvre à bon marché (1,40 F par jour).

De même il refuse la discipline paramilitaire du décret de Brégançon qui le prive de ses droits les plus élémentaires (droit de grève, d'expression, de réunion, de manifestation). De fait il est donc insoumis parce qu'il refuse l'embrigadement idéologique du service national, le rôle de dressage de la jeunesse pour la rentabilité du patron.

Ce n'est pas un cas isolé : ils sont trois cent soixante objecteurs insoumis qui refusent collectivement. Le gouvernement multiplie les procès contre ceux qui refusent la militarisation, contre ceux qui révèlent le rôle de l'armée :

— abrutissement et dressage des jeunes au service national ;

— briseuse de grèves : éboueurs, RATP, Lip, pour se préparer à une guerre civile ;

— elle réprime les peuples colonisés par l'impérialisme français en attendant de réprimer tout soulèvement populaire en France (le Chili est là pour nous le prouver).

Une campagne de soutien à Jacques Bottega, la mobilisation qui a suivi (meeting de solidarité mardi soir, manifestation de deux cents personnes devant le Palais de justice et dans les rues de la ville) ont permis une victoire face à la répression, malgré l'expulsion de tous ceux qui assistaient au procès.

L'inculpé n'a eu qu'un mois de prison avec sursis ; si le tribunal n'a pu reconnaître la légalité de son refus, il en a, par son verdict, reconnu la légitimité.

Lettre d'un déserteur

J'en avais marre de servir dans l'armée du Capital :

— qui embrigade la jeunesse pour mieux la préparer à l'exploitation patronale ;

— qui brise les justes luttes des travailleurs en grève (RATP-Eboueurs) ;

— qui réprime les peuples dominés par l'impérialisme français dans leurs luttes pour l'indépendance (Tchad, Martinique, Guadeloupe, Réunion...) ;

— qui est entraînée à mater les militants révolutionnaires, à réprimer les luttes ouvrières, paysannes, étudiantes ;

— qui vend des armes aux pays fascistes comme la Grèce, l'Espagne, le Brésil... ;

— qui vole les terres des paysans pour créer des camps militaires (Larzac, Lorraine, Fontevrault...) ;

— qui utilise l'énergie nucléaire à des fins meurtrières.

Cette armée n'est pas la nôtre ; c'est celle qui défend la classe bourgeoise :

C'EST L'ARMEE DU CAPITAL

Ne me croyez pas pacifiste : être pacifiste, dans la société actuelle, c'est accepter la dictature de la bourgeoisie sur les classes exploitées. Le prolétariat n'accèdera pas au socialisme par les voies légales et pacifistes. Les récents événements du Chili nous ont prouvé que le passage au socialisme ne peut s'effectuer que par la violence révolutionnaire ; la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste.

Toutes les thèses pacifistes, légalistes et parlementaires ne font que tromper le prolétariat et renforcent la domination de la bourgeoisie sur le monde du travail.

Francis OHNENSTETTER
porté déserteur le 27 mai 1973.

Communiqué : l'armée en question

FESTIVAL DE FILMS ANTIMILITARISTES A PARIS
organisé par le Comité de défense des appelés
et les studios Action-République et Action-Lafayette

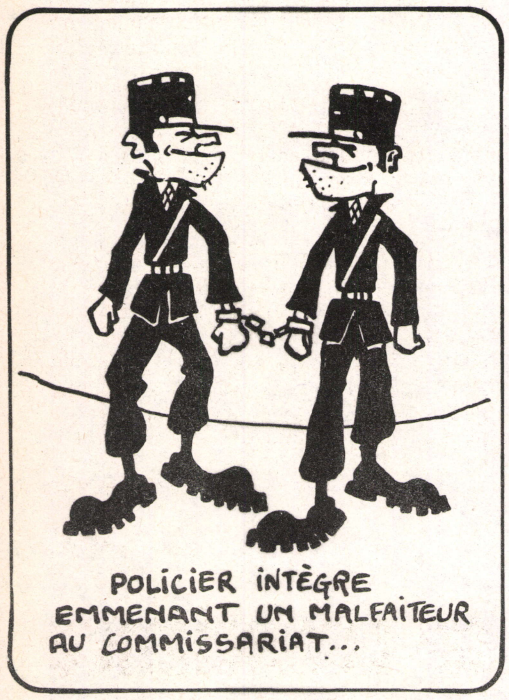
1er novembre : **Les jeux de l'amour et de la guerre,** d'A. Hiller.
2 novembre : **Qu'as-tu fait à la guerre, papa ?,** de Blake Edwards.
3 novembre : **Pour l'exemple,** de Joseph Losey.
4 novembre : **Docteur Folamour,** de Stanley Kubrick.
5 novembre : **Les hommes contre,** de Francesco Rosi.
6 novembre : **Winter soldier,** réalisation collective.
7 novembre : **Catch 22,** de Mike Nichols.

Toutes ces projections ont lieu au Studio Action-Lafayette, 9, rue Buffaut, Paris-9e (métro Cadet ou Le Peletier).

Deux soirées-débats auront lieu à cette occasion. Renseignez-vous sur les dates exactes (tél. TRU. 80-50).

POMPIDOU A LA POLICE QU'IL MÉRITE

A Versailles, moins d'un an après la mort de l'ouvrier algérien Mohamed Diab, abattu d'une rafale de pistolet-mitrailleur dans un commissariat, un jeune Malgache, José-Noël Mara, vient d'être grièvement blessé par un policier.



Bien sûr, la police, comme lors de l'affaire Diab ou de tant d'autres, a donné une version des faits expliquant que, si les flics ont tiré, c'est en état de légitime défense. Il n'empêche qu'une fois de plus, pour faire respecter ce qu'elle appelle l'ordre, il aurait pu y avoir mort d'homme.

Evidemment, on ne peut pas dire que l'UDR ait spécialement besoin d'une police qui assassine des jeunes, des travailleurs émigrés ou quelques autres. Mais ce dont le gouvernement a besoin, c'est d'une police assurée de l'impunité totale dans les actions de répression. En effet, si le gouvernement veut que ses flics soient mobilisables en toute circonstance pour des actions qui, comme celle de Lip, ne sont pas forcément populaires auprès des flics eux-mêmes, il est bien obligé en contre-partie de couvrir toutes leurs actions. Il en résulte inévitablement quelques bavures comme celle-ci. Mais, en cette circonstance, gageons que la justice aura la main légère et que si les responsables seront condamnés, ce sera plus pour avoir laissé des traces que pour le geste lui-même.

Il y a quelque temps, Marcellin et le ministère de l'Intérieur publiaient une statistique où des travailleurs immigrés étaient impliqués. Il serait certainement déjà intéressant et peut-être statistiquement valable de dénombrer, parmi tous les meurtres commis en France, combien l'ont été par les forces de police, soit dans les commissariats, soit sur la voie publique.

Sylvie FREJUS.

Les flics au secours des fascistes

VENDREDI 26 octobre, un groupe de militants de Lutte Ouvrière vendaient le journal à la gare de Lyon.

Au bout de quelques minutes de vente, un commando d'une quinzaine de personnes venait attaquer les vendeurs. Un peu surpris de notre riposte, ils battirent promptement en retraite après quelques échanges de coups... mais ce fut pour aller chercher des renforts et des armes plus efficaces.

La seconde offensive fut donc menée par environ vingt-cinq fascistes armés de barres de fer et de ceinturons. Au cours d'une bagarre assez violente, un camarade fut blessé légèrement, mais les fascistes, devant notre détermination à ne pas laisser interdire la vente, reculaient assez rapidement et disparaissaient juste au moment où un groupe de flics en uniforme apparaissait parmi la foule qui s'était massée. Un de nos camarades s'adressa à eux pour leur signaler l'attaque dont nous venions d'être victimes. Mal lui en prit : le flic se mit à l'invectiver en l'accusant d'agresser les policiers avec des cocktails molotov et, pour lui prouver qu'il ne plaisantait pas, dégaina et arma son revolver.

Ses deux collègues, visiblement effrayés de la tournure des événements, dégainèrent et armèrent à leur tour. La foule, qui avait vu la scène, était stupéfaite. Car l'incident n'était nullement passé inaperçu : environ deux cents personnes étaient attroupées et se mirent à injurier les flics en les traitant de vendus, fascistes et autres.

Une fois de plus, les flics ont prouvé qu'ils n'étaient nullement les arbitres qu'on veut nous faire croire, mais qu'ils sont bel et bien au cœur de la mêlée et dans le camp de l'extrême-droite.

Et si certains peuvent dire « Merci aux gardiens de la paix », *ce sont bien les fascistes et autres nazillons.*

Correspondant L.O.

A Grenoble : police raciste

MARDI 2 octobre au soir, un travailleur algérien a été interpellé par une ronde de police devant un café de Grenoble.

Collé au mur, mains sur la tête, il fut sérieusement malmené à coups de pied et coups de poing par trois policiers. Ces brutalités étaient accompagnées de propos racistes tels que « Sale race ! Qu'est-ce que tu f... ici, tu peux pas rentrer chez Boumédiene ? Ces bougnoules, c'est tous des anciens félouzes, **etc ».**

Embarqué dans le fourgon, il fut emmené à « l'hôtel » de police de Grenoble où un procès-verbal pour... ivresse publique fut dressé.

Le jugeant suffisamment mal en point, les policiers le conduisirent à l'hôpital de La Tronche pour l'y faire soigner. Une radiographie du crâne fut nécessaire ainsi qu'un examen ophtalmologique.

La version des flics est la suivante : ce serait suite à un appel téléphonique leur signalant une bagarre devant un café qu'ils seraient intervenus, ils auraient trouvé ce travailleur déjà blessé ! N'écoutant que leur « bon cœur », ils l'auraient immédiatement conduit à l'hôpital !

De retour dans l'entreprise Progil, où il travaille habituellement, ce travailleur algérien contacta des militants du syndicat FO pour les mettre au courant.

Accompagné par des délégués de ce syndicat, il se rendit tout d'abord chez un médecin qui rédigea un constat de coups et blessures ; puis à l'hôpital pour retirer un certificat médical ; enfin au commissariat central pour y retirer sa mobylette et avoir un extrait de la « main courante » de la ronde de police qui opérait le 2 octobre au soir.

Enfin, une déclaration écrite et signée du tenancier du café fut obtenue. Cette déclaration précise qu'il n'y avait eu ce soir-là aucune bagarre dans le café, ni dedans, ni sur le trottoir, et qu'aucun appel téléphonique à la police n'a été lancé du café. Il faut signaler que le café en question ne possède pas le téléphone !

En accord avec l'intéressé, une lettre au préfet réclamant une enquête fut envoyée.

Le syndicat FO prit contact avec la CGT et la CFDT de l'entreprise en vue d'une protestation unitaire.

La CGT, tout d'abord réticente, dut finalement intervenir sous la pression des membres immigrés de son propre syndicat. Elle envoya une lettre au député communiste de la circonscription. De plus, une délégation constituée du travailleur algérien, d'un délégué FO et d'un délégué immigré CGT fut reçue par le consul d'Algérie de Grenoble. Une demande d'intervention du consulat auprès des autorités françaises fut réclamée.

Quant à la CFDT, bien que ses deux délégués syndicaux appartiennent l'un au PSU et l'autre à Rouge, elle ne réagit pas car, d'après elle, le cas était douteux, le travailleur algérien était peut-être bien responsable de la bagarre...

En accord avec le consulat d'Algérie, le travailleur algérien est bien décidé à porter plainte.

La réaction syndicale a recueilli de nombreuses marques de sympathie de la part des travailleurs immigrés de l'usine Rhône-Progil où ils sont nombreux.

Les résultats des enquêtes demandées au préfet et au consul d'Algérie seront régulièrement réclamés et rendus publics.

Correspondant L.O.

Le procès de la Garantie Foncière :

LE CHARME DISCRET DU CODE PÉNAL

IL aura fallu huit jours de débats pour que puissent être abordées, au procès de la Garantie Foncière, les questions de fond, c'est-à-dire les questions se rapportant à la culpabilité des inculpés et aux mécanismes de l'escroquerie.

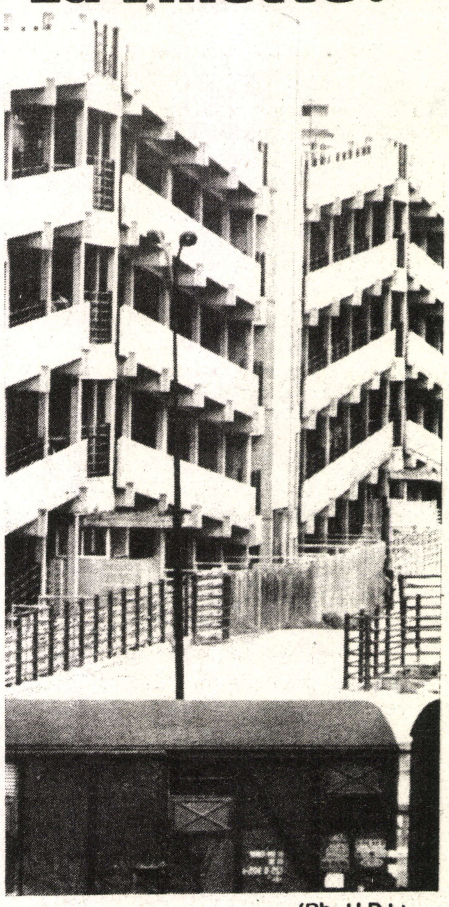
Pendant huit jours, les avocats de la défense se sont relayés pour multiplier les artifices de procédure, pour mettre en évidence les faux pas, voire les irrégularités de l'instruction, pour protéger leurs clients en les abritant derrière toutes les dispositions prévues par le Code concernant les moyens de la défense. Ce n'est pas nous qui protesterons contre les droits accordés par la loi à ceux qui sont inculpés, bien au contraire. Nous pensons même qu'ils sont trop limités. Mais enfin, la justice offre rarement aux citoyens de ce pays le spectacle d'innombrables batailles de procédure où chaque droit est âprement défendu, chaque acte du ministère public passé au crible, chaque ordonnance du juge d'instruction sévèrement contestée.

Dans bien des cas, la justice sait être expéditive et jeter en prison, pour des années parfois, des délinquants qui lui sont présentés. Il est vrai qu'il s'agit alors de pauvres gens, d'ouvriers, de paysans, de travailleurs immigrés. Ils sont, aux yeux de la justice, des « cas simples ». Ils n'ont pas constitué de nombreuses sociétés commerciales et civiles, ils n'ont pas jonglé avec le Code des impôts, ils n'ont pas de comptabilité falsifiée, ils n'ont pas à justifier de l'utilisation de centaines de millions. Ils se sont contentés d'infractions réservées aux pauvres. Ils peuvent être condamnés en quelques minutes.

Le charme discret du Code pénal, les procès interminables où les experts se contredisent, où les juges doivent justifier leur verdict, les batailles juridiques où sont engagés les meilleurs avocats du pays... cela est réservé aux escrocs de grand style et autres (ex-) députés UDR.

François DELAIN.

La Villette :



(Ph. U.P.I.)

Quand le Bâtiment va, tout va !

LE « scandale des abattoirs » est terminé : quelques bulldozers vont faire table rase. Cinquante-cinq hectares vont ainsi être libérés pour « une opération d'urbanisme de grande envergure ». Il est certain que, vu le prix du terrain à Paris, ce ne seront pas des HLM qui vont remplacer les abattoirs. Peut-être y verra-t-on quelques immeubles de luxe, mais, plus probablement, une nouvelle Défense ou un nouveau Montparnasse car les bureaux rapportent plus.

Les abattoirs de La Villette n'ont, bien sûr, pas débité beaucoup de viande, mais pour le capitalisme ils n'auront pas été inutiles : les quelque cent milliards d'anciens francs qu'ils ont coûté n'auront pas été perdus pour tout le monde. Quelques journées de bulldozer, et on recommence. Ce n'est pas un scandale, c'est la marche classique des affaires. Il faut avouer, tout de même, qu'il est rare de voir les affaires tourner aussi vite.

Olivier BELIN.

DIX JOURS DE GRÈVE A L'HOPITAL DE GARCHES

A l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches, il y avait depuis longtemps du mécontentement dans le personnel infirmier. Cela en grande partie à cause de nos conditions de travail, qui ne valent pas mieux que dans les autres hôpitaux : manque chronique d'infirmières (il en faudrait au moins cinquante de plus), ce qui nous oblige à courir toute la journée dans tous les services, salaires insuffisants, manque de crédits pour tout ce qui concerne le matériel autre que celui des blocs opératoires... A cela s'est ajoutée pour Garches la fermeture de la crèche le mois dernier — toujours faute de crédits — touchant environ soixante femmes qui se voient obligées, soit de trouver des nourrices, soit de cesser de travailler.

Aussi, le 11 octobre, lors de la journée d'action de la Fonction publique, avons-nous été plus de trois cents à faire grève, ce qui ne s'était pas produit depuis Mai 1968.

Après la manifestation du matin à Paris — où nous n'étions qu'une quinzaine, car il n'y avait eu aucun départ collectif organisé par les syndicats — se tenait une assemblée générale des grévistes à l'appel de la CGT et de la CFDT. L'ambiance était chaude et tout de suite la poursuite de la grève fut approuvée par la grosse majorité des trois cents participants pour réclamer : la réouverture et l'agrandissement de la crèche, des logements pour tous, la suppression des notes données à la tête du client par notre chef, une prime uniforme pour tous, de même que nous réclamons des augmentations de salaires en points uniformes et non plus en pourcentage..

Tout de suite, les représentants CGT essaient de freiner le mouvement : ils nous mettent en garde contre une grève en nous citant l'exemple de l'hôpital de Tours où « rien n'avait été obtenu », puis, pour rester dans le même ton, ils se mettent à parler de Lip en disant : « Regardez à Lip, ils n'ont pas voulu nous écouter, maintenant ils ont tout perdu », etc. Le seul résultat de leur intervention fut de se faire huer par les grévistes, qui votèrent à main levée la poursuite de la grève et la création d'un Comité de grève.

Le soir même, ce Comité se réunit et décide de l'organisation de la grève.

Il s'agit bien entendu d'une grève administrative, les malades ne pouvant être laissés sans soins. Des piquets vont être mis devant toutes les caisses pour empêcher les consultants de payer — ils ne se le font d'ailleurs pas dire deux fois — ; de même, tous les malades vont être informés par tracts sur le but de notre mouvement et seront évidemment solidaires des grévistes. Il est décidé aussi, puisque les cuisines sont aussi en grève, que nous occuperions le réfectoire et y servirions des repas gratuits. Cela n'eut pas l'heur de plaire au directeur qui, par sa seule présence, voulait nous obliger à faire payer ; il a même essayé d'intimider les stagiaires (élèves-infirmières) en les menaçant de renvoi ; mais, seul contre plusieurs centaines, il a bien été forcé de reculer.

Malgré ses menaces, le mouvement de grève tint bon jusqu'au lundi 15 octobre. Mais, après le week-end, beaucoup d'infirmières ont cessé la grève administrative, commençant à se sentir découragées. Il faut dire que, depuis jeudi soir, le Comité de grève ne s'était pas réuni une seule fois, et les syndicats qui dirigeaient le mouvement (la CGT s'était finalement ralliée du bout des lèvres) n'arrivaient pas à se mettre d'accord. Les militants de la CFDT se montraient combatifs, mais finalement ils ne proposèrent rien qui pût mobiliser les infirmières ni étendre la grève. Et, faute de participants, les assemblées générales se transformaient en champs clos, où s'affrontaient les deux centrales.

Finalement, le jeudi 19 octobre, la grève administrative a pris fin, la reprise ayant été votée par une faible majorité ralliée aux propositions de la CGT qui, depuis trois jours, poussait à la reprise. Et ce ne fut que le lendemain que le premier tract CGT parut, parlant... « d'intensifier l'action » *en préparant une nouvelle « semaine d'action de la Fonction publique » la semaine prochaine, maintenant que le mouvement semble retombé.*

Mais rien ne dit que l'Assistance Publique en ait fini avec nous car aucun de nos problèmes n'est réglé, ni en ce qui concerne les conditions de travail, ni en ce qui concerne la discipline, car une menace de licenciement vise un de nos camarades.

Correspondant L.O.

(Ph. Marc Semo-Fotolib)

Villefranche-sur-Saône (Rhône)

Les locataires s'organisent

LES locataires de LOGIREL (Rhône) ont pu constater au mois de juin dernier une forte augmentation du chauffage se chiffrant à 28 %. La réaction de quelques-uns fut immédiate et il fut décidé à l'issue d'une réunion de faire circuler une pétition, sur laquelle apparaissaient le problème du chauffage et de nombreuses autres revendications concernant la cité. Cette pétition recueillit quatre-vingt quinze signatures sur cent vingt locataires, ce qui prouve que chacun se sentait concerné. Elle fut envoyée à la direction de la société LOGIREL et ce n'est qu'un mois après que celle-ci répondit, cédant sur deux points mineurs.

Au mois de septembre l'action continuait, une assemblée générale fut tenue, on décida de former un comité de locataires et de faire une délégation auprès de la société LOGIREL. C'est donc le 6 octobre que celle-ci reçut six représentants des locataires. Au cours de la confrontation, la direction céda sur certains points tels que le remplacement des rideaux par des volets, l'aménagement d'un terrain de jeux pour les enfants, la réparation de la robinetterie défectueuse ; elle accepta de remédier à l'inondation de certaines caves. Quelques cas particuliers furent réglés immédiatement, d'autres le seront ultérieurement.

Pour nous c'est déjà une première victoire, mais le point essentiel, l'augmentation du chauffage, n'est pas résolu, la société se retranchant derrière l'entreprise qui est chargée de l'entretien de la chaufferie. Nous restons donc mobilisés pour une prochaine action, afin d'obtenir entièrement satisfaction.

Il existe aussi un Comité de Locataires sur un autre quartier de Villefranche. Un responsable de ce Comité explique les conditions dans lesquelles ce Comité s'est constitué.

— Comment a été créé le Comité ?

Pendant l'hiver 1971-1972 l'office des HLM du Rhône augmentait les charges de chauffage de 50 %. Le mécontentement est grand. Quelques locataires organisent une assemblée ; les volontaires se regroupent et font du porte à porte pour solliciter les autres locataires. Une seconde assemblée élit un bureau provisoire. Des statuts sont adoptés et déposés. Le Comité ainsi créé prend le nom de « Comité de défense des locataires de Belleroche ».

— Quelle a été votre action ?

La première revendication fut la diminution des provisions de chauffage. Un montant est fixé en assemblée générale. Les HLM réclament 960 F pour un appartement F 4 ; le Comité décide de ne verser que 672 F. Devant la détermination des locataires l'office de HLM propose 800 F, mais nous maintenons notre position. En fait lorsque le bilan des charges de chauffage sera fait il s'avèrera que la somme à payer est encore inférieure à celle proposée par le Comité.

— Quelles sont vos revendications ?

Une deuxième action fut celle concernant les aménagements extérieurs en particulier les aires de jeux. On obtint que les enfants puissent jouer sur les pelouses ; des terrains de jeux furent aménagés. Des appartements, situés au nord, étaient très humides, le doublage des cloisons n'ayant pas été fait. Nous avons obtenu que le doublage soit fait par le constructeur.

Nous réclamons auprès de la municipalité des abris-bus. A ce jour, un seul a été construit. Mais l'action va reprendre pour en obtenir deux autres. Un centre commercial et un centre social sont prévus. De nombreuses discussions ont lieu avec la municipalité et la Chambre de commerce afin d'obtenir le maximum d'avantages pour les locataires. Si les discussions ne suffisent pas, des actions seront envisagées.

— La participation des locataires est-elle importante ?

Lors de problèmes graves les assemblées générales comptèrent une centaine de participants sur deux cent trente locataires qui, à l'époque, habitaient dans la cité. Malgré les pressions de l'office des HLM du Rhône une large majorité refusa de payer la totalité des charges de chauffage pendant plusieurs mois.

Actuellement les différentes pétitions (exemple : humidité dans certains logements) reçoivent la signature de la presque totalité des locataires concernés. Les responsables d'immeubles sont très souvent contactés par les locataires pour toutes sortes de réclamations ou renseignements.

A l'heure actuelle le Conseil d'administration du Comité regroupe environ une quinzaine de personnes.

UNE MILITANTE DU MLAC NOUS ÉCRIT :

COMME chaque semaine, depuis mai dernier, vendredi 19, à 20 heures, deux cars de Françaises passent la frontière franco-belge, rentrant de Hollande où les soixante-quatre femmes sont allées pour interrompre leur grossesse en clinique. Les deux militants du MLAC (Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception) qui les accompagnent transportent 330 plaquettes de pilules qu'ils avaient commencé à distribuer aux femmes ayant une ordonnance pour cette méthode de contraception, les autres étant destinées aux centres d'orthogénie du MLAC.

Les paquets contenant ces pilules, posés sur un siège, attirent l'attention des douaniers qui s'en emparent et accusent de fraude les accompagnateurs, en les menaçant d'une amende de 15.000 F ou de saisie du car.

Alors que toutes ces pilules sont vendues en France, la loi considère l'importation de produits contraceptifs comme aussi grave que celle de drogue, d'armes ou de littérature pornographique. Les militants font alors une distribution de tracts et précisent le but du voyage...

Les douaniers parlent de faire venir la police, la direction de la Sûreté du territoire, les Renseignements généraux...

Quelques pontes arrivent et les militants sont séparés des femmes, celles-ci étant soumises aux questions et aux insultes.

Totalement déculpabilisées par le voyage en groupe et l'attitude des médecins d'Amsterdam, les femmes réagissent violemment aux attaques. Elles dénoncent la contre-information et les mensonges diffusés sur les méthodes de contraception efficaces ainsi que cette loi rétrograde et caduque qui les oblige à passer des frontières pour avorter dans des conditions médicales satisfaisantes.

La police et les douaniers tentent vainement de les désolidariser des deux militants et de l'action menée par le MLAC.

Après une fouille de leurs bagages et menace de fouille corporelle, elles sont interrogées deux par deux par le commissaire et reconnaissent toutes sans gêne qu'elles viennent de se faire avorter. Toutes les identités sont relevées.

Les deux militants « en état d'arrestation » ne peuvent communiquer ni avec elles, ni joindre les responsables du MLAC. Leurs affaires et papiers personnels sont minutieusement fouillés, des adresses recopiées.

Après les interrogatoires, vers 3 heures du matin, la police oblige les chauffeurs des cars à démarrer sans les accompagnateurs malgré les assurances données aux femmes que ceux-ci étaient libres. Malgré la fatigue de l'opération, malgré le froid certaines descendent des cars pour rester, mais elles y sont remontées brutalement. Avec sept heures de retard, les cars arrivent samedi vers 5 heures à la gare du Nord où les attendaient impatiemment les familles.

Manifestation du MLAC à Grenoble en mai 1973. (Ph. Puech)

Encore à la douane, les deux militants dorment par terre et refusent de signer le procès-verbal, complètement déformé, de leurs déclarations.

A 11 h 30, on leur propose de payer une amende transactionnelle de 1 000 F, ce qu'ils acceptent après avoir enfin pu prendre contact avec la présidente du Mouvement. Ils devaient ensuite être transférés au Parquet de Lille, mais sont seulement interrogés par le commissaire « compréhensif », qui note fidèlement leurs déclarations, qui se terminent par « la lutte continue »... A 17 heures, ils sont libres.

Pendant ce temps-là, les femmes se sont rendues à la permanence qui se tient tous les samedis à 15 heures au 73, rue Buffon pour dénoncer de tels agissements et se déclarer solidaires du MLAC dans cette affaire.

AUX MORTS!

Le congrès de « Laissez-les vivre » a observé « une minute de silence en l'honneur de ces enfants assassinés ». *Il s'agissait, en l'occurrence, de trois fœtus contenus dans un bocal.*

Laissez-les vivre ? Il faut bien puisque le ridicule ne tue plus !

Cet incident représente-t-il une première étape de la répression ou n'est-il qu'une « erreur » dans la politique hypocrite du gouvernement qui recule de mois en mois la discussion sur l'avortement à l'Assemblée ?

La mobilisation s'impose autour de ces objectifs : information sexuelle, avortement et contraception libres et remboursés par la Sécurité Sociale.

Lutte Ouvrière est membre-fondateur du MLAC. Les militants désireux de prendre contact avec le MLAC peuvent s'adresser au MLAC, 34, rue Vieille-du-Temple, Paris 4e.

Crèches du 14e

L'action a payé

On connaît le manque intolérable de crèches. Il faut ajouter à ce scandale l'existence d'une dizaine de crèches dans Paris qui sont terminées, mais dont l'administration retarde l'ouverture.

C'est le cas de la crèche au 15, rue Bardinet dans le 14e.

Face aux questions des parents qui venaient s'inscrire, l'administration parlait d'une ouverture au 1er septembre, puis au 1er octobre, puis... au 1er janvier.

Cette comédie a été la goutte qui a fait déborder le vase : l'administration fait tranquillement traîner les choses pour offrir soixante places dans une crèche alors que les mères de familles vont d'une crèche à l'autre se rendre compte... que tout est complet (il y a, dans le 14e seul, douze cents inscriptions sur les listes d'attente).

Un groupe de parents s'est constitué et a multiplié les initiatives pour que cette crèche fonctionne. Des tracts et des affiches ont informé les habitants du quartier. Un rassemblement a été fait à la mairie... pour y apprendre, de la bouche du maire, que la mairie ne servait tout au plus qu'à enregistrer les naissances. Le député UDR du 14e, M. de la Malène, a fait remettre une note aux parents leur parlant vaguement d'une ouverture à la fin du mois (sans préciser lequel d'ailleurs).

La comédie continuait toujours. Pour y mettre fin, les parents ont décidé d'occuper la crèche dans la journée du lundi 22 octobre.

C'est donc une trentaine de personnes et leurs enfants qui ont inauguré à leur manière les locaux neufs. Ils ont pu vérifier que, à des détails près, cette crèche pouvait très bien être ouverte rapidement et en ont aussitôt informé la population du quartier par une banderole, des affiches, des prises de parole.

En milieu d'après-midi, le sous-directeur de la Protection maternelle et infantile est venu proposer l'ouverture de la crèche le 5 novembre pour vingt enfants et le reste en six mois.

Les parents n'ont pas cédé et à 20 h 30 un responsable de la PMI est venu signer l'engagement d'ouvrir la crèche à partir du 5 novembre pour soixante enfants à raison de dix par semaine.

Le succès de cette occupation a montré que l'action est payante : elle doit s'amplifier pour obtenir l'ouverture de nouvelles crèches.

Correspondant L.O.

Un maître d'internat révoqué pour délit d'opinion

Le délit d'opinion n'existe, paraît-il, pas en France. Mais la réalité est tout autre, et c'est uniquement à cause de ses opinions politiques (il militait alors à la Ligue Communiste) qu'Auban, maître d'internat dans un CET de Mont-de-Marsan, a été révoqué en juillet dernier. Il comparaît ces jours-ci devant le Conseil supérieur de l'Education nationale, et l'on verra bien si celui-ci, malgré les multiples protestations et, entre autres, l'opposition des syndicats d'enseignants, ose entériner cette décision.

Ce maître d'internat avait obtenu les deux années précédentes d'excellentes notes administratives, mais, l'an dernier, son chef d'établissement demandait sa révocation en ces termes : *« Professionnellement, M. Auban donne satisfaction, mais je pense que ses fonctions politiques sont incompatibles avec une fonction de maître d'internat ».*

On le voit, les choses sont claires : l'an dernier a été marqué par la grève des CET et lycées, il fallait donc éliminer des établissements les « mauvais esprits », ceux qui étaient dans le mouvement du côté des élèves, même s'ils étaient irréprochables sur le plan professionnel.

Ce n'est qu'a posteriori, pour justifier la révocation, que l'administration a enfin découvert la « grave faute professionnelle » d'Auban : il aurait, paraît-il, accompagné les internes de son établissement un samedi dans un autre établissement où les élèves avaient décidé de se rassembler pour le week-end. Voilà la « faute grave » : les élèves ont décidé de se regrouper entre établissements, Auban est allé avec eux : « ils les a conduits » dit-on, et le tour est joué.

A vrai dire, personne ne reprocherait à un enseignant de conduire un samedi ses élèves assister à une séance du Palais-Bourbon : ce ne serait pas de la « politique », mais de « l'instruction civique ». On a le droit, et même le devoir, quand on est enseignant, d'expliquer à ses élèves qu'il faut respecter les lois, aller voter ; on doit amener les enfants des écoles faire la claque au président de la République quand celui-ci fait à votre petite ville les honneurs de sa visite... Cela, pour ces Messieurs, ce n'est pas « faire de la politique » puisque c'est, simplement, soutenir la politique du gouvernement.

Olivier BELIN.

Le régime pompidolien et l'information : un PDG chasse l'autre, le problème reste

L'« AFFAIRE » de l'ORTF est maintenant réglée. Arthur Conte, qui se plaignait des pressions politiques et du chantage financier exercé sur lui et des hauts fonctionnaires de l'ORTF, a été purement et simplement remercié, sans doute pour lui démontrer péremptoirement qu'il n'y avait pas d'ingérence du pouvoir sur l'ORTF.

Quant à Malaud, ministre de l'Information, dont les lettres imprudentes sont à l'origine du déclenchement de l'« Affaire », il a été « muté » à la Fonction publique, ministère spécialement créé pour lui.

Reprocher à A. Conte son libéralisme et sa bienveillance à l'égard de l'opposition, qu'il aurait favorisée sur les antennes de l'ORTF, cela ne fait pas bien sérieux. Celui qui voulait « faire chanter la France » peut être suspecté de tout ce qu'on veut, sauf de complaisance envers la gauche. Le seul reproche réel que peut lui adresser le gouvernement, c'est de ne pas deviner, sans qu'on ait à le lui dire, ce qu'il devait faire. Non que Conte ait été en quoi que ce soit en opposition avec les vues officielles en matière d'information, mais il ne savait plus trop à quelle clique il devait obéir. Cela ne pardonne pas avec un régime où un officier de la légion est Premier ministre.

Le fauteuil de PDG revient maintenant à un certain Marceau Long, haut fonctionnaire obscur, mais au passé éloquent : il sort directement du service information du ministère des Armées, poste dans lequel on a pu juger ses « aptitudes ».

Mais il est possible que le nouveau PDG ne dure pas beaucoup plus longtemps que l'ancien, de même que Conte n'a pas duré plus que ses prédécesseurs.

Le contrôle de l'ORTF est en effet une fonction qui expose à toutes les critiques et à toutes les pressions. Qu'on cède ou non, on aboutit au même résultat. En peu de temps, on se met toutes les cliques à dos, à tour de rôle ou en même temps, et on alimente des rivalités qui n'attendent que l'occasion de tourner au règlement de comptes.

Mais enfin, voilà maintenant Arthur Conte mis à l'abri des pressions politiques. N'était-ce pas ce qu'il souhaitait ?

Jean COLIN.

Malaud et Conte dans une « prise de bec » : discutent-ils de la meilleure manière pour le régime pompidolien de « ne pas s'ingérer dans les affaires de l'ORTF » ?
(Ph. Lebrun-Fotolib)

Pompidou de 5 à 7

AU cours de l'entretien qu'il a eu avec le rédacteur en chef du **Point,** le mercredi 24 octobre, Georges Pompidou s'est pour la première fois largement expliqué sur la raison qui l'a amené à vouloir réduire à cinq ans au lieu de sept le mandat présidentiel. Le président de la République a joué cette fois cartes sur table.

Il a avoué que ce qui était en cause, c'était « l'équilibre des pouvoirs ». Il ne veut pas que l'Assemblée, élue elle pour cinq ans, puisse contester l'autorité du président élu pour sept ans en lui tenant ce langage : **« Nous sommes plus près du peuple que vous, et donc c'est nous qui sommes porteurs de la volonté du pays »,** mettant ainsi le président **« dans une sorte d'infériorité morale vis-à-vis du parlement ».**

En proposant la réduction à cinq ans du mandat, Pompidou souhaite ainsi renforcer l'autorité du président sur le parlement afin que celui-ci n'essaye pas **« de diriger, d'imposer la politique que le président de la République et le gouvernement ont pour mission de définir et de conduire »,** le parlement, lui, se cantonnant dans son rôle de « contrôle ».

Et si De Gaulle s'est bien accommodé du septennat c'est qu'il organisait tous les deux ou trois ans des référendums dont Pompidou d'ailleurs reconnaît le caractère plébiscitaire : les électeurs n'avaient pas seulement à se prononcer sur la question posée, ils devaient renouveler en même temps son mandat à De Gaulle qui le remettait explicitement en jeu à chaque fois. D'ailleurs, en 1969, quand les électeurs ont dit non à la régionalisation, De Gaulle, qui n'avait pas été plébiscité, est parti.

Evidemment, n'organise pas des plébiscites qui veut. Pompidou a pu s'en rendre compte lors du référendum sur l'Europe. Et c'est pourquoi il tient à la réforme de la Constitution. Pourtant, il opte pour l'attentisme en la matière. C'est que son projet a certes recueilli la majorité absolue tant à l'Assemblée qu'au Sénat, mais c'est à une majorité des trois cinquièmes que les deux Chambres réunies en Congrès devraient l'approuver pour qu'il puisse être appliqué, et cela, Pompidou ne l'obtiendra pas.

Il ne lui reste donc que le recours au référendum. Mais la période est mal choisie car l'opinion ne se passionne pas aujourd'hui pour la réforme constitutionnelle. La guerre au Moyen-Orient est un sujet de préoccupation autrement brûlant. Pompidou, pourtant, n'abandonne pas formellement l'idée du référendum sur le sujet. Car, à un autre moment, il peut estimer que cela peut se révéler une bonne carte à jouer : ce projet, déjà voté par la majorité du parlement, est bloqué parce que, dit Pompidou, **« l'opposition considère qu'elle doit toujours être systématique, quel que soit le sujet en question ».** Contre la politique des partis, quoi de mieux que d'en appeler à l'opinion publique plutôt favorable au projet, en coinçant de plus la gauche sur son propre programme ?

Mais même en admettant que Pompidou parvienne à faire adopter son projet, ce n'est pas cet artifice constitutionnel qui pourra lui rendre (à lui ou à ses successeurs) l'autorité d'un De Gaulle.

Car son autorité, De Gaulle la devait d'une part au prestige de son passé que tous les partis, y compris le Parti Communiste, avaient contribué à forger pendant la guerre. Et il la devait surtout à la situation qui l'a porté au pouvoir en 1958 comme arbitre entre les forces qui s'affrontaient.

Pompidou peut bien regretter de ne pas être un De Gaulle. Qu'il le veuille ou non, il ne saurait être aujourd'hui un arbitre entre les partis. Il est, à la différence de De Gaulle, lié à l'UDR et dépendant des petites manœuvres parlementaires.

Et de ce point de vue, cinq ou sept ans ne changeront pas grand-chose.

Dominique CHABLIS.

MICHEL RECANATI LIBRE !

La Chambre d'accusation vient de rendre sa décision au sujet de la demande de liberté provisoire de Michel Recanati, militant de l'ex-Ligue Communiste, emprisonné pour sa participation à la manifestation contre Ordre Nouveau.

Comme pour Krivine et Rousset, le pouvoir a dû encore reculer cette fois. Mais, une fois de plus, les camarades de l'ex-Ligue Communiste devront payer une caution de 20 000 F.

La liberté provisoire, qui est prétendument la règle, est un droit élémentaire qui coûte décidément bien cher aux militants révolutionnaires !

LA LUTTE DE CLASSE EN ESPAGNE

(Information communiquée par la rédaction de la Batalla, organe du POUM)

Vingt grèves dures à Barcelone

En septembre et en octobre, les travailleurs de la province de Barcelone, principal centre industriel du pays, ont fait preuve d'une grande combativité. Des grèves ont éclaté dans vingt entreprises. L'objectif général était d'exercer une forte pression sur les patrons et l'Etat dans la perspective de la signature des prochaines Conventions collectives. Dans certains cas, la solidarité avec des travailleurs licenciés a joué un rôle important. Les principaux arrêts de travail ont eu lieu dans les entreprises suivantes : « Joresa » de Sardanola, « La Forsa » de Cornellà, « Grabados Quimicos Milver » de San Feliu de Llobregat, « Pyrsa » de Moncada, « Gaggia » de San Adrian, « Thor » de la zone industrielle du Besos, « Inespo » de Polinya, « Solvay y Cia » de Martorell.

La grève chez « Joresa » à Sardanola

Un des mouvements les plus importants s'est produit à l'entreprise métallurgique « Joresa » de Sardanola. Il a commencé le 2 septembre et continue encore. Le licenciement d'un ouvrier « contractuel » a déclenché la grève. La direction a répondu en licenciant quatorze autres ouvriers et en menaçant de mettre à pied, sans salaire, tout le personnel. Les deux cent quatre-vingt-dix-huit ouvriers ont alors occupé l'usine, d'où ils ont été expulsés le 19 octobre par la Garde Civile. La lutte continue.

La répression systématique des grèves et manifestations ne vient pas à bout de la combativité des travailleurs d'Espagne. (Ph. UPI)

Grève de solidarité à Martorell

Les sept cents travailleurs de « Solvay y Cia », de Martorell, se sont mis en grève le 17 octobre pour protester contre la sanction prise à l'égard d'un de leurs camarades. Les dirigeants de l'entreprise ont dû finalement annuler la sanction.

Luttes dans d'autres entreprises

A l'entreprise métallurgique « La Forsa », de Cornellà, les ouvriers cessent le travail deux heures tous les jours. Il s'agit d'améliorer les conditions de la Convention collective. Le mouvement dure depuis fin septembre. A la « Pyrsa », de Moncada, la Garde Civile a brutalement expulsé, le 5 octobre, les cent quarante ouvriers qui avaient occupé l'usine et exigeaient une augmentation de 1.500 pesetas par mois. A la « Thor », usine de mécanique, dans la zone industrielle du Besos, les travailleurs se sont mis en grève fin septembre pour protester contre l'augmentation des normes ; la direction a dû céder et rétablir les anciennes normes.

A l'entreprise « Galvanizados Laro » (matériel métallique pour autoroutes) où le travail est organisé en équipes qui font quatorze heures par jour, samedis et dimanches aussi, **les ouvriers, depuis un mois, ne se présentent plus à l'usine le samedi et le dimanche ; ils exigent la réduction du temps de travail des équipes et le paiement des heures supplémentaires à 100 pesetas l'heure. A l'usine d'automobiles SEAT, des grèves ont lieu tous les jours dans plusieurs ateliers depuis le 15 octobre : les ouvriers exigent que les primes soient calculées par équipes de chaîne de production et non individuellement.**

Chez Renault à Valladolid

Les ouvriers de « Fasa Renault » ont exigé que la Convention collective de l'entreprise soit discutée à Valladolid même et que les représentants des travailleurs soient démocratiquement élus par les salariés de l'entreprise réunis en assemblée générale ; seize délégués du « syndicat » du Métal de la CNS ont présenté leur démission et se sont solidarisés avec les revendications des travailleurs.

Conflit à la SKF à Madrid

L'usine de roulements « SKF » de Madrid a été fermée après expulsion des travailleurs par la police. Depuis le 1er octobre, des arrêts de travail s'étaient succédé, motivés par une demande d'augmentation des primes. Le lockout touche quatre cents ouvriers.

Grèves dans le Bâtiment à Madrid

Début octobre, plusieurs grèves ont éclaté dans des chantiers du Bâtiment de la banlieue nord de Madrid. Les forces de police sont intervenues pour étouffer le mouvement qui aurait pu s'étendre aux cent cinquante mille travailleurs de cette branche ; de nombreuses arrestations ont été opérées et plusieurs chantiers occupés par les policiers pour intimider les ouvriers.

Turquie

RETOUR AU GOUVERNEMENT CIVIL ?

LES récentes élections en Turquie ont été marquées par la victoire du « centre-gauche ». Le Parti Républicain du Peuple, qui se présente comme réformiste et laïc, a obtenu 33 % des voix et passe de 96 à 185 sièges à l'Assemblée nationale tandis que le Parti de la Justice (droite) recule de 227 à 149 sièges. Le chef du PRP, Bulent Ecevit, a commencé ses consultations pour former le nouveau gouvernement.

Le jeu électoral et l' « alternance » ainsi pratiqués en Turquie contrastent avec la dictature de fer qui règne dans le pays. C'est ainsi que tous les mouvements qui se réclament du communisme et du nationalisme kurde sont officiellement interdits, que le Parti Ouvrier Turc (formé de staliniens et de sociaux-démocrates), reste dissous, que les grévistes sont férocement réprimés, que des étudiants gauchistes sont condamnés à mort, que deux éditeurs purgent actuellement de longues pleines de prison pour avoir eu l'audace de publier des ouvrages de Marx !

En fait, l'armée est la seule détentrice du pouvoir. Elle n'hésite pas à intervenir constamment dans la vie politique, faisant et défaisant les gouvernements. Ces dernières années, le pouvoir civil n'était qu'un voile bien léger devant le gouvernement de fait des généraux qui n'hésitaient jamais à exiger publiquement — et à obtenir ! — le renvoi de politiciens jugés trop mous dans la répression de toute contestation.

Aujourd'hui, l'armée estime qu'elle peut relâcher un peu la bride, faire des élections, peut-être laisser tenter l'expérience d'un gouvernement un peu plus libéral, ou plutôt un peu moins féroce dans la répression. Pourquoi pas, en effet, puisque le sale travail a été fait, que la classe ouvrière, qui avait fait des grèves insurrectionnelles, semble ne plus bouger, qu'autonomistes kurdes ou étudiants contestataires ont été brisés. Cela correspond d'ailleurs aussi bien aux aspirations de la bourgeoisie turque qu'aux nécessités de la diplomatie d'Ankara d'offrir un visage « démocratique » plus présentable aux pays européens. Tout cela peut durer jusqu'à la prochaine manifestation d'une opposition sérieuse et la prochaine intervention brutale de l'armée.

Il est vrai que la pseudo-démocratie caricaturale, le cache-sexe démocratique cachant mal la dictature militaire, est une tradition déjà ancienne en Turquie : n'est-ce pas Ataturk lui-même qui, sans doute las de n'être jamais critiqué, avait créé son propre parti d'opposition !

Jean HAINAUT.

Grèce

Misère de la démocratie

VIEUX politicien bourgeois d'extrême-droite, le sieur Spyros Markezinis, à qui l'armée a confié la tâche de former un gouvernement, est l'un des rares membres du personnel politique grec traditionnel à n'avoir pas pris position contre le coup d'Etat des colonels, le 21 avril 1967. Mais cela ne l'empêche pas de jouer les « démocrates » modernistes !

Son programme : « Aider Papadopoulos à passer du régime militaire à une vie démocratique ». *Son ambition personnelle :* « Celui qui conduira le pays à une pleine démocratie descendra dans l'histoire comme un grand homme. Je veux être celui-là »... *Valet des militaires qui mime une indépendance qu'il n'a pas, Markezinis a le cynisme de faire l'éloge des* « communistes », *qui, eux, au moins* « défendent une idéologie, pas de sordides intérêts » ! *Il se dit plein de* « respect » *pour les hommes de* « l'opposition », *mais les accuse tour à tour d'être illogiques et pleins d'illusions s'ils se figurent qu'ils pourront obtenir quoi que ce soit du régime :* « Ne comprennent-ils pas qu'ils ne sont pas en mesure de dicter leurs conditions ? »

Malgré tous ses efforts, bien plus que la possibilité d'un régime bourgeois démocratique en Grèce, c'est au contraire les limites étroites des possibilités politiques de son gouvernement que soulignent tous les propos de Markezinis. Que propose-t-il concrètement ? Pas grand-chose. Les victimes de la dictature devront se satisfaire de ses bonnes paroles quant aux pouvoirs « exorbitants » *(c'est lui-même qui le reconnaît) de l'armée. Se fait-il le défenseur du Parlement ? C'est pour dire qu'on peut* « mieux contrôler ses ennemis s'ils y sont que s'ils n'y sont pas ». *Il se flatte d'avoir, en ce qui concerne l'organisation d'élections* « libres », « le plein soutien » *du dictateur militaire, dont il assure qu'il* « veut sincèrement garantir la liberté de vote »... *Parle-t-il de la classe ouvrière ? C'est pour dire qu'il est de ceux qui croient obligatoire de lui faire des concessions... quand il est impossible de faire autrement !* « Je sais faire des concessions aux classes laborieuses quand les conditions l'exigent ». *Se présentant comme le rempart* « démocratique » *contre un* « Kadhafi grec », *comme un* « fervent admirateur de Lénine » *(!) qui ne pousse toutefois pas cette* « admiration » *jusqu'à être « socialiste », Markezinis proclame qu'il est un pionnier de la* « politique à l'Est » : « Il est normal, impératif même qu'Athènes et Moscou collaborent dans tous les domaines ».

Pour conclure, l'employé de Papadopoulos au poste de Premier ministre se définit lui-même comme « fondamentalement un libéral, un homme qui se passionne pour le dialogue ». *Dirigeant d'un pays pas assez riche et pas assez fort pour pouvoir tolérer, dans le cadre bourgeois même, que s'exprime une véritable opposition, il annonce la couleur lorsqu'il pose comme condition à la* « liberté » *d'expression politique que ses adversaires* « renoncent à vouloir renverser l'ordre politique et économique établi ». *Autrement dit : tous ceux qui sont d'accord peuvent parler. Mais la* « pleine démocratie » *ne peut être poussée jusqu'à laisser la parole aux adversaires du régime.*

Antoine VEGA.

IL Y A 50 ANS

ALLEMAGNE — OCTOBRE 1923

La révolution manquée

DEPUIS la révolution russe, c'est dans la perspective de la révolution allemande qu'œuvre essentiellement l'Internationale Communiste. Les dirigeants bolcheviks pensent que la révolution dans ce pays industrialisé, où la classe ouvrière est presque majoritaire, où elle est bien mieux organisée qu'ailleurs, sera le pas le plus important vers la révolution mondiale.

D'ailleurs, si une première vague révolutionnaire a échoué en 1918-1919, écrasée par la Social-Démocratie passée au service de la bourgeoisie, depuis, les crises se sont succédé en Allemagne. Celle de 1923 semble devoir être déterminante.

En janvier 1923, les armées française et belge ont envahi la Ruhr, sous prétexte d'obliger l'Allemagne à payer les énormes réparations de guerre que les Alliés vainqueurs lui ont imposées. L'impuissance du gouvernement allemand, tant sur le plan intérieur qu'extérieur, se manifeste. Et tandis que le chômage croît, l'inflation devient galopante : la livre de beurre passe de 3.400 marks en février 1923 à 56 milliards le 29 octobre 1923, le pouvoir d'achat a en moyenne diminué de 90 %.

Le jeune Parti Communiste Allemand, après avoir traversé une phase de gauchisme dont il s'est difficilement tiré, a repris sa marche en avant ; il est fort, fin 1922, de 220.000 adhérents.

Le 1er mai 1923 défilent à Berlin 25.000 membres des « centuries révolutionnaires », organisations de combat de la classe ouvrière.

Les Conseils d'entreprise (qui pouvaient être l'embryon d'un pouvoir ouvrier, bien que les communistes soient loin d'y être majoritaires) reprennent de la vigueur, se fédèrent par villes, par régions. Interdits en mars 1923, ils continuent cependant à vivre et à croître.

Autre signe de l'approfondissement de la crise, l'extrême-droite se renforce et s'agite. Ainsi, en Bavière, le mouvement fasciste se développe. En riposte, le 29 juin, le Parti Communiste organise dans tout le pays une journée anti-fasciste. Et en août, après une grève de trois jours à Berlin, le gouvernement Cuno, représentant direct de la grande industrie, doit démissionner. Il est remplacé par Stresemann, un « libéral ».

Les troupes du général Muller patrouillent dans les rues de Freiberg (Saxe). (Ph. Viollet)

La participation communiste aux gouvernements de Saxe et de Thuringe

La grève d'août et ses conséquences vont montrer, et au Parti Communiste Allemand et à l'Internationale Communiste, l'importance des enjeux : la question du pouvoir est posée.

Dès septembre, l'agitation se développe dans les principales villes d'Allemagne.

Fin septembre est décidée à Moscou l'entrée de représentants du PCA dans les gouvernements de Saxe et de Thuringe : dans l'esprit des dirigeants communistes d'Allemagne, il s'agit d'occuper des positions stratégiques dans le conflit qui approche. En particulier, le contrôle sur deux gouvernements provinciaux (qui dans la Constitution allemande de l'époque avaient de grands pouvoirs) permettrait, pensaient-ils, d'armer 50 à 60.000 hommes. Les sociaux-démocrates de gauche acceptent toutes les conditions posées par les communistes pour leur participation au gouvernement : armement des ouvriers, désarmement des formations bourgeoises, contrôle ouvrier sur la production, mesures d'urgence pour le ravitaillement, appel à la constitution d'un gouvernement ouvrier pour l'ensemble du Reich. Le 10 octobre, un gouvernement est donc formé en Saxe avec trois ministres communistes. En Thuringe également, les communistes entrent au gouvernement.

En fait, le gouvernement Zeigner ne prend en Saxe aucune mesure concrète pour armer les ouvriers. Mais la droite, elle, ne reste pas inactive, pas plus que l'état-major. Le général Muller, chef de l'armée en Saxe, place la police sous ses ordres et adresse le 18 octobre un ultimatum au gouvernement.

D'autre part, en raison de l'agitation, la presse communiste est presque partout interdite ou suspendue. De toute évidence et pour tout le monde, l'épreuve de force décisive approche à toute allure.

La crise d'octobre

Le 21 octobre s'ouvre à Chemnitz, en Saxe, la Conférence des Conseils ouvriers de toute l'Allemagne. C'est à ses délégués que le PCA propose son plan pour l'insurrection : la Conférence doit appeler à la grève générale pour la défense de la Saxe prolétarienne menacée par les troupes du général Muller. Le lendemain, les troupes prolétariennes de choc devront s'emparer des points vitaux du pays.

Mais les délégués des Conseils d'entreprise (souvent des sociaux-démocrates de gauche) font encore confiance au gouvernement Stresemann (qui a assuré que les mouvements de troupe étaient dirigés contre la Bavière fasciste et non contre la Saxe prolétarienne). Et, surtout, ils ne sont pas préparés à être le gouvernement ouvrier de l'Allemagne révolutionnaire. En fait, la majorité d'entre eux craint la révolution. Le plan du PCA est refusé. Alors le PCA recule : à son tour, il renonce à l'insurrection. Car la direction du PCA n'a rien prévu pour le cas où la Conférence refuserait le rôle qui lui a été imparti. Pour les dirigeants communistes, le fait que les délégués ne soient pas prêts au combat est la preuve que la classe ouvrière ne l'est pas.

L'insurrection est donc décommandée partout, sauf à Hambourg. Aujourd'hui encore, il est difficile de savoir exactement pourquoi. Est-ce un accident dû au départ prématuré du délégué de Hambourg, qui n'a pas su que l'insurrection était décommandée, ou une tentative gauchiste de déborder la direction du PCA ? Quoi qu'il en soit, dans la nuit du 22 au 23 octobre, à la date prévue, l'insurrection éclate à Hambourg. Les communistes coupent les communications et, à 5 heures du matin, occupent les commissariats de police. Quelques heures plus tard, à la nouvelle que l'insurrection générale est décommandée, la retraite est ordonnée. Bien organisée, elle ne coûtera « que » 21 morts, 175 blessés, 102 prisonniers. Pour rien.

Les masses ouvrières n'ont pas bronché, le travail a simplement été ralenti. Et il ne pouvait en être autrement. Les travailleurs ne pouvaient pas se mobiliser et croire à une révolution à laquelle leurs chefs ne croyaient pas eux-mêmes, devant laquelle ils tergiversaient et pour laquelle ils n'avaient tracé aucune perspective claire. Mais, pour le Parti Communiste, c'est la preuve, non pas que la classe ouvrière s'est sentie isolée et sans perspectives, mais qu'elle n'était pas prête.

La fin, une défaite sans combat

Mais la réaction, elle, est prête.

Le 22 octobre, les renforts de l'armée entrent en Saxe.

Le 26 octobre, le commandement militaire interdit toute grève à Berlin.

Le 28 octobre, Stresemann donne vingt-quatre heures au gouvernement saxon pour se débarrasser des ministres communistes. Le 29, le social-démocrate Ebert, président de la République, donne les pleins pouvoirs pour la Saxe au général Muller. Partout, en Saxe, des heurts opposent les ouvriers, souvent désarmés, et les forces armées. Un ordre de grève générale est donné en Saxe pour trois jours, grève qui s'éteint, avant l'expiration des trois jours, avec la constitution d'un nouveau gouvernement social-démocrate sans les communistes. Là, comme ailleurs, le manque de perspectives a complètement démobilisé la classe ouvrière.

Quelques remous agitent la Social-Démocratie : la démission de Ebert est réclamée. Mais la classe ouvrière ne bouge pas et le gouvernement a de nouveau les rênes en main. D'ailleurs, une fois les mains libres à gauche, le gouvernement liquide en quelques heures l'affaire de Bavière où a éclaté un putsch d'extrême-droite. En fait, pour un temps, la bourgeoisie allemande n'a plus besoin de l'extrême-droite, qui aura tout juste servi au gouvernement à manœuvrer et à se présenter comme le rempart contre tous les extrémismes. Hitler et ses acolytes sont mis en prison.

La fin d'une période

L'importance de la défaite ouvrière ne fut pas mesurée sur-le-champ. Pourtant elle marquait, pour toute l'Europe occidentale, la fin de la période révolutionnaire. La bourgeoisie allait consolider ses positions, la perspective de la révolution mondiale allait s'éloigner. Mais, de cela, en 1923-1924, dans le mouvement communiste, bien peu étaient conscients. Et si la discussion sur les responsabilités de l'échec allemand se fit avec rage dans l'Internationale Communiste, ce fut en fonction de la lutte contre l'Opposition de Gauche en URSS. Brandler, le dirigeant du Parti Communiste Allemand, et Radek, qui avait été pendant toute cette période l'envoyé de l'Internationale en Allemagne, furent voués aux gémonies, non à cause de leurs erreurs dans la conduite du Parti Communiste Allemand en ces heures décisives, mais parce qu'ils étaient dans le camp de l'Opposition de Gauche, dans le camp de Trotsky. Brandler servit de bouc émissaire. L'Internationale Communiste refusa toute critique sur la politique qu'elle avait conseillée au PCA.

En 1924, revenant sur la révolution allemande, Trotsky a écrit : **« Nous avons observé dans ce pays une démonstration classique de la façon dont on peut laisser passer une situation révolutionnaire exceptionnelle d'une importance historique mondiale ».**

Il met en cause la passivité du Parti et, derrière lui, celle de l'Internationale : **« Devant la passivité du Parti, les espoirs des masses font place à la désillusion et l'ennemi, pendant ce temps, se remet de sa panique et tire parti de cette désillusion ».**

La direction du Parti Communiste Allemand a hésité, a oscillé, a attendu alors que la situation exigeait l'offensive : **« Quand la direction réussit à s'aligner sur la situation, celle-ci change : les masses se retirent et le rapport des forces devient brusquement défavorable ».**

Et l'échec de la révolution allemande, en isolant l'URSS, va permettre à la bureaucratie soviétique de développer sa politique contre l'Opposition de Gauche et va précipiter la dégénérescence de l'Etat soviétique.

Sylvie FRIEDMAN.

UN RÉVOLUTIONNAIRE JUIF ISRAÉLIEN DEVANT SES JUGES

En décembre dernier, les services secrets israéliens, le Shin Bêt, arrêtaient une dizaine de militants juifs et arabes sous l'accusation d'espionnage pour le compte de la Syrie, accusation qui ne fut jamais prouvée. Ils étaient, en outre, accusés d'avoir voulu former une organisation clandestine. (voir L.O. **n° 224 - 12 au 18 décembre 1972).**

Dans un second temps, d'autres militants, parmi lesquels Ram Livneh, furent arrêtés à leur tour, cette fois sous l'inculpation d'avoir eu connaissance des activités clandestines du premier groupe et de ne pas en avoir informé les autorités ainsi que de détenir des publications clandestines (dont certaines étaient en vente libre à la librairie de l'université hébraïque de Jérusalem). Les militants de ce second groupe appartenaient à une organisation révolutionnaire tiers-mondiste et maoïsante, l'Alliance Communiste Révolutionnaire, qui éditait le journal La Lutte. **Tous les militants furent condamnés à des peines de prison et Livneh, considéré comme le « meneur », écopa de la plus lourde : dix ans.**

Nous publions ici des extraits de la déclaration que Livneh prononça devant ses juges du tribunal de Haïfa en juin dernier. Et la lourde condamnation qu'il subit aujourd'hui, du fait de son activité politique, est une preuve supplémentaire que le régime sioniste n'opprime pas seulement les masses arabes mais aussi tous ceux qui veulent faire prendre conscience aux Juifs d'Israël que le sionisme constitue une impasse.

J.L.

En tant que travailleur communiste membre de l'Alliance Communiste Révolutionnaire, je suis pleinement conscient que je me trouve ici du fait de mes activités politiques et que tout a été fait pour m'envoyer en prison pour longtemps...

Je suis accusé d'avoir contacté un agent étranger et d'avoir caché le crime qu'il s'apprêtait à commettre ou qu'il avait l'intention de commettre. Je suis, de plus, accusé d'avoir tenté de contacter un agent étranger et d'avoir en ma possession du matériel imprimé par une organisation illégale.

Les Palestiniens sont-ils des étrangers ?

L'homme que j'ai rencontré, il y a trois ans, a été décrit par le procureur comme un **« agent étranger »,** alors même que l'accusation reconnaît que cet homme était un Palestinien en liaison avec la résistance palestinienne.

Si on considère l'argument selon lequel cet homme est un agent étranger par le seul fait qu'il soit en contact avec la résistance palestinienne, cet argument symbolise clairement la façon dont le mouvement sioniste considère la réalité palestinienne. Il applique le concept d'agent étranger à un homme qui appartient à un mouvement dont le but est de permettre au peuple arabe de Palestine de récupérer le pays où il est né.

Il n'est pas possible d'appliquer l'étiquette d' **« étranger »** au mouvement de résistance palestinien — pas dans ce pays, pas dans cette région.

Le ministre de la Défense, Moshé Dayan, reconnaît lui-même : **« L'Etat d'Israël a été établi aux dépens des Arabes — et à leur place. Nous ne pouvons nier la réalité. Il y avait ici une implantation arabe. Nous avons implanté des Juifs à la place des Arabes. Nous avons transformé un pays arabe en un pays juif ».**

Pendant de nombreuses années, jusqu'en 1948, les institutions sionistes ont systématiquement pratiqué le brigandage, le pillage et l'achat frauduleux de terres pour expulser les paysans. Le sionisme, qui a organisé les masses de réfugiés juifs d'Europe afin de coloniser ce pays et d'y vivre, aux dépens de ses habitants, voulait un territoire débarrassé de toute présence arabe.

Des lois racistes contre les Arabes

Dans son processus de colonisation, le mouvement sioniste a pris le contrôle du pays, usurpant la place du peuple arabe palestinien. Dès le début, ce mouvement a été marqué par sa dépendance vis-à-vis des différentes puissances impérialistes actives dans la région (Allemagne avant la Première Guerre mondiale, Grande-Bretagne jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale et les USA ensuite) et par les différents services qu'il pouvait leur rendre.

Depuis 1948, les citoyens arabes du pays ont été soumis à une oppression policière grâce aux Lois d'Urgence (créées par l'occupant britannique)...

« Le régime établi avec la publication de ces lois n'a de comparaison avec aucun autre pays civilisé. Même l'Allemagne nazie n'avait pas de lois comme celle-là.

On nous rassure en nous disant que ces lois sont dirigées seulement contre les Arabes et non contre les citoyens en général, mais le gouverneur nazi d'Oslo déclarait aussi qu'on ne ferait aucun mal aux citoyens qui approuveraient son travail. Aucun gouvernement n'a autorité pour promulguer de telles lois. »

Cette opinion sur ces lois d'urgence est celle de l'homme qui est aujourd'hui en Israël ministre de la Justice, Yaacov Shimson, Shapira, opinion qu'il exprima à une réunion tenue en février 1946 et à laquelle participèrent quatre cents juristes **juifs** — à une époque où les Britanniques utilisaient de telles lois aussi contre les Juifs.

Mais ces lois n'ont pas changé, si ce n'est qu'aujourd'hui elles sont utilisées principalement contre les Arabes et contre les communistes. Ces lois — on m'accuse d'avoir violé l'une d'entre elles — sont encore racistes et inhumaines. Le régime établi sur la base de ces lois est comparable à aucun autre dans aucun pays civilisé.

La négation des droits des Palestiniens

Ces lois fascistes, et d'autres, sont aussi l'argutie « légale » sur laquelle le gouvernement d'Israël se place dans son attitude vis-à-vis des territoires occupés en 1967 — une argutie qui rend possible un régime de terreur, de dynamitage des maisons, d'expropriation des terres, d'extension de la colonisation, d'éviction des populations, d'interdiction des activités politiques, de muselage de la presse et d'exploitation.

Des dizaines d'années d'évictions et d'oppression créent inévitablement des contradictions que le mouvement sioniste ne peut surmonter. Depuis sa naissance, et durant toute son existence, l'Etat d'Israël s'est trouvé en situation de confrontation ouverte non seulement avec les victimes directes de l'implantation juive — les Arabes d'Israël-Palestine — mais aussi avec le monde arabe dans son ensemble et avec un nombre croissant de pays du monde.

La position rigoureuse tant du mouvement sioniste que de l'Etat d'Israël, qui consiste à nier, par principe, les droits nationaux des Arabes palestiniens et, en pratique, leurs droits démocratiques les plus élémentaires, tout cela condamne les masses arabes à une oppression sans espoir et les masses juives à une guerre injuste et éternelle contre la réalité historique elle-même.

De quel côté est la violence ?

Les communistes révolutionnaires sont accusés d'être partisans de la violence, de prêcher la révolution par les armes. Cela prouve que l'hypocrisie de ce régime est sans limites.

Aux usines chimiques et de phosphates de Haïfa, chaque jour, des travailleurs ont les poumons brûlés par les gaz empoisonnés. C'est ça la violence !

Dans les usines textiles, les travailleurs deviennent sourds du fait du bruit des machines. Dans toutes les entreprises, le travail est organisé de telle façon qu'il rend possible la réalisation du profit maximum aux dépens de la vie et de la santé des travailleurs — voilà la violence à son plus haut degré !

Dans les quartiers pauvres, les villages misérables et les villes de développement, au fil des ans, la santé physique des habitants est détruite — c'est ça la violence !

Dans les villages arabes et les régions conquises en 1967 existe un régime de terreur violente, basé sur des lois inhumaines. Les matraques et les armes, la torture et les arrestations arbitraires — voilà la violence !

Ce régime est complètement basé sur la violence. Et la violence oppressive est une condition indispensable de son existence.

Et lorsque nous nous organisons pour mener une lutte politique dont le but est l'élimination du régime de violence, lorsque nous appelons les travailleurs et les paysans juifs et arabes à la lutte commune afin de se libérer par eux-mêmes de l'exploitation et de l'oppression — alors le gouvernement nous accuse d'enseigner la violence...

Soldats israéliens contrôlant l'identité d'Arabes de Gaza : « Dans les villages arabes et les régions conquises en 1967 existe un régime de terreur violente, basé sur des lois inhumaines. (...) Voilà la violence ! ». (Ph. UPI)

C'est dans ce cadre, en tant que membre de l'Alliance Communiste Révolutionnaire, qui est une organisation légale connue pour son travail politique parmi les masses juives et arabes, que j'ai rencontré en août 1970 un homme que l'on m'a présenté comme un socialiste palestinien. Ce fut une réunion politique, durant laquelle nous discutâmes de la situation politique en Israël, dans les pays arabes et au sein du mouvement palestinien.

L'utilisation de la torture

Les charges retenues contre moi sont basées sur de faux aveux, extorqués par différents moyens. Après neuf jours d'enquête, qui furent entièrement consacrés à me battre et pendant lesquels je défendis mon droit de ne parler que devant le tribunal, ils s'emparèrent d'un de mes amis, que je considère comme un frère. Ils le torturèrent à l'électricité et avec des douches glacées et m'annoncèrent tout simplement qu'ils n'arrêteraient pas jusqu'à ce que je sois disposé à parler.

Alors, j'ai parlé. Je leur ai dit que j'étais prêt à avouer ce qu'ils voulaient — et je « m'incriminais » moi-même, en apparence du moins. Je signais ce qu'ils voulaient...

Et je suis parfaitement innocent puisque mon seul crime est d'avoir rencontré un homme que l'on m'avait présenté comme un socialiste palestinien. Et le seul but de notre rencontre fut la discussion et la clarification politique.

La réunion à laquelle j'ai pris part n'était que partie intégrante de l'activité légale de l'Alliance Communiste Révolutionnaire. Cette réunion s'est tenue en toute innocence. En agissant ainsi je n'ai violé aucune loi, ni mis en danger la sécurité de l'Etat.

Notre position quant à la sécurité de la population d'Israël et nos moyens de l'assurer est d'affirmer que cette sécurité ne réside que dans les luttes politiques de masse.

Je ne me trouve ici que parce que je suis un combattant qui s'oppose sans concession au régime actuel. Ce qui me guide et qui guide mes amis dans toutes nos activités, c'est l'intérêt véritable des masses juives et arabes...

Et, bien que je sois complètement innocent, il n'y a rien au monde qui puisse m'empêcher de combattre, ensemble avec mes camarades, pour les buts sublimes du communisme.

LA GAUCHE ET L'EXTRÊME-GAUCHE ISRAÉLIENNES FACE A LA GUERRE

OUTRE l'attitude des deux PC (le Maki s'alignant sur les sionistes, le Rakah s'opposant au gouvernement israélien sur des positions proches des nationalistes arabes), la gauche traditionnelle (sioniste-socialiste) s'est retrouvée, comme en 1956, comme en 1967, tout entière derrière le gouvernement israélien, dont elle fait d'ailleurs partie intégrante. En effet, la majorité du gouvernement de Golda Meïr est constituée de « travaillistes » de son propre parti, qui adhèrent à l'Internationale Socialiste, et de socialistes de gauche du Mapam (Parti Ouvrier Unifié).

La gauche sioniste

Le Mapam s'est toujours réclamé de l'idéologie « sioniste-socialiste », c'est-à-dire qu'il prétendait concilier l'un et l'autre. Mais, en fait, si son « socialisme révolutionnaire » s'est limité à la création de fermes collectives (kibboutzim) et à la prise de postes au sein du syndicat sioniste Histadrout, son sionisme, par contre, a été infiniment plus conséquent puisque, depuis 1948, le Mapam a toujours été partie prenante de tous les gouvernements israéliens qui sont entrés en guerre contre les Etats arabes. Et la seule différence entre un ministre travailliste et un ministre Mapam est que ce dernier fait exactement la même politique nationaliste, chauvine, expansionniste que son confrère tout en se lamentant sur le fait qu'une autre politique « modérée » serait sans doute possible... si les Arabes étaient plus raisonnables.

Sur la gauche du Mapam existe depuis quelques années un groupe, le SIAH (Nouvelle Gauche Israélienne), formé de militants qui, sans rompre avec le sionisme, se sont peu à peu détachés du Mapam à qui ils reprochaient sa collaboration gouvernementale et sa justification de la politique d'annexion menée par Israël depuis la guerre des Six jours. Ces militants, qui s'affirment solidaires de la lutte du peuple palestinien pour la reconquête de ses droits nationaux, n'en conservent pas moins l'illusion qu'il est possible de s'affirmer à la fois sionistes et révolutionnaires. Ils reprennent finalement à leur compte la plupart des idées que le Mapam avait faites siennes tant qu'il n'était pas au gouvernement. Et, lors du déclenchement de la guerre, le SIAH a déclaré, dans un texte publié sous forme d'annonce publicitaire par le quotidien israélien Haaretz :

« Malgré les péchés du nationalisme arabe, une grande partie de la responsabilité des dernières hostilités retombe sur le gouvernement israélien qui cherche l'annexion des territoires et s'oppose depuis la guerre des Six jours aux initiatives de paix. »

Cette « neutralité » résume les contradictions dans lesquelles se débat le SIAH et qui demeureront tant que ses militants n'auront pas été capables de rompre avec le « sionisme-socialisme », même agrémenté d'une sauce « révolutionnaire ».

La gauche révolutionnaire anti-sioniste

La majorité des groupes de la gauche révolutionnaire israélienne sont anti-sionistes et se réclament d'une tradition qui fut celle de l'Opposition de Gauche du Parti Communiste Palestinien dans les années 1930, puis du Groupe Trotskyste de Palestine. Les militants trotskystes de l'époque luttaient alors contre les divisions entre travailleurs juifs et arabes entretenues sciemment par les sionistes et les nationalistes arabes pour le plus grand profit de la Grande-Bretagne, puissance coloniale qui contrôlait la Palestine d'alors. Pour les mêmes raisons, lorsque les dirigeants sionistes, après la Deuxième Guerre mondiale, firent approuver par l'ONU un plan de partage de la Palestine entre Juifs et Arabes, plan que soutenait la Grande-Bretagne, les militants révolutionnaires luttèrent contre ce plan et s'affirmèrent partisans d'une Palestine unie au sein de laquelle Juifs et Arabes pourraient jouir iibrement de leurs droits nationaux.

Après la création de l'Etat d'Israël en 1948, leur lutte a continué au sein de l'Etat sioniste, lutte pour la désionisation de l'Etat, pour le droit des Arabes palestiniens de disposer d'eux-mêmes jusque et y compris la séparation d'avec Israël, pour l'abrogation de toutes les lois raciales existantes, lutte enfin pour le droit au retour sur l'actuel territoire israélien de tous les Palestiniens qui le désirent.

Après une éclipse d'une dizaine d'années, pendant laquelle ces militants se sont trouvés complètement isolés, le développement de leur audience va devenir un fait patent dans les années 1960 où la gauche révolutionnaire israélienne bénéficiera de la venue de jeunes militants qui quittent alors soit le Mapam, du fait de son sionisme, soit le Parti Communiste Israélien, du fait de son stalinisme et de ses tournants politiques continuels. Ainsi va naître l'Organisation Socialiste Israélienne Matzpen.

Lors de la guerre des Six jours, le Matzpen, tout en critiquant l'attitude du gouvernement israélien, va s'affirmer neutre dans le conflit et préconiser une attitude de défaitisme révolutionnaire dans les deux camps.

Mais, peu à peu, des différenciations vont s'effectuer au sein du Matzpen, qui regroupe alors tous les révolutionnaires israéliens sur la base de l'anti-sionisme, militants qui se réclament pourtant de traditions politiques parfois fort différentes, les uns s'affirmant trotskystes, d'autres tiers-mondistes, d'autres encore développant des idées libertaires. C'est ce qui va expliquer, dans la période suivante, l'éclatement du Matzpen en trois organisations différentes. L'une conserve le sigle original Matzpen et groupe des militants à la fois tiers-mondistes et, souvent, opposés à la conception léniniste du parti. L'autre s'intitule « Matzpen marxiste-IVe Internationale » et est sympathisante du Secrétariat Unifié (l'organisation internationale à laquelle adhérait l'ex-Ligue Communiste). La troisième enfin a pris le nom de groupe « Avant-Garde » et développe, sur les grands problèmes internationaux, des appréciations proches de l'OCI avec laquelle elle entretient d'ailleurs des contacts fraternels. Enfin, issu de ce courant, existe, notamment en France et en Angleterre, un « Comité d'Action Révolutionnaire Israélien à l'étranger » (ISRAC), proche du Matzpen, et qui, dans le conflit actuel, a défendu des positions internationalistes comme les autres organisations révolutionnaires en Israël même.

Pour conclure, il faut signaler également l'existence du groupe maoïsant Alliance Communiste Révolutionnaire (La Lutte) dont les membres, Juifs et Arabes, ont été condamnés à de lourdes peines de prison en février dernier par le tribunal militaire de Haïfa sous l'accusation fallacieuse d'espionnage et d'intelligence avec l'ennemi.

En fait, aujourd'hui, aussi faible soit-elle, la gauche révolutionnaire israélienne, à travers ses différentes composantes, a sauvé l'honneur du mouvement ouvrier israélien en refusant de s'abaisser dans l'Union sacrée et en maintenant fermes ses positions internationalistes.

J.L.

En prenant parti contre la guerre, malgré l'atmosphère de chauvinisme exacerbé, les révolutionnaires israéliens ont sauvé l'honneur du prolétariat israélien.
(Ph. U.P.I.)

Déclaration de l'Organisation Socialiste Israélienne-Matzpen marxiste (IVe Internationale)

(Extraits)

A nouveau, une guerre a éclaté entre Israël et les pays arabes. Peu importe qui a tiré le premier coup de feu, quelle armée a été la première à traverser les lignes de cessez-le-feu. Car, pour nous, la responsabilité de cette guerre, comme de toutes celles qui l'ont précédée, retombe avant tout sur Israël :

— car il a conquis des territoires et n'a aucune intention de les rendre ;

— car il spolie, expulse et opprime le peuple arabe palestinien et il doit s'attendre à ce que les masses arabes fassent tout pour rendre leurs droits aux Palestiniens ;

— car il a pris sur lui de jouer le rôle de gendarme de l'impérialisme dans la région. (...)

A nos camarades révolutionnaires à travers le monde, nous disons : ne soyez pas victimes de la propagande des alliés du sionisme dans votre pays, ne permettez pas que l'on soutienne l'effort de guerre israélien : pas un sou, pas un homme, pas une arme pour Israël !

Cette guerre n'est pas la nôtre. (...) Mais nous nous engageons devant la classe ouvrière du monde entier à exploiter cette guerre dans le but de démasquer devant les masses juives le piège mortel que représente le sionisme pour elles, et la guerre permanente qu'il représente ; c'est ainsi que nous pourrons détacher les travailleurs juifs du sionisme et les joindre à la guerre révolutionnaire des masses arabes contre l'impérialisme, le sionisme et la réaction arabe.

— A bas le sionisme, l'impérialisme et la réaction arabe !

— Vive la révolution socialiste dans l'Orient arabe !

— Vive l'internationalisme prolétarien !

Jérusalem, 7 octobre 1973.

RESOLUTION sur la guerre israélo-arabe

(extraits)

adoptée par :

— **Le Comité d'Action Révolutionnaire Israélien à l'étranger ;**

— **Le Groupe d'Action Socialiste Israël-Palestine.**

Les hostilités actuelles au Moyen-Orient ne sont pas accidentelles. Elles dérivent du conflit qui oppose depuis longtemps deux camps — l'un étant celui du sionisme qui s'est donné pour but la création d'un Etat exclusivement juif en Palestine (objectif réalisé en alliance avec l'impérialisme), l'autre, celui du peuple arabe en Palestine. La guerre actuelle, comme les guerres antérieures entre Israël et les Etats arabes, n'est qu'une extension de ce conflit fondamental. (...)

Mais, tout en ne mettant pas les régimes arabes et celui, sioniste, d'Israël sur le même plan, nous affirmons que seule une révolution sociale poussée à son terme — et qui renversera à la fois le sionisme et les régimes arabes — peut résoudre les problèmes de l'Orient arabe, y compris le problème palestinien.

Nous, Juifs et Arabes d'Israël et d'Europe, nous nous déclarons solidaires de la lutte du peuple palestinien contre l'occupation israélienne et de ceux des socialistes israéliens qui refusent de prendre les armes pour le sionisme et sont maintenant persécutés pour leur attitude courageuse.

En opposition au chauvinisme, à l'expansionnisme et au racisme, nous soutenons les principes de l'internationalisme et de la révolution socialiste.

La gauche arabe absente de la scène :

RÉSULTAT DE LA CAPITULATION DES STALINIENS DEVANT LE NATIONALISME

Y a-t-il une gauche dans les pays arabes du Moyen-Orient ? Pour l'instant, on ne discerne guère de tendances critiquant le nationalisme bourgeois de la plupart des régimes, qu'ils soient égyptien, syrien ou autre. Il y a à cela une première raison : c'est que la plupart de ces régimes, particulièrement dictatoriaux, ne tolèrent pas l'existence de tendances un tant soit peu critiques et pouvant, si peu que ce soit, exprimer et canaliser contre eux la sourde révolte des classes populaires. C'est pourquoi, dans la plupart des cas, les militants de gauche, par exemple les militants des Partis Communistes, sont réduits à l'existence clandestine, ou... aux prisons.

Mais cette répression, souvent féroce, ne suffit pourtant pas à expliquer la faiblesse de la gauche arabe et son absence de la scène politique. Dans la Syrie de Hafez El Assad, le Parti Communiste n'est pas interdit. Il est au contraire présent au gouvernement, aux côtés des nassériens et surtout du parti nationaliste Baas. Et cela est parfaitement caractéristique de la position des partis staliniens du Moyen-Orient ; lorsqu'ils parviennent à avoir une existence politique, ils apparaissent, au mieux, comme la gauche du mouvement nationaliste. Et l'histoire des partis staliniens dans cette région est celle de leurs capitulations devant le nationalisme, d'autant plus lamentables qu'elles allaient de pair, en règle générale, avec une répression féroce contre les militants communistes menée par ces nationalistes que précisément le PC soutenait sans restrictions. La répression n'explique donc pas tout. La capitulation politique l'a accompagnée et même précédée.

Des possibilités réelles

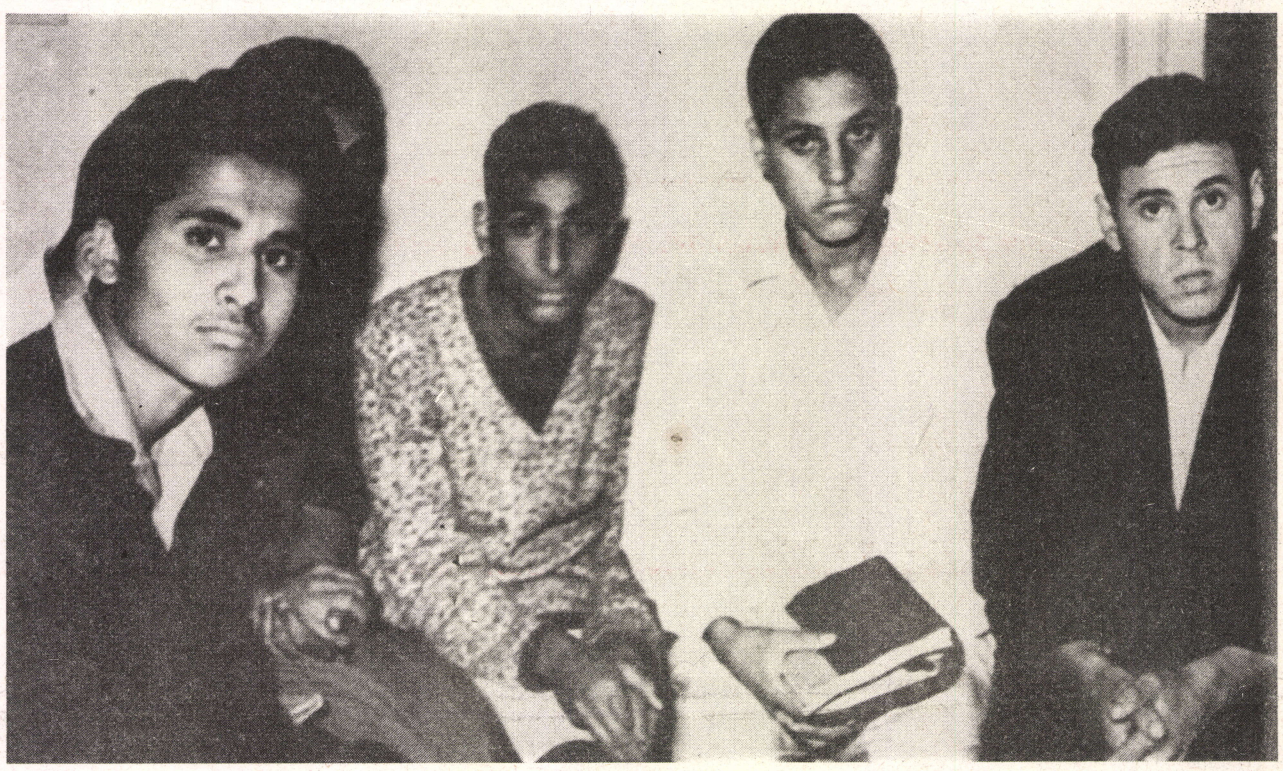
Car les possibilités n'ont jamais manqué, dans les pays arabes, pour le développement du mouvement révolutionnaire et ouvrier. La révolte des masses arabes, l'éveil de leurs aspirations politiques et sociales, une immense soif de dignité chez des peuples bafoués et humiliés par les puissances coloniales et impérialistes, tout cela s'est fait largement jour au Moyen-Orient, dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale, et même auparavant. En Egypte, les premières grèves ouvrières datent du début du siècle. En Palestine, la période 1936-1939 voit se développer de grands mouvements de masse, de larges grèves ouvrières contre l'occupation britannique et la colonisation sioniste. Mais c'est surtout en Egypte que les lendemains de la Seconde Guerre mondiale voient se développer un large mouvement de masse, contre l'inféodation du régime de Farouk à l'impérialisme anglais. Le point culminant de ce mouvement est sans conteste les manifestations de février 1946, où, malgré la féroce répression de la police britannique, ouvriers et étudiants du Caire manifestèrent en masse. La gauche égyptienne, et en particulier les différents groupes se réclamant du communisme, jouaient dans cette lutte un rôle de tout premier plan.

Une capitulation constante

Mais, loin de dénoncer les nationalistes bourgeois comme étant en réalité des ennemis de classe pour les prolétaires d'Egypte, la plupart des groupes communistes égyptiens recherchèrent la constitution d'un « Front Uni » avec les nationalistes du Wafd, ou même les réactionnaires « Frères Musulmans ». C'était, en fait, aligner purement et simplement le mouvement ouvrier qui naissait sur les positions des nationalistes bourgeois. C'était dire aux ouvriers et aux paysans d'Egypte qu'ils avaient les mêmes intérêts que les petits bourgeois rêvant d'une « révolution nationale » et qui ne voulaient émanciper l'Egypte de la domination impérialiste que pour permettre le développement de la bourgeoisie nationale.

C'est pourquoi, lorsque, le 26 juillet 1952, Nasser et Néguib prirent le pouvoir en Egypte pour évincer le roi Farouk au nom de la « révolution nationale », les stalinïens se trouvèrent rapidement désarmés. D'abord circonspect, leur soutien devint enthousiaste lorsque l'orientation nationaliste et « neutraliste » de Nasser devint plus claire, en particulier lors de la conférence de Bandoeng en 1955, où Nasser se vit traiter de « **courageux défenseur de la paix et de l'indépendance nationale** ». Mais, dans le même temps qu'ils célébraient ainsi le « Rais », les militants du PC égyptien faisaient l'objet, de la part du régime, d'une formidable rafle policière. Qu'à cela ne tienne ; on les vit tenir, dans les camps de concentration où il les avait enfermés, des meetings de soutien à Nasser ! Pour eux, leur arrestation était le fait d'une provocation des éléments droitiers du régime.

Alors que le maréchal soviétique Grechko est tout souriant avec Sadate... (Ph. UPI)



... le régime de ce dernier réprime toute opposition (ici des étudiants arrêtés à la suite d'une manifestation en novembre 1968.) (Ph. UPI)

On peut penser, bien sûr, que Nasser avait tort de réprimer ainsi des hommes qui ne représentaient pour lui aucun danger politique. Mais Nasser obéissait à une logique de classe en écrasant tous ceux qui, même à leur corps défendant, pouvaient être l'expression du mouvement ouvrier ou simplement refléter des aspirations politiques des masses arabes entrant en contradiction avec les intérêts défendus par l'Etat bourgeois égyptien. Car le régime de Nasser, malgré sa coloration « anti-impérialiste », était, tout comme celui de son successeur Sadate, dirigé avant tout contre les classes populaires égyptiennes, et partant contre tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, pouvaient refléter leurs aspirations, dont, au premier rang, les militants du PC égyptien. Et, loin d'armer la classe ouvrière et les masses populaires égyptiennes contre la dictature de Nasser, les communistes égyptiens les appelaient à saluer le régime qui les écrasait ! Ils ne devaient plus tard sortir des camps qu'au prix de la dissolution pure et simple du PC dans l'Union Socialiste Arabe, parti unique de Nasser.

La gauche du nationalisme bourgeois

L'exemple du Parti Communiste Egyptien capitulant devant les colonels nationalistes à la Nasser, tout en se faisant jeter en prison par eux, est particulièrement frappant. Mais il n'est que l'image de tous les PC du monde arabe. Les militants du PC irakien, soutenant la « révolution nationale » de Kassem, devaient, eux, être exterminés par le même Kassem. Et si, en Syrie, autre pays du Moyen-Orient où le PC a une certaine importance, le PC est aujourd'hui toléré, c'est après avoir subi de nombreuses répressions et au prix d'une fusion de fait avec le parti de Hafez El Assad. Ayant choisi de n'être que la gauche du mouvement nationaliste, les Partis Communistes arabes se voient dénier tout droit à l'existence par des régimes dictatoriaux qui n'admettent pas la moindre expression politique indépendante. Et leur soutien à ces régimes ne leur permet pas d'armer leurs militants, ni la classe ouvrière de leur pays, contre la répression qui les frappe.

Dans le cadre de la lutte des Palestiniens, on a vu de la même façon naître des mouvements de résistance radicaux, tels le FPLP ou le FDPLP (Fronts Populaires pour la Libération de la Palestine). Mais, pas plus que les partis staliniens dans la décennie précédente, ils ne surent rompre avec le nationalisme, et critiquer radicalement la politique de classe des dirigeants arabes et palestiniens. Et eux aussi se trouvèrent désarmés lorsqu'il s'avéra que ces « frères arabes » étaient tout prêts à égorger le peuple palestinien, ou au moins à laisser faire le massacreur Hussein.

L'absence d'une opposition de gauche sur les scènes politiques arabes est liée aujourd'hui à ces échecs d'hier et au fait que, pour les travailleurs arabes, le communisme s'est toujours identifié à la politique traître des staliniens. Pourtant, il ne manque pas, dans les pays arabes, de militants avides de lutte pour l'émancipation de leurs peuples. Mais la renaissance de véritables mouvements ouvriers et socialistes au Moyen-Orient est liée, tout d'abord, à leur capacité de rompre avec le nationalisme bourgeois, à leur capacité de mettre en garde les travailleurs contre les ennemis de la classe ouvrière et des peuples arabes, même quand ils s'appellent Nasser, Sadate, Assad ou Yasser Arafat.

André FRYS.

ARBITRAIRE PATRONAL

quand l'arbitraire a force de loi

● *RNUR (Billancourt)*

Un travailleur a été mis à pied en Sellerie et il est menacé de licenciement. La direction lui reproche uniquement de ne pas être rentré de vacances à la date prévue, parce qu'il était malade. Pourtant, ce travailleur avait son certificat médical ; mais la direction ne s'embarrasse pas de ce genre de formalité : comme ce n'est pas la première année qu'il tombe malade, elle prétend qu'il « nuit à la bonne marche de l'entreprise ».

En 1972, il n'y avait pas de travail, nombre de nous ont pu prendre des congés sans solde ; nous avons même chômé deux jours. Mais si un travailleur tombe malade, il empêche l'usine de tourner ? Allons donc !

La direction fait ce qu'il lui plaît. Quand ça l'arrange, elle nous fait chômer. Ensuite, elle augmente les cadences, menace de licencier tous ceux qui ont « l'audace » d'être absents. Elle se réfugie derrière ce règlement dont elle use à sa guise, suivant la période, pour priver un travailleur de son gagne-pain.

sommes-nous encore à la maternelle ?

● *RNUR (Flins)*

Ces derniers temps, il devient de plus en plus fréquent que, lorsqu'un camarade veut un bon de sortie, celui-ci lui soit refusé par son chef, sous prétexte que la raison invoquée « n'est pas valable ». Et cela dans plusieurs secteurs.

Il est déjà inadmissible que nous ayons à rendre compte de notre vie privée à ces messieurs et que, comme à la maternelle, nous soyons obligés de donner une « raison »

lorsque nous voulons sortir. Mais en plus, ces petits chefaillons se donnent le droit de juger si notre raison est valable ou non !

En fait, lorsque nous demandons un bon de sortie, c'est qu'il nous est nécessaire, que cela plaise ou non à notre chef. Nous ne devrions même pas à avoir à donner la raison. Nous sommes seuls maîtres de notre vie privée.

Que ces messieurs avisent !

les grip'sous de la SNCF

● *SNCF (Landy)*

A chaque fois que nous touchons un rappel sur solde, on s'aperçoit qu'il manque toujours quelques centimes pour faire le compte.

Cela vient, paraît-il, des nécessités techniques de l'ordinateur qui a besoin d'un chiffre arrondi. Mais l'arrondi ne se fait jamais au chiffre supérieur. Ce qui fait qu'à raison de deux ou trois centimes par cheminot, la direction récupère minablement une somme quand même assez rondelette.

Décidément, quand il s'agit de faire des économies sur notre dos, ces messieurs tiennent un budget très serré.

Au train où ils vont, nous risquons de voir bientôt Guibert et sa clique venir faire la manche aux portes de nos chantiers, dépôts et ateliers.

Préparons nos boutons de culotte !

PROBLÈME DES DÉMÉNAGEMENTS D'USINE

on ne veut pas être les dindons de la farce

● *CITROEN (Paris-XV^e^)*

Depuis un an, quelques centaines de travailleurs ont déjà été mutés à Aulnay. Mais, les mois se succédant, on ne sait toujours pas ce que la majorité d'entre nous va devenir. La direction est toujours aussi muette là-dessus.

On ne veut pas se contenter de bruits ou de « on dit » ! Nous ne voulons pas être prévenus huit ou quinze jours avant, comme la direction a l'habitude de le faire.

De toute façon, ce que nous voulons, c'est du travail pour tous et que tout le monde soit reclassé. Citroën a décidé de changer ses usines de quartier, c'est son affaire. Mais nous, nous avons été embauchés, nous devons conserver notre emploi. Et si, à l'occasion du déménagement du 15^e^, des travailleurs ne peuvent suivre le transfert, parce que cela ne les arrange pas, pour des questions de transport par exemple, eh bien, c'est à la direction qu'incombe la rupture du contrat de travail et en conséquence elle doit payer les indemnités qui sont dues à cette occasion.

r.a.s... vraiment ?

● *SOPAD-MAGGI (Paris)*

Selon le compte rendu du dernier CE, la direction n'a « rien à signaler » sur le départ de l'usine.

Il faut s'attendre à ce qu'elle n'ait rien à signaler sur ce point pendant longtemps... jusqu'au jour où ce sera imminent !

D'après la convention collective, elle n'est obligée de le faire savoir aux délégués que trois mois à l'avance, et encore a-t-elle la possibilité de leur demander la discrétion sur les informations de dernière heure qu'elle communique.

Eh bien, non ! Si la direction trouve de son côté et en regardant ses seuls intérêts, qu'il n'y a rien à dire sur la fermeture de l'usine de Paris, pour nous, travailleurs de la SOPAD, c'est tout le contraire : nous voulons être fixés et pouvoir intervenir sur une décision qui peut être lourde de conséquences pour nous tous.

Au CCE du mois d'avril, la direction donnait fin 1975 comme date de la fermeture. Mais depuis, elle essaie de louvoyer, elle ne sait plus rien...

Par contre, une bonne partie du personnel aura besoin, pour trouver un emploi équivalent, de suivre des stages de formation, de se recycler éventuellement dans d'autres branches, et ce n'est pas trois mois, ou même un peu plus, qu'il faudra pour régler ces graves problèmes.

C'est dès maintenant que toutes les mesures doivent être prises avec la participation active de tous les travailleurs intéressés.

LIBERTÉS SYNDICALES ET POLITIQUES A L'USINE

exigeons de véritables libertés syndicales et politiques

● *VALLOUREC (Noisy-le-Sec)*

Vendredi dernier, Smith a informé les délégués syndicaux qu'il était « interdit » de distribuer des tracts dans les ateliers et que, si cela continuait, il se verrait « contraint » de prendre des sanctions.

Pour essayer de justifier cette nouvelle atteinte aux libertés syndicales, la direction a prétexté que des membres de la maîtrise, en particulier de la Mécanique, se seraient plaints à la direction des distributions de tracts dans l'atelier.

Que ce soit vrai ou pas ne change rien, sinon que ceux qui se sont plaints n'ont fait que jouer le rôle de petits roquets de la direction et qu'en agissant ainsi ils nous ont montré dans quel camp ils se trouvent, ce que, pour notre part, nous n'oublierons pas.

De toute façon, la seule responsable de cette atteinte aux libertés syndicales est bien la direction, quoi qu'elle en dise.

Ces libertés que nous avons acquises de haute lutte ne doivent pas être ainsi bafouées par la direction. Imposons donc la garantie de toutes ces libertés ainsi que leur élargissement aux libertés politiques, car les patrons ne se gênent pas, eux, pour apporter et lire *leurs* journaux politiques, comme *l'Aurore* ou *le Figaro !*

Et si nous ne réussissons pas à imposer ces libertés syndicales et politiques minimum, c'est la direction Vallourec qui, elle, nous imposera sa conception de la liberté : celle des casernes.

non à la censure

● *SAGEM (Argenteuil)*

La direction a envoyé une lettre recommandée aux délégués syndicaux CGT et CFDT sous prétexte qu'ils ont apposé une affiche sur le Chili à l'intérieur de l'usine.

Selon le patron, les syndicats ont dépassé leurs droits en faisant de la politique.

C'est pourtant le patron qui s'arroge des droits exorbitants en se mêlant de choisir dans la propagande syndicale ce qui est et ce qui n'est pas politique.

Pour nous, la lutte contre la bourgeoisie ne se limite pas à la SAGEM ni à la France, et le sort des travailleurs chiliens concerne l'ensemble de la classe ouvrière, quelle que soit sa nationalité.

Les patrons « qui-ne-font-pas-de-politique » savent bien se tendrent la main par-dessus les frontières et il y en a actuellement qui livrent des armes pour massacrer nos frères au Chili.

En nous montrant solidaires des travailleurs chiliens, c'est notre classe que nous défendons, et l'organisation de cette défense est aussi bien le rôle des syndicats que des partis politiques.

INSÉCURITÉ PERMANENTE

des galeries de taupes

● *MINE (Fosse Déchy)*

A Petit-Moulin, dans la voie, le travail va bientôt devenir impossible tant les conditions se dégradent.

Le mur est si mauvais qu'il gonfle continuellement, soulevant le fer de plusieurs dizaines de centimètres.

Les buses d'air arrivent presque au niveau des trappes, l'ouverture en est rendue plus difficile, d'autant plus que

l'ouvrier est complètement coincé entre les berlines et les buses.

La situation est semblable dans le montage à Wuillemin où il faut continuellement faire du rabassenage, le mur gonflant rapidement.

La direction va-t-elle bientôt prendre des mesures pour que cessent ces conditions intolérables, en fournissant par exemple des sabots pour les étançons ?

irresponsabilité criminelle

● *AGF (Paris)*

Comme elle l'avait annoncé, la direction a commencé à faire changer les ascenseurs. En ce moment, ce sont les ascenseurs de La Fayette qui montent à la cafétéria qui sont en cours de réfection ! Pour cela, les ouvriers ont cassé les parois vitrées qui avaient un rôle de garde-fou. Les morceaux de vitres dégringolaient au risque de blesser celui qui passerait en dessous, à ce moment-là, car la zone de chute n'était ni interdite ni protégée.

Cette imprévoyance de la direction est criminelle et c'est une chance que personne n'ait été touché.

De plus, nous risquons toujours la chute car la cage des ascenseurs a fait place à un trou béant protégé seulement par la balustrade l'entourant.

La direction ne se préoccupera-t-elle de la situation que lorsque l'un d'entre nous se retrouvera au sous-sol après une chute de six étages ?

Danzas-Poniatowski (Paris XIIe)

4 licenciements... pour fait de grève

LA direction de Danzas, entreprise de transports routiers, vient de licencier, lundi dernier, quatre manutentionnaires immigrés. Elle les accuse de « faute grave » : ni préavis, ni indemnités.

En fait, le patron a cherché par tous les moyens à briser une grève. Aucun des motifs qu'il avance ne tient debout. Les quatre licenciés refusent ce nouvel acte d'arbitraire et l'affaire est d'ores et déjà devant les Prud'hommes.

QUAND DANZAS BRISE UNE GREVE :

AVERTISSEMENTS, MAITRISE RACISTE, FLICS, LICENCIEMENTS

Mardi 9 octobre et les jours suivants, l'équipe de nuit arrête le travail à 6 h 45 : nous refusons la décision du patron qui nous impose de n'aller aux vestiaires qu'à 6 h 55, au coup de sonnette, au lieu de 6 h 45 auparavant.

Le patron réagit vite : toute l'équipe, soixante travailleurs environ, reçoit un avertissement et les quinze minutes sont retenues sur les payes. Mais il ne s'en tient pas là : il s'appuie sur ses contremaîtres pour assurer le plus gros du travail. L'équipe s'y oppose. Il n'y a pas de coups échangés, mais le ton monte. Un chef raciste se permet alors de lancer à l'un d'entre nous : **« Si tu n'es pas content, retourne chez toi, en Algérie ».** (Et, aujourd'hui, ce travailleur insulté est l'un des licenciés !)

Mais rien n'y fait. Alors le patron frappe une troisième fois. Durant le week-end, cinq d'entre nous reçoivent une lettre les sommant de se présenter à une entrevue avec la direction au sujet de leur « éventuel licenciement ». Rien sur les faits reprochés.

Le lundi suivant, bien entendu, les cinq « éventuels licenciés » sont là pour la prise du travail... et tombent sur la maîtrise au grand complet qui leur barre l'entrée. Le patron a même fait venir une voiture de flics en civil devant la porte. Pas question pour ces camarades de rentrer au travail, en attendant une décision ferme sur leur sort.

Dès lors commence une application très patronale de la nouvelle loi sur les licenciements.

...ET QUAND DANZAS APPLIQUE LA LOI

En somme, bien qu'uniquement soupçonnés, nos camarades se trouvaient mis à la porte de fait par le patron. Plus de la moitié de l'équipe ne travaillera pas cette nuit-là, pour protester contre ces méthodes de gangsters. Mais il faut dire que l'escalade patronale lui a permis de prendre le dessus et, mardi, le travail reprend normalement.

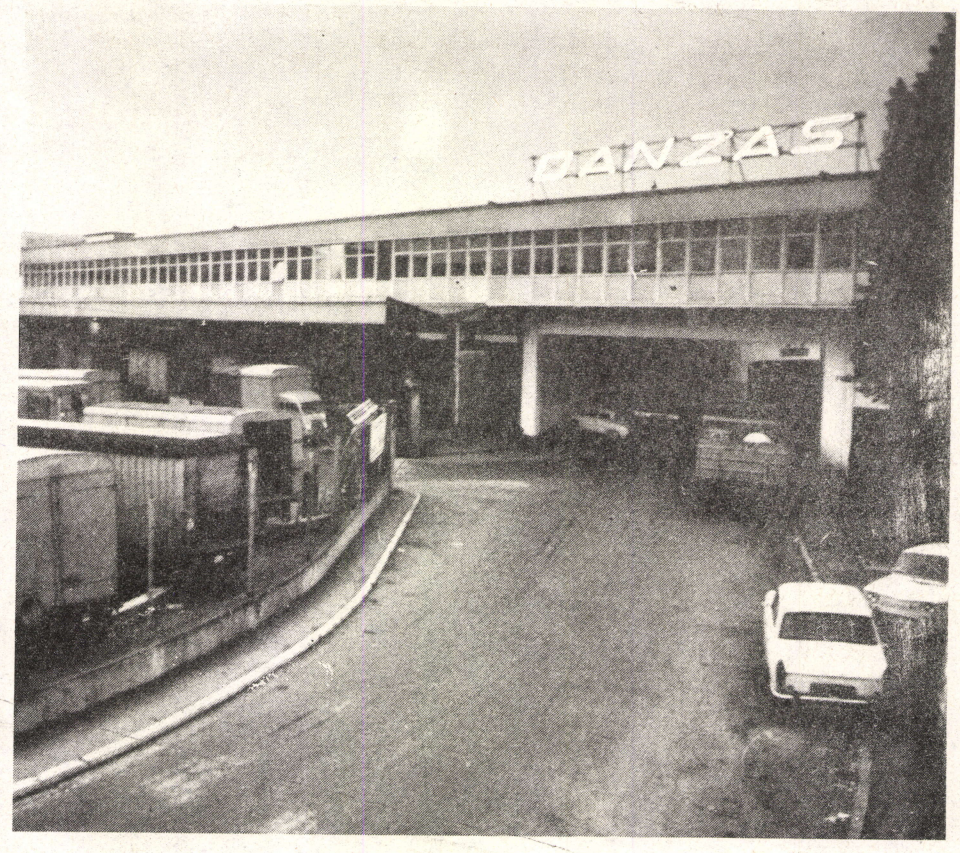
Mais l'équipe entière sera là jeudi, à l'entrevue, devant le bureau du chef du personnel pour témoigner à sa façon. Tous témoignent pour leurs camarades menacés, mais ça ne compte pas aux yeux de la direction. L'entrevue prévue par la nouvelle loi prétendument dans un esprit d'apaisement se réduit à un simple interrogatoire accusateur de chaque licencié : **« Reconnaissez-vous être le chef de file ? Reconnaissez-vous avoir fermé des portes de wagons pour empêcher le travail ? »** et même : **« Reconnaissez-vous avoir détérioré du matériel ? ».**

Autant dire que tout cela est faux et que le seul véritable grief du patron contre ces camarades c'est bien qu'il y voit des « chefs de file ». Mais, à moins que le règlement intérieur ne stipule que tout ouvrier doive être une carpette, on voit mal en quoi défendre sa dignité est un délit.

Deux jours après, quatre des camarades recevaient leur lettre de licenciement et le cinquième était mis à pied trois jours.

LA LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS COMMENCE

Personne n'est décidé à en rester là. L'équipe a montré en témoignant à sa façon qu'elle n'acceptait pas l'arbitraire sans réagir. Les camarades licenciés, quant à eux, refusent leur mise à la porte injustifiée. Ils ont aussitôt informé leurs camarades de leur détermination, exigeant leur réintégration immédiate. Plainte était portée aux Prud'hommes.



(Ph. L O.)

L'enjeu est gros. Il s'agit de savoir si faire grève, être un travailleur combatif et un gréviste actif, est un délit. Car ce que vise le patron, c'est de revenir ici à avant 1968, quand la direction régnait en maître incontesté. Au-delà de nos quatre camarades, ce sont tous nos droits gagnés par la lutte qui sont remis en cause. A commencer par celui d'ouvrir sa bouche, de se défendre, de s'organiser.

Il s'agit de savoir aussi, et le procès à venir nous le dira, si, malgré les nouveaux textes, l'arbitraire patronal le plus total peut régner comme avant, quasiment assuré qu'il est de rester impuni.

Correspondant L.O.

Peugeot-Sochaux

LIP : LES PATRONS RELÈVENT LA TÊTE

Une banderole de Lip et une de Sochaux lors de la « marche sur Besançon » : un rapprochement qui a inquiété les patrons de Peugeot... (Ph. AFP)

CES jours derniers, **des numéros spéciaux intitulés** Lip la lune **et un tirage exceptionnel du journal patronal** Commerce et Industrie **ont été édités par les chambres de Commerce et de l'Industrie du Doubs et l'UIMM et massivement distribués dans la région de Sochaux-Montbéliard.**

Voici quelques exemples de cette littérature patronale distribuée dans la région par une partie du gardiennage Peugeot :

« Maintenant que les lampions sé sont éteints et que le déferlement de polémique s'apaise, le moment est venu de dissiper le brouillard de mystification dont l'affaire Lip a été enveloppée pendant six mois. » **Ainsi, pour nos patrons :** « l'affaire Lip n'est qu'un mythe dont toute la presse y compris celle de droite s'est évertuée à démesurer l'importance, alors que tout au plus il s'agit d'un incident de parcours inévitable dans une société de mutation et d'expansion économique ».

Plus loin, une vérité lumineuse apparaît aux yeux de nos patrons, dont la nécessité dans une entreprise fut, il est vrai, fortement remise en question par les travailleurs de Lip : « On peut se passer de tout sauf d'un patron et de son équipe de cadres » **et de se scandaliser de** « l'inspiration raciste qui guide l'affirmation selon laquelle on peut se passer des patrons ». **Ensuite, il est affirmé — on ne manque pas du sens de l'humour chez les patrons — que** « la France manque de patrons, minorité d'élite, qu'il est de l'intérêt général d'encourager le développement. Oui, il n'y aura toujours qu'une minorité d'hommes ayant à la fois une idée créative et le courage à toute épreuve pour lancer une entreprise ».

Suit une mise en garde contre la généralisation d'une attitude Piaget qui serait une catastrophe pour la classe ouvrière.

Donc, pour les patrons, « l'expérience ne serait pas de s'en remettre à l'oscillomètre mesurant l'ampleur des manifestations de rue, mais à des organes représentatifs mis en place par des constitutions. La légalité dans la rue ne peut être que totalitarisme ».

Quels enseignements tirent nos patrons des événements ?

« Il faut que tous les hommes de bonne volonté travaillent à la conciliation des deux impératifs : la sécurité et la mobilité de l'emploi. » **La solution préconisée est donc la concertation et** « si l'on veut satisfaire le désir de mieux-être, il faut des entreprises qui marchent et qui fassent du profit ».

Ce journal accueilli dans l'indifférence générale a pourtant eu le mérite d'en faire rire quelques-uns !

Correspondant L.O.

Moteurs Leroy-Somer (Angoulême)

LUTTE CONTRE UN LICENCIEMENT

MERCREDI 15 octobre, la direction du département des Agriers communiquait à un jeune ouvrier un avis de licenciement. Motifs : mauvaises relations avec ses chefs (!) et travail insuffisant. On lui reprochait même une faute professionnelle, pour laquelle il avait déjà été sanctionné il y a plus d'un an !

Il faut dire que ce camarade avait déjà eu de multiples démêlés avec ses chefs qui n'admettaient pas de voir un ouvrier leur répondre sur un certain ton, et refuser de se laisser marcher sur les pieds. Voilà le « motif » !

Néanmoins, le licenciement n'était pas encore effectif et la direction se donnait jusqu'au vendredi pour annoncer une réponse définitive. Elle ne se sentait d'ailleurs peut-être pas très sûre d'elle, puisqu'elle a éprouvé le besoin de lâcher ses chefs dans les ateliers, avec consigne de faire tout ce qu'ils pouvaient pour éviter que les ouvriers ne réagissent. Et les chefs de déverser les calomnies les plus stupides sur notre camarade ! Certains racontant qu'il en était à son sixième avertissement ! d'autres disant sur tous les tons qu'il était « fainéant », qu'il ne travaillait que deux heures par jour. Certains allant, généreusement, jusqu'à trois heures, et même, suprême effort, jusqu'à quatre heures !

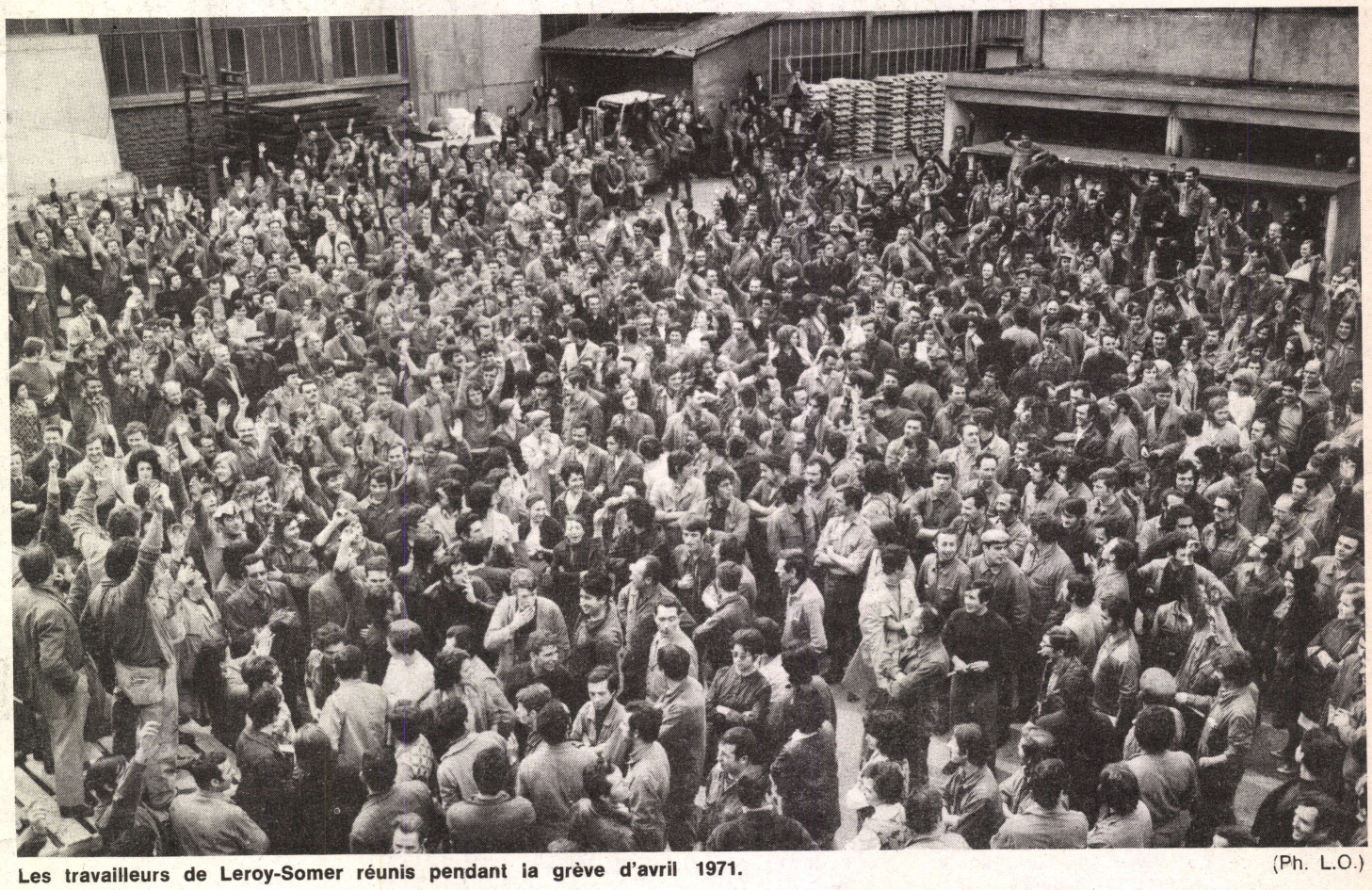
Tout cela, bien sûr, dans l'espoir d'empêcher la moindre réaction.

Le lendemain, jeudi, eut lieu une intersyndicale où les syndicats décidèrent de ne rien faire jusqu'à ce que la direction daigne les recevoir, ce qu'elle fit à 12 h 10, la débauche se faisant à 12 h 15 ! Inutile de dire que cette réunion ne servit à rien sinon au patron pour lanterner les syndicats en leur demandant de se tenir prêts à remettre çà l'après-midi !

Devant une telle issue, les syndicats de toutes les usines se décidèrent enfin à diffuser un tract dénonçant l'arbitraire le plus complet du licenciement. Mais s'il y était bien demandé aux travailleurs de se tenir prêts à un « débrayage pour la réintégration », aucun mot d'ordre de précis n'était donné. Certes, il aurait fallu riposter vigoureusement dès jeudi, mais rien n'était encore perdu.

Le vendredi matin, après une entrevue toujours négative auprès de la direction, à l'initiative des syndicats CGT et CFDT des Agriers, les syndicats de tous les départements Leroy-Somer appellent à la grève à partir de 11 heures.

Environ trois cents travailleurs vont se retrouver aux bureaux de la direction générale à l'usine de Sillac. Le nombre de grévistes était déjà appréciable (c'est la première fois que les travailleurs de Leroy se mettent en grève contre un licenciement). Mais surtout, l'ambiance était très chaude. La détermination des travailleurs présents a dû surprendre la direction.



Les travailleurs de Leroy-Somer réunis pendant la grève d'avril 1971. (Ph. L.O.)

Et c'est tous ensemble que nous montons aux bureaux en scandant « non au licenciement ». Il se trouve un représentant de la direction pour venir nous annoncer sur le pas de la porte que le licenciement était toujours maintenu. Il se fait vigoureusement huer. Et nous continuons à occuper les locaux. C'est à ce moment que l'un des directeurs a la bonne idée de monter les escaliers où nous nous sommes installés. Nous n'allons pas le lâcher comme cela. Beaucoup de travailleurs vont l'interpeller pour lui demander des comptes. Nous l'amenons sous escorte dans la salle du club, où malgré une discussion animée, le directeur s'évertue à maintenir le licenciement.

A ce moment là, comme c'est l'heure de la débauche du midi, nous descendons attendre ceux qui sont restés aux machines. Nous n'en lâchons pas pour autant le directeur.

Les grévistes restent toujours groupés à Sillac, et un délégué va faire une intervention à la cantine, ce qui en fait, aura assez peu d'effet. De la même façon, d'autres interventions ont été faites dans les autres usines : Agriers, Fonderie, Gond Pontouvre.

A l'embauche de 13 h 15, nous décidons tous ensemble de continuer le mouvement en allant faire le tour des ateliers. A Sillac d'abord. Nous crions « solidarité », « non au licenciement », « tous avec nous » ! Quelques travailleurs vont nous rejoindre, beaucoup aidés en cela par un groupe d'ouvrières grévistes particulièrement déterminées.

Nous allons ensuite aux Agriers où c'est la même chose. Là, nous rencontrons le responsable du licenciement. Malgré l'indignation que nous lui manifestons tous, il ne sait que ressortir les mêmes sornettes sur notre camarade et il confirme encore une fois le licenciement.

Entre-temps, dans la soirée, la direction distribue un tract où pour « justifier » son licenciement injustifiable, elle reprend toutes les calomnies répandues.

Comme l'heure de la débauche arrive, nous décidons de l'attitude pour lundi. La CGT réussit à caser ses propositions des grèves tournantes et trouve le moyen de tenter de démoraliser ceux qui voudraient continuer activement. Nous repoussons sa proposition. Mais l'on se sépare sans avoir fixé quoi que ce soit de précis.

Le lundi, soixante ouvriers seulement débrayèrent. Et le licenciement fut maintenu. Nous n'avons pas gagné. Mais chez Leroy le moral n'est pas mauvais : ce qui est très important, aux yeux de tous, c'est qu'un mouvement de riposte vigoureux a eu lieu. C'est là un acquis pour l'ensemble des travailleurs de Leroy-Somer.

(Correspondant L.O.)

Rhône-Progil (Pont-de-Claix)

Atteinte aux droits syndicaux

LA création du syndicat CGT-FO par trois anciens militants de la CGT, mis à l'écart par celle-ci à cause de leurs idées révolutionnaires, n'a pas été bien acceptée par la direction de l'usine Rhône-Progil de Pont-de-Claix, c'est le moins que l'on puisse dire ! Et, c'est d'un mauvais œil qu'elle les vit lancer le soutien aux travailleurs de Lip, prendre position sur le racisme, sur le Chili, s'occuper de la sécurité, etc., le délégué syndical FO du secteur PBU de l'entreprise se fit plusieurs fois « rappeler à l'ordre », au sujet du soutien à Lip notamment. Mais coup sur coup, la direction l'informa d'une part qu'elle le citait en justice pour pose d'une affiche politique au panneau syndical (le délégué y informait le personnel du soutien que la confédération FO apportait aux travailleurs chiliens), d'autre part qu'elle le mettait quatre jours à pied sous prétexte qu'il s'était absenté de son travail sans prévenir son chef (en fait, un ouvrier ayant fait une chute de 3 mètres de haut, le délégué s'était précipité à l'infirmerie pour prendre des nouvelles du blessé).

Ces deux premières attaques contre le droit syndical n'ont guère suscité de réactions de la part des autres syndicats, sinon une de la CGT qui, pour la forme, demanda au patron la convocation d'une réunion des délégués syndicaux, mais bien sûr sans mettre au courant les travailleurs.

C'est à cette réunion que le patron annonça une nouvelle « sanction plus lourde » contre le délégué FO. Le motif, encore plus ridicule, était qu'il se serait « approprié » et aurait « détérioré » une revue de sécurité éditée par l'INRS, à laquelle Progil est abonnée. En fait le délégué en avait pris deux feuillets (c'est là la détérioration !) pour les afficher au panneau syndical, portant ainsi à la connaissance de tous que deux produits qui doivent être prochainement fabriqués à PBU étaient cancérigènes.

Même le délégué CGC, pourtant très pro-patronal, fit remarquer que c'était un peu léger. Après le représentant de FO, le délégué CGT protesta bien contre cette sanction, mais pour demander si cette mesure contre un délégué ne constituait pas un précédent. Il était difficile de signifier mieux au patron, qui s'empressa de le rassurer, que la CGT n'avait guère l'intention de se remuer beaucoup ! La CFDT, elle, n'a rien dit.

Mais dans l'usine, les commentaires allaient bon train et pas toujours dans le sens des dirigeants CGT et CFDT qui se firent fréquemment accrocher par des travailleurs leur demandant des comptes sur leur inaction. Il y eut même un débrayage de protestation de trente personnes environ dans les laboratoires Progil, puis un autre à l'électrolyse (où les travailleurs en profitèrent pour protester contre le licenciement abusif d'un des leurs).

Là-dessus le syndicat FO proposa publiquement à la CGC, la CFDT et la CGT, une protestation écrite commune, déclarant à la direction que s'il y avait licenciement une action serait déclenchée. La CGT et la CFDT finirent par accepter d'expédier toutes deux une lettre à la direction, invitant la CGC à la signer... mais pas FO. Entre-temps, la direction avait fait savoir qu'elle mettait à pied le délégué FO sept jours de plus.

On en est là.

Dernière heure : la CGT a fini par se prononcer dans un tract pour « la suppression du blâme et la levée de la mise à pied ». Dommage que le tract, intitulé « une affaire lamentable » noie cette position au milieu de multiples reproches contre FO allant jusqu'à affirmer : « La division syndicale provoquée récemment par trois ex-militants CGT a permis à la direction de créer un précédent inquiétant ».

Correspondant L.O.

dans les entreprises

Renault (Flins)

Les élections de délégués : nouvelle manifestation du racisme

DE nouvelles élections de délégués du personnel (collège ouvrier) viennent de se dérouler à Renault-Flins. Les élections de mai dernier avaient été annulées par le tribunal de Meulan. La CFDT, en effet, avait porté plainte à la suite du raturage systématique des noms des candidats émigrés par environ deux cents travailleurs (sur quatorze mille votants).

Pour ces nouvelles élections, la CGT n'avait présenté sur ses listes que le nombre à peu près exact de délégués qu'elle pensait voir élire. De ce fait, les ratures qui ont affecté, sur ses listes, les noms à consonance étrangère, ont été sans effet. Par contre, la CFDT a présenté des listes complètes. Et cette fois, sur l'ensemble de l'usine, le nombre de votants qui ont raturé, sur ces listes, les noms à consonance étrangère ont été encore plus nombreux qu'en mai.

Ainsi, le racisme imbécile d'une petite minorité a trouvé une nouvelle fois à s'exprimer. Le raturage, lors des précédentes élections, a même fait de la publicité à ce geste, augmentant encore le nombre des ratures de ce type. Et le système électoral actuel, chose plus grave encore, permet à cette petite minorité de prendre un rôle déterminant et d'éliminer encore une fois des travailleurs estimés dans leur secteur, interdisant à des camarades émigrés le droit d'être représentés par un des leurs.

Les racistes de Flins n'ont donc pas désarmé et ont attaqué massivement les candidats de la CFDT. Et, même s'il n'est pas certain que la direction ait directement organisé cette manœuvre, celle-ci coïncide trop bien avec le racisme ouvert d'une partie de la maîtrise pour que cela soit simplement le fait du hasard.

Cela dit, il est possible que ces nouvelles élections soient à nouveau annulées. Car les précédentes l'ont été exactement pour la même raison, le tribunal de Meulan ayant estimé que le raturage systématique des émigrés tombait sous le coup de la loi antiraciste. Et cette situation risque de durer, accentuant finalement l'éloignement des travailleurs avec la représentation ouvrière qui paraît de plus en plus leur échapper.

Ajoutons que sur un autre plan, FO, qui présentait pour la première fois des candidats, a recueilli 12 % des voix, essentiellement aux dépens de la CFDT qui, de 45 %, passe à 37 % des suffrages.

Dans l'ensemble, on peut dire que la marge de manœuvre de la direction de Flins s'accroît et qu'elle peut se permettre de laisser se déconsidérer en permanence la représentation ouvrière. Et l'attitude des syndicats n'est finalement pas faite pour combattre efficacement la politique de la direction. Car ils refusent de remettre en cause le système d'élections actuel. La seule solution est de revenir à un système d'élections par atelier, permettant aux travailleurs d'un secteur d'élire leur délégué, plutôt que de faire se dérouler les élections par listes, à l'échelle de l'usine, ce qui permet toutes ces manœuvres.

Correspondant L.O.

Creusot-Loire (Le Marais-Saint-Etienne)

ARBITRAIRE PATRONAL ET INERTIE SYNDICALE

AU Blooming, un atelier de l'usine du Marais, un mécontentement général régnait depuis presque deux semaines. Les pontonniers avaient commencé à débrayer, puis ils furent suivis assez rapidement par le reste de l'atelier : chaque jour, 1 h 20 de débrayage. Une réunion avec la direction devait avoir lieu le mercredi 17 octobre et nous devions en connaître les résultats au cours de réunions de chantier, le jeudi 18. Mais un événement bouleversa tous ces plans.

Le mardi 16, un délégué CGT, qui voulait vérifier le nombre des grévistes portés sur le cahier de la direction (plusieurs chiffres courant à ce sujet), est attrapé violemment par le bras, expulsé du bureau par l'ingénieur et se voit notifier trois jours de mise à pied. Aussitôt les ouvriers lâchèrent les outils et se dirigèrent tous ensemble sur l'ingénieur en question, qui partit sans demander son reste.

Les autres postes, eux, ne commencèrent même pas le travail et mirent en grève les autres ateliers qui ont comme chef le même ingénieur. Le poste du matin parlait même de faire débrayer toute l'usine. Mais les dirigeants syndicaux, sentant l'ambiance à la lutte, s'affolèrent un peu et essayèrent d'apaiser les esprits. Leurs arguments étaient : « *Des accrochages de ce genre, il s'en produit tous les jours* » et, à propos du délégué mis à pied : « *Il a involontairement provoqué l'ingénieur par sa présence continuelle à l'atelier, en dehors de ses heures de travail ; et, dorénavant, il ferait bien de rester un peu plus chez lui* » !

Le jeudi arriva. Tout le monde attendait les réunions de chantiers initialement prévues et pendant lesquelles nous devions parler de nos revendications. On partit à la recherche des délégués, mais personne ne les trouva. Ils avaient disparu. Il aurait fallu nous-mêmes organiser ces réunions, mais personne n'y pensa sur le coup. On apprit, plus tard, que les réunions étaient reportées au lundi 21 et qu'elles ne dureraient que dix minutes.

Alors que les ouvriers parlent de durcir et d'étendre la grève, les dirigeants syndicaux nous disent que des grèves trop longues et inutiles (d'après eux) nous feraient perdre beaucoup d'argent. C'est ce qu'ils nous répondent quand nous leur demandons des explications.

Certains d'entre nous veulent tout laisser tomber ; mais nous savons bien que ce n'est pas fini, loin de là. En tout cas, nous nous sommes aperçus qu'il ne fallait pas compter sur les dirigeants syndicaux pour mener nos luttes, et que nous devions prendre nous-mêmes nos propres affaires en main.

Correspondant L.O.

Idéal-Standard (Aulnay-sous-Bois)

La direction obligée de réintégrer le représentant syndical CFDT

FINALEMENT, le mauvais coup que la direction d'Idéal-Standard avait monté pour obtenir le licenciement du représentant syndical de la CFDT a échoué.

L'inspectrice du Travail, le mercredi 24 octobre, a, le jour même de l'enquête contradictoire, rendu sa décision : elle refusait le licenciement. Les voies de fait que la direction reprochait au représentant syndical étaient contestées par des témoignages écrits et par la prétendue victime elle-même. La direction n'a pas voulu contester la décision de l'inspectrice du Travail. Le représentant syndical, après douze jours de mise à pied, a été réintégré le lendemain avec ses arriérés de salaire.

Evidemment, cette décision a été ressentie comme une victoire par les ouvriers, surtout qu'elle intervenait après la réintégration de quatre grévistes de l'atelier Peinture que la direction avait voulu licencier.

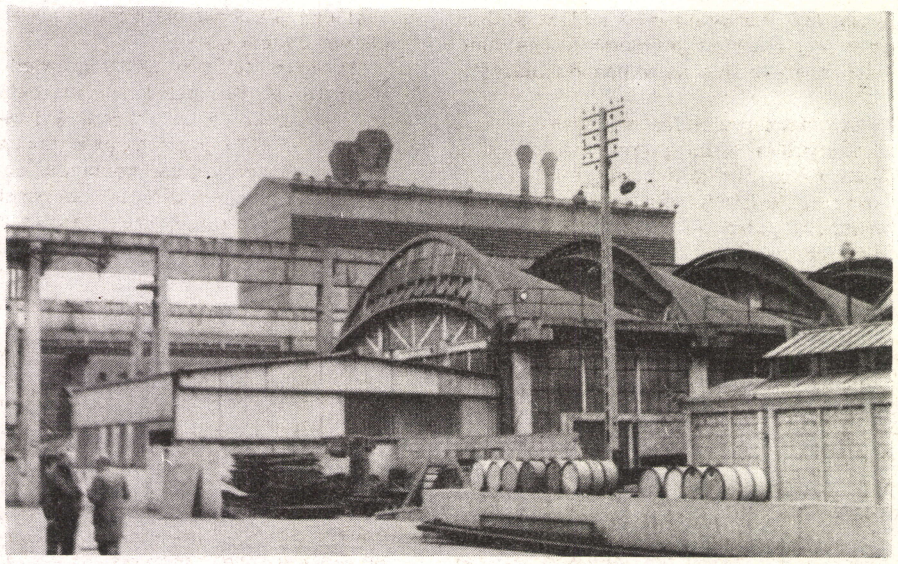
Quant aux cadres et à la maîtrise CGC, ils ont eu le loisir d'en discuter, mais, paraît-il, sans enthousiasme.

Certes, elle peut encore contester devant d'autres juridictions la décision de l'inspection du Travail et continuer ses tracasseries (elle a envoyé cinq lettres d'avertissement à des délégués CFDT pour avoir circulé dans des ateliers sans en avoir averti les chefs respectifs).

Mais sa politique de reprise en main a reçu un coup très dur cette semaine-ci.

Et cela ne pourra que redonner confiance aux travailleurs d'Idéal-Standard. La démonstration a été faite que la direction ne pouvait décider ce qu'elle voulait sans qu'on n'y puisse rien, mais, bien au contraire, qu'à tous les niveaux son arbitraire pouvait être mis en échec.

Correspondant L.O.



(Ph. L.O.)

ENCORE UN ACCIDENT MORTEL A LA SNCF

SAMEDI 20 vers 7 h 30 a eu lieu au triage de Perrigny (Dijon) un accident atroce. Un jeune camarade est mort horriblement écrasé entre deux tampons. Agent de manœuvre embauché depuis peu, Mohamed Chaffaf n'est pas mort par « imprudence » comme ose l'affirmer sans pudeur la direction par l'intermédiaire des journaux.

NON, CE CAMARADE N'EST PAS MORT PAR IMPRUDENCE car à Perrigny, chaque geste sur les voies devient alors une imprudence. On y travaille dans une insécurité permanente : il n'y a OFFICIELLEMENT AUCUNE PROTECTION : la plupart du temps les wagons arrivent pour être accrochés alors qu'on est encore dans les attelages. Comment, dans de telles conditions, peut-on alors éviter les accidents ?... La seule imprudence qu'ait pu commettre, ce jour-là, ce camarade, c'est d'avoir mis les pieds à Perrigny. Dans ce secteur mortel, les voies sont tellement rapprochées que si nous nous trouvons entre deux rames en mouvement, vu le peu d'espace, le moindre geste d'écart peut nous être fatal.

A Perrigny-Gevrey, c'est au moins le cinquième mort en moins de trois ans. Déjà, il y a quatre mois, un camarade à Gevrey eut le bras écrasé entre deux tampons en arrêtant une rame de sept wagons. Jusqu'où la politique criminelle de la SNCF ira-t-elle ?

Car c'est bien la SNCF la seule responsable et non la fatalité ou une imprudence. C'est la SNCF et sa politique de compression du personnel. Elle prévoit ainsi de supprimer 50.000 postes de cheminot d'ici dix ans, alors que le trafic ne cesse d'augmenter ; au triage de Gevrey, par exemple, en juin-juillet-août 1973 il y a eu 12.000 wagons de plus que l'année précédente... avec trente cheminots en moins. Et cette situation va en se dégradant de plus en plus, mettant en danger la vie des cheminots comme celle des usagers. Au nom de la sacro-sainte rentabilisation, la SNCF assassine des travailleurs.

Correspondant L.O.

P.S. : Il est à signaler que la CGT, à la suite de cette mort, n'a même pas sorti un tract. En effet, elle attend le résultat de l'enquête de la direction pour, dit-elle, « déterminer les responsabilités » ! *Sans commentaire...*

L'APPLICATION DES 40 H CHEZ NORTON

TOUS les travailleurs de chez Norton feront, à partir du 1er novembre 1973, quarante heures par semaine.

C'est le résultat, dans cette usine, de l'accord signé au niveau national entre les syndicats et le patronat des industries chimiques ; accord qui stipule qu'au plus tard au 1er novembre l'horaire doit être ramené à quarante heures par semaine et que cette réduction d'horaire doit être compensée à 100 %.

Seulement, Norton s'est fait tirer l'oreille pour appliquer cet accord. Dans un premier temps, elle a affirmé que les travailleurs des équipes n'étaient pas concernés parce que, si l'on déduisait leurs temps de pause, ils ne travaillaient effectivement que huit heures par jour...

Quand cette décision fut rapportée aux travailleurs concernés, ceux-ci manifestèrent leur désaccord. Deux débrayages eurent lieu et, devant la détermination des travailleurs, la direction recula en deux temps. D'abord, elle prétendit donner la réduction d'horaire à tout le monde en ne la compensant qu'à 66 %. Puis, elle accepta de compenser tout le monde à 100 % mais décida que les travailleurs des équipes ne déjeuneraient plus à la cantine mais mangeraient sur le pouce au pied de leur machine.

Cette proposition ayant soulevé un tollé général, elle revint enfin sur ce dernier point et accorda à nouveau trois quarts d'heure pour déjeuner à la cantine.

Finalement, la direction mit sur pied un projet de protocole d'accord sur l'application de la réduction d'horaire que la CGT, malgré les restrictions qu'il contient, accepta de signer sans même consulter qui que ce soit.

Et ces restrictions ne sont pas des moindres. Tout d'abord, la compensation de réduction d'horaire sera payée sous forme de prime, ce qui exclut d'emblée le salaire d'embauche. Les nouveaux verront ainsi, à qualification égale et travail égal, leur salaire amputé de 100 à 150 F par rapport aux travailleurs en place.

Ensuite, les femmes en équipe, qui légalement faisaient déjà quarante heures, se trouvent également exclues. La direction s'est simplement engagée à revoir cas par cas leurs revenus en laissant entendre que, de toute façon, si elles bénéficiaient de la prime de réduction d'horaire, elles perdraient le bénéfice de la prime d'équipe...

De plus, un paragraphe stipule qu'en cas de suppression du travail aux pièces les temps de pause « tolérés » seraient remis en question. Et, enfin, la direction prétend nous faire récupérer le samedi ou en heures supplémentaires les bons de sortie et les retards.

Cet accord est donc loin de satisfaire les travailleurs de chez Norton. La direction n'a reculé que sur les points les plus inadmissibles et beaucoup se demandent pourquoi la CGT n'a pas voulu engager la lutte pour obtenir satisfaction sur les autres points.

Correspondant L.O.

Les élèves assistants sociaux, éducateurs, animateurs manifestent

LUNDI dernier, les travailleurs sociaux en formation, c'est-à-dire les jeunes qui se destinent à être éducateurs, assistantes sociales, animateurs, se sont mis en grève pour vingt-quatre heures et ont manifesté devant le ministère de la Santé.

Les sujets de mécontentement sont nombreux mais il y en a deux, en particulier, qui nécessitent une solution immédiate.

D'une part, nous effectuons pendant les études deux jours et demi de stage, c'est-à-dire deux jours et demi de travail qui ne sont pas payés. Pourtant, le travail est effectif puisque souvent, à cause du manque du personnel, on n'hésite pas dans les cliniques, les hôpitaux, les maternelles à nous donner la charge d'un service, d'une classe, voire d'une classe de débiles.

D'autre part, il y a le problème des boursiers. Aucune bourse n'est semblable, elles varient de 250 F à 1.200 F par mois, avec engagement de cinq ans ou sans engagement suivant qu'elles sont accordées par la Caisse d'allocations familiales, l'Assistance publique, ou la direction départementale de l'Action sociale.

Cette année, le cas le plus critique est celui des élèves qui sont boursiers de leur administration dans le cadre de la promotion sociale, et qui avaient leur salaire versé pendant les trois ans d'études : ces bourses, cette année, ont pour la plupart été supprimées. Nos camarades ont donc dû arrêter leurs études au bout d'un mois.

Nous en avons assez ! Nous voulons le débloquage des crédits, le paiement des jours de stage, des bourses égales pour tous !

Nous étions quinze cents devant le ministère de la Santé à manifester avec les slogans : « Pas de charité, un statut, un salaire », « Non au travail social au service du Capital ».

Nous sommes décidés à continuer la lutte.

Correspondant L.O.

(Ph. L.O.)

Grève à la SMES (Stains)

A la SMES (Société de Mécanique et d'Electronique de Stains), fabriquant des appareils de radiologie et employant trois cents personnes dont cent cinquante à la production, la majorité des travailleurs de la production sont en lutte, pour la première fois (l'entreprise n'existe que depuis un an et demi), depuis le jeudi 11 octobre.

Nos trois revendications sont :

— 4,2 % d'augmentation de salaire ;

— le 13e mois ;

— le principe d'une clause de sauvegarde du pouvoir d'achat.

La première semaine, la grève sur le tas fut décidée et suivie à 90 %. Mais le jeudi 18, à une réunion avec la direction où était également présent le responsable de l'UL-CGT, les délégués CGT proposèrent, devant le refus catégorique de la direction, de nouvelles revendications en retrait sur les nôtres : 3 % d'augmentation et le 13e mois, non plus effectif, mais base quarante heures ; la clause de sauvegarde fut remplacée par une prime annuelle de 100 F ! Sans résultat.

Finalement, le responsable de l'UL-CGT qui rendit compte de l'échec des discussions, en assemblée générale, proposa alors de reprendre nos anciennes revendications, de populariser la grève et d'organiser des collectes, ce qui au début du mouvement avait été refusé par la CGT.

Ce manque de détermination et ces revirements ne firent que semer la confusion et le découragement parmi les travailleurs et la grève sur le tas fut abandonnée et remplacée par des grèves tournantes.

Mercredi 24, la direction reprenait alors l'offensive en proposant 3 % d'augmentation individuelle (à la tête du client) et le 13e mois en... 1975. A prendre ou à laisser.

Devant notre refus, elle joua l'intimidation et adressa un avertissement à chaque délégué, prétextant d'une réunion sur le temps de travail qui « troublait la production ».

La situation en est là. Certes, la lassitude commence à gagner certains d'entre nous, mais de toute façon, pour la première fois, nous avons d'ores et déjà « marqué le coup » vis-à-vis de la direction.

Correspondant L.O.

SNECMA-Gennevilliers

La grève est finie, mais les travailleurs ne sont pas défaits

DES lundi, la Fonderie-acier et les Forges, qui venaient juste de reprendre le travail après cinq semaines de grève, débrayaient : la direction venait de s'opposer à l'entrée dans la Fonderie-acier, d'un délégué CGT de la Fonderie-alu ; en même temps, ils réaffirmaient leur revendication de « suppression du boni ».

De fait, depuis qu'ils ont repris le travail, les travailleurs des Fonderies ne font plus le boni et effectuent le travail au temps alloué. De même, aux Forges, les bons sont bloqués par les anciens grévistes et ils ne tiennent pas compte du boni. La maîtrise a convoqué les forgerons un à un, « s'étonnant » de ce qu'ils faisaient 0% de boni. Cela n'a rien changé.

Vendredi 26, la direction s'étant opposée au changement d'équipe de deux forgerons, l'atelier débrayait à nouveau une heure à chaque équipe.

Par ailleurs, certains membres de la maîtrise, par peur des réactions de la direction, n'osent pas faire passer les bons réglés à 0 % et les règlent alors que le temps n'est pas fait.

La grève a au moins appris une chose à la direction et à sa maîtrise, c'est qu'elles ne peuvent pas organiser éternellement la répression (mutations, licenciements lors de la période d'essai, départs « volontaires » forcés, ou même licenciement... pour graffiti dans les W. C.). Ces cinq semaines de grève leur ont appris à nous respecter davantage. Alors que l'ambiance était au tour de vis avant la grève, maintenant, la maîtrise se montre bien plus diplomate.

Correspondant L. O.

CHU Clermont

La grève continue

DEPUIS maintenant deux semaines, le personnel des hôpitaux du CHU de Clermont-Ferrand est engagé dans une grève administrative pour obtenir la satisfaction de ses revendications. Grève administrative, parce qu'il n'est évidemment pas question, dans un hôpital, de ne plus assurer les soins des malades et que la seule arme dont dispose le personnel est de refuser de remplir les tâches administratives, et en particulier tout ce qui a trait à la facturation et au paiement de ces soins.

Cet aspect particulier de la grève a été utilisé par l'administration pour parler, dans un certain nombre de communiqués, de « grève illégitime », pratiquement assimilé à du sabotage, alors qu'il ne fait que traduire la conscience professionnelle du personnel. Cette grève montre d'ailleurs très clairement qui se préoccupe des malades, et qui s'en moque. C'est ainsi qu'un médecin responsable du laboratoire d'analyses biologiques, s'improvisant défenseur de l'administration, se livrait à un véritable chantage sur le personnel en refusant de rendre les résultats d'analyses s'il n'obtenait pas les bons de facturation. Et il fallut que les grévistes interviennent auprès de tous les chefs de service pour faire renoncer cet individu à ce honteux procédé.

A l'heure où nous écrivons, rien n'est encore réglé. Mais la direction s'est déjà montrée prête à céder sur un certain nombre de points, mineurs certes et qui ne suffisent pas, mais qui montrent au personnel qu'il s'est engagé sur la bonne voie.

Correspondant L.O.

livres

Jack London : l'homme, le militant, l'écrivain

LA réédition en livre de poche de plusieurs de ses romans les plus célèbres ainsi que la transcription cinématographique de quelques-uns de ses récits (le film **L'empereur du Nord** est une adaptation et une transposition des **Vagabonds du rail** et **L'appel de la forêt** vient juste de sortir sur les écrans parisiens) ont remis en vedette l'un des plus grands écrivains américains de ce siècle : Jack London.

Sa célébrité, en grande partie posthume, London la doit à son talent, à la fougue de son style mais aussi, parce que outre le chantre de la vie des trappeurs, il fut un des seuls écrivains du début du siècle à se refuser à chanter les louanges du capitalisme et à montrer que derrière le développement du progrès technique, la société bourgeoise laissait pour compte la grande majorité de la population laborieuse. Les conditions de vie des classes laborieuses, London les connaît bien car il les a lui-même endurées. Et chômage, bas salaires, journées de travail interminables, exploitation éhontée des femmes et des enfants, hargne des contremaîtres et des flics, toutes ces réalités palpables du capitalisme, London les a vécues et les a combattues...

En effet, né en 1876 en Californie, de parents modestes, il ne connaîtra, jusqu'à l'âge adulte, que la misère, la faim et la crainte du lendemain.

Acceptant, comme ils se présentent, les métiers les plus divers (il ira bourlinguer à quinze ans près des côtes du Japon), débordant de soif de vivre, voulant connaître toutes les aventures, il ne tardera pas à se heurter très vite à des barrières qu'il ignorait jusqu'alors et à un « ordre » social qu'il affrontera maintes et maintes fois au cours de son existence.

Un ardent propagandiste du socialisme

Au cours d'une marche de chômeurs sur Washington, en 1894, la révolte de London contre la société va prendre forme.

C'est en effet là que, pour la première fois, London entend parler de socialisme et un de ses compagnons de misère prononcer le nom de Karl Marx.

De retour en Californie, deux ans plus tard, London est désormais, à dix-huit ans, un socialiste convaincu. Et il va alors lier sa vie à la cause du socialisme. Il s'inscrit à la branche d'Oakland du Parti Socialiste Ouvrier (Socialist Labor Party) de Daniel de Léon, puis suivra plus tard Eugène V. Debbs lorsque ce dernier formera le Parti Social-Démocrate d'Amérique.

Pendant des années, il va se partager, infatigablement, entre les harangues sur la voie publique, les conférences aux quatre coins du pays et les débats de vulgarisation dans les universités, les clubs socialistes et même les réunions de la haute société. Pendant toute cette époque, sa production littéraire (articles de journaux, pamphlets, romans, nouvelles) est considérable. Mais, quelle que soit la forme que prennent ses écrits, il continue d'être un accusateur impitoyable du capitalisme. Il exhorte les ouvriers, les étudiants, les opprimés à se joindre à la cause du socialisme et à lutter pour son avènement prochain.

Et le succès de son œuvre n'enlève rien à son mordant. Au début de ce siècle, devenu célèbre pour ses romans sur le grand Nord **(L'Appel de la forêt, Croc-Blanc, Beliou la Fumée, Le fils du loup,** etc.), romans inspirés par une expédition qu'il effectua en Alaska, London n'en continua pas moins ses conférences en faveur du socialisme, dont plus d'une provoqua des scandales parmi les bons bourgeois américains à qui il promettait leur fin prochaine (il a d'ailleurs transposé cet épisode de sa vie dans le **Talon de fer).**

Envoyé en reportage à Londres, il va décrire la vie effroyable du prolétariat anglais dans **Le peuple de l'abîme** avant de se rendre en Australie débattre avec les travailleurs et les syndicalistes du meilleur moyen d'organiser les grèves en se servant de l'expérience déjà riche du mouvement ouvrier américain.

Et lorsqu'en 1905 la première révolution éclate en Russie, London apporte son soutien chaleureux à ses « frères » victimes de la dictature tsariste.

L'hostilité des bourgeois et des réformistes

Mais la propagande acharnée qu'avait entreprise London contre les méfaits du capitalisme lui valut, de la part des éditeurs et des directeurs de journaux, une haine d'autant plus tenace que c'est souvent grâce à eux que London était parvenu à se faire connaître. Car la plupart n'avait vu en lui qu'un conteur de talent qui savait admirablement décrire la vie du grand Nord ou des bas-fonds.

Dès 1904, ses livres sont retirés des bibliothèques et la presse dénonce les méfaits des militants socialistes en général et de London en particulier. Pour lui, c'en est fini des heures de gloire et des jours dorés. London le sait, mais il n'en continue pas moins son œuvre de propagandiste socialiste alors que les éditeurs décident un boycott généralisé de tous ses textes.

Mais il ne doit pas seulement affronter les chiens de garde de la bourgeoisie. Au sein même du Parti Socialiste, il s'est fait d'autres ennemis : tous ceux qui ne partagent pas ses convictions sur le rôle de la violence dans le passage au socialisme et que ses discours enflammés ne cessent de scandaliser. C'est que les socialistes viennent de remporter un petit succès aux élections présidentielles de 1904 : cinq cent mille voix. Et déjà, dans les rangs du Parti, la plupart des militants sont convaincus que les élections sont la voie naturelle vers le socialisme.

Pour répondre tant aux défenseurs de l'ordre bourgeois qu'à ses adversaires socialistes, London compose alors ce qui est unanimement considéré comme son chef-d'œuvre parmi ses romans d'inspiration sociale : **Le talon de fer.** Dans ce livre, London détruit le mythe du passage au socialisme par la voie électoraliste et pacifiste et décrit les moyens extrêmes auxquels les capitalistes n'hésiteront pas à recourir pour dompter le prolétariat. Composé en 1905, **Le talon de fer** préfigure déjà l'écrasement du prolétariat par le fascisme, dont vingt ans plus tard les travailleurs italiens, puis allemands, devaient faire la sanglante expérience. A une époque où l'électoralisme et le pacifisme bêlant avaient déjà gangrené le mouvement ouvrier, le livre de London était, à bien des points de vue, prémonitoire.

Des préjugés réactionnaires

Autodidacte, « self made man » un peu aventurier, mais surtout individualiste forcené, London tenta toujours de se sortir, seul, à la force du poignet, de sa condition d'opprimé. Il avait choisi son camp du fait de son tempérament de lutteur mais, dans cette lutte, il refusa de s'identifier totalement aux exploités. Sa haine de la bonne société provient sans doute autant des déceptions qu'il connut lorsqu'il tenta de s'y intégrer que d'un sentiment de classe profond. Et si, devenu riche, il aida largement de ses deniers le Parti Socialiste, son style de vie, la demeure somptueuse qu'il se fit construire en Californie puis son yacht privé choquèrent, à juste raison, nombre de travailleurs socialistes.

Socialiste par sentiment de révolte plus que révolutionnaire, London cultiva les préjugés qui existaient alors chez nombre de militants américains (et européens) du début du siècle : mépris des inorganisés, conception aristocratique du militant (toutes choses que l'on retrouve en partie dans **Le talon de fer),** racisme notamment vis-à-vis des Noirs et des Indiens, antiféminisme tenace.

Ses préjugés, profondément réactionnaires, le Parti Socialiste Américain va les tolérer et n'en fera jamais reproche à London. Et, plutôt que de l'aider à parfaire sa formation (il n'avait guère approfondi le marxisme au-delà du **Manifeste Communiste),** les dirigeants du Parti Socialiste, de peur de perdre un orateur brillant et célèbre, lui laissèrent la bride sur le cou sauf... pour l'empêcher de prêcher la révolution violente car cela risquait de « compromettre » la bonne réputation de modération des socialistes américains dans les milieux de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie intellectuelle.

Une fin peu glorieuse

Vers 1910, après avoir échoué dans une tentative de faire le tour du monde, malade, criblé de dettes et découragé, London rompra définitivement avec le mouvement socialiste. Il soutiendra, au nom de la supériorité de la civilisation blanche, l'intervention de l'impérialisme américain contre la révolution mexicaine de Zapata et de Villa alors que, quelques années auparavant, il avait écrit articles et nouvelles pour soutenir la cause de la paysannerie mexicaine contre ses exploiteurs (notamment **Pour la révolution mexicaine** publié dans **Les temps maudits).** Et, en 1914, lorsqu'éclatera la Première Guerre mondiale, London ralliera les sociaux-patriotes de France, d'Angleterre et de Belgique pour condamner les « chiens sanglants allemands », alors même que le Parti Socialiste Américain conservait une neutralité prudente et hypocrite dans la guerre, (du moins jusqu'à l'entrée en guerre des USA en 1917). Et, en mars 1916, il enverra sa lettre de démission au Parti Socialiste.

Quelques mois plus tard, le 22 novembre 1916, Jack London mourait après avoir absorbé, volontairement sans doute, une trop forte dose de morphine.

Mais, en lui, l'écrivain et le militant socialiste était déjà mort depuis bien longtemps.

Hélène DURY.

Livres de Jack London parus récemment en collection de poche (10/18) :

- **Les temps maudits.**
- **Martin Eden.**
- **Les vagabonds du rail.**
- **Le talon de fer.**

Films tirés de livres de London :

- **L'empereur du Nord (Les vagabonds du rail) - 1973.**
- **L'appel de la forêt - 1973.**

DEUX JUGEMENTS DE LÉON TROTSKY

Sur les socialistes américains

Il existe aux USA un grand nombre de médecins, d'avocats, de dentistes, d'ingénieurs, etc., qui réussissent parfaitement ou ne réussissent qu'à moitié, et qui partagent leurs précieux loisirs entre les concerts donnés par des célébrités européennes et le Parti Socialiste Américain. Leur philosophie est faite de fragments et rognures des savantes idées qu'ils avaient acquises dans leur jeunesse d'étudiants. De plus, comme chacun a son auto, ils sont invariablement élus aux comités dirigeants, commissions et délégations du Parti. Ce monde prétentieux met sa marque sur le socialisme américain... Tous sont très tolérants à l'égard de n'importe quelles idées, pourvu que ces idées ne détruisent rien de leur autorité traditionnelle et ne menacent pas — Dieu préserve ! — leur prospérité personnelle.

(Ma Vie - 1930.)

Sur le " Talon de fer "

Il n'est pas difficile d'imaginer l'incrédulité condescendante avec laquelle la pensée socialiste officielle d'alors accueillit les prévisions terribles de Jack London. Si l'on se donne la peine d'examiner les critiques du *Talon de Fer* qui furent alors publiées dans les journaux allemands *Neue Zeit* et *Vorwaerts,* dans les journaux autrichiens *Kampf* et *Arbeiter Zeitung,* il ne sera pas difficile de se convaincre que le « romantique » de trente ans voyait incomparablement plus loin que tous les leaders sociaux-démocrates réunis de cette époque. Dans ce domaine, d'ailleurs, Jack London ne soutient pas seulement la comparaison avec les réformistes et les centristes. On peut affirmer avec certitude qu'en 1907 il n'était pas un marxiste révolutionnaire, sans excepter Lénine et Rosa Luxemburg, qui se représentât avec une telle plénitude la perspective funeste de l'union entre le capital financier et l'aristocratie ouvrière. Cela suffit à définir la valeur spécifique du roman.

(Lettre à Joan London - 16 octobre 1937.)

livres

de Daniel Guérin

BOURGEOIS ET BRAS NUS

BOURGEOIS et bras nus est un condensé du livre de Guérin **La lutte de classes sous la Ire République.**

C'est d'un point de vue marxiste que Daniel Guérin s'est attaché à l'étude de la Révolution française et, en tant que tel, il a été amené à combattre l'imagerie de la bourgeoisie républicaine et de la gauche traditionnelle qui ne veulent voir dans la Révolution française que l'élan patriotique, l'unité de la nation, c'est-à-dire de toute la population contre la monarchie, imagerie reprise par nombre d'historiens staliniens.

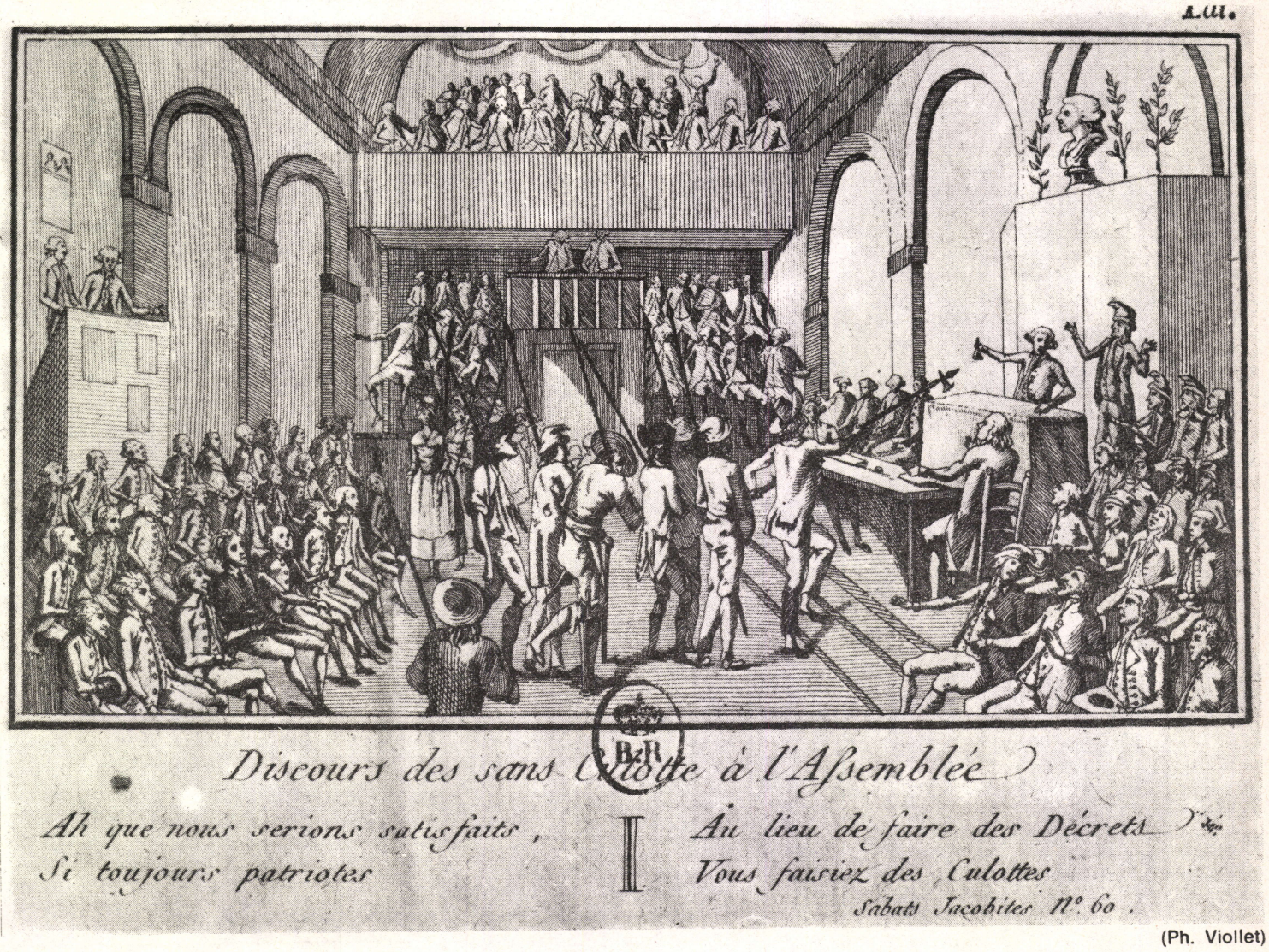
Guérin nous montre au contraire, dans son ouvrage, qu'il n'y avait pas seulement lutte de classes entre les bourgeois et les nobles mais que, dès que les masses populaires les plus défavorisées — les « bras nus » — ont fait irruption sur la scène politique, ils ont rapidement pris conscience, face à la guerre, à l'inflation galopante, à la spéculation sur les denrées de première nécessité, de certains de leurs intérêts propres qui les ont amenées à se heurter y compris à la bourgeoisie révolutionnaire.

Guérin dépeint un Robespierre représentant non pas l'ensemble du peuple, comme on le prétend trop souvent, mais les aspirations de la bourgeoisie révolutionnaire, un Robespierre contraint de faire des concessions aux « bras nus » pour gagner la guerre mais qui n'a de cesse que lorsqu'il a détruit l'avant-garde populaire et qu'il a aboli toute entrave au « laisser faire, laisser passer », au détriment bien sûr des masses populaires.

Ainsi, le tableau que dresse Guérin a le mérite de bien mettre en lumière le mécanisme interne de la Révolution et le rôle des différentes couches sociales qui entrent successivement en lutte et parfois s'opposent, tout en étant en même temps extrêmement vivant.

Dominique CHABLIS.

Bourgeois et bras nus 1793-1795 **de Daniel Guérin. Editions Gallimard - collection « Idées » - Prix : 6,20 F.**



(Ph. Viollet)

AOUT 1914 de Soljenitsyne jugé par les lecteurs russes

ON voit assez mal l'utilité de cet ouvrage dans lequel des écrivains soviétiques font la critique du livre de Soljenitsyne Août Quatorze. **Certes, on découvre parfois des appréciations intéressantes mais, dans l'ensemble, les neuf auteurs qui jugent Soljenitsyne s'intéressent le plus souvent à l'étude des personnages du roman, à sa symbolique, voire à l'examen de la langue qu'emploie Soljenitsyne, etc. On conviendra que cela ne saurait concerner qu'un public restreint.**

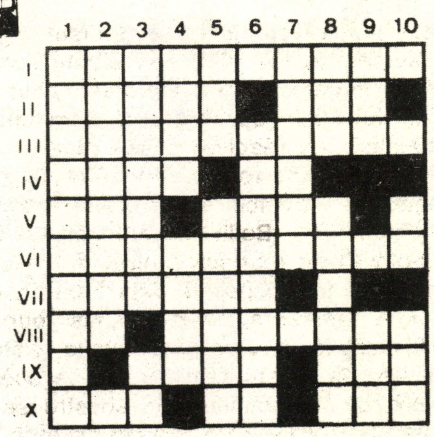
On espérait un peu découvrir dans ce livre l'écho qu'a produit le contestataire Soljenitsyne sur le public russe. Malheureusement, à part quelques privilégiés qui ont pu se procurer Août Quatorze **sous le manteau, les lecteurs russes n'ont pu avoir accès à cette œuvre interdite, comme du reste la quasi-totalité de la production littéraire de Soljenitsyne.** Août Quatorze, **d'autre part, n'a pas de rapport aussi direct avec la réalité soviétique d'aujourd'hui que des livres comme** Une journée d'Ivan Denissovitch **ou** Le premier cercle **par exemple, et il provoque évidemment moins de remous.**

Finalement, les pages les plus intéressantes nous ont paru être les courtes « annexes » où des écrivains prennent à partie la façon dont la presse soviétique a rendu compte d'Août Quatorze. **C'est qu'en effet les critiques officiels n'ont pas réussi à surmonter l'insurmontable : critiquer un livre qu'ils n'avaient pas le droit de lire et qu'ils n'ont effectivement pas lu. Ils sont donc obligés de critiquer** Août Quatorze **au travers de critiques staliniens vivant en Occident où l'ouvrage de Soljenitsyne est accessible. Il n'empêche d'ailleurs qu'on finit par découvrir qu'un de ces critiques occidentaux, sur lequel repose principalement le fragile édifice de la critique soviétique officielle, n'avait pas lu non plus le livre maudit et qu'il commentait les affirmations d'un troisième critique, censé, lui, l'avoir lu !**

Ces quelques pages-là, qui mettent à nu la bêtise insondable des plumitifs aux ordres, nous en apprennent davantage, au bout du compte, que le reste de l'ouvrage.

André VICTOR.

Août Quatorze jugé par les lecteurs russes. Editions du Seuil - Prix : 21 F.



HORIZONTALEMENT. — I. Plus elle a de chaînes, plus on est content. — II. Permet de secouer le bonnet - Préfixe qui multiplie. — III. Permet de griller à petit feu. — IV. Fort, dit-on, mais aujourd'hui c'est surtout du pouvoir qu'il s'agit. - Brille mais ne réchauffe pas. — V. Préfixe égalitaire - Dans la mer. — VI. Révolutionnaires. — VII. Oses. — VIII. Champion - Objet. — IX. Divise une pièce - Mauvais garçon américain. — X. Leurs coups sont hasardeux - Préposition - Ville belge.

VERTICALEMENT. — 1. Se traîne de gare en gare. — 2. Des moitiés. — 3. Permettent l'ivresse - Auxiliaire. — 4. On y voit des films à l'envers - Diminutif féminin renversé. — 5. Pas tout à fait un échec - Sans ressort. — 6. Individualistes de talent. — 7. Ferment boutiques. — 8. Dans l'œil, mais pas entièrement. - Accumulations. — 9. Forment des officiers sur le tas, dans le plus grand désordre. - Ses mouvements étaient réputés, mais son mouvement est populaire. — 10. Préposition - Sigle grec.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	L	A	■	E	P	S	I	L	O	N
II	O	H	M	M	E	T	R	E	S	■
III	G	U	E	R	R	E	■	S	T	E
IV	■	R	U	■	I	R	R	E	E	L
V	C	I	V	I	L	E	■	M	N	A
VI	■	■	E	M	■	■	P	A	T	■
VII	E	N	■	P	E	N	D	J	A	B
VIII	N	E	■	E	X	E	G	E	T	E
IX	F	R	A	N	C	E	■	S	I	N
X	E	V	A	S	E	■	E	T	O	N
XI	R	I	R	E	S	■	C	E	N	E

SOUVENIRS D'UN PERRUQUIER

Giovanni Germanetto

VINGT CINQ ANNEES DE LUTTE D'UN REVOLUTIONNAIRE ITALIEN

RÉSUMÉ

Les Souvenirs d'un perruquier, **édités pour la première fois en 1930, relatent la vie de l'auteur, militant socialiste du début du siècle, qui contribua à la naissance du Parti Communiste d'Italie.**

Demeurant dans la cour même de la fabrique de céramique de Mondovi où son père s'est embauché, le jeune Germanetto assiste à la préparation d'une grève des ouvriers de la fabrique.

Infirme d'une jambe, Germanetto doit se résigner à la carrière de barbier. Mais c'est dans cette boutique de coiffeur qu'il assiste à de vives discussions politiques et se range d'emblée du côté socialiste. Il devient propagandiste des jeunesses socialistes dans les villages de la région.

Après quelques déboires avec la police, Germanetto trouve du travail à Turin. Les coiffeurs sont très peu organisés et notre militant socialiste entreprend de se faire respecter par la clientèle. Il réussit finalement à monter une union professionnelle des coiffeurs qui organise la grève. Elle est en partie victorieuse. N'ayant plus de travail à Turin, Germanetto trouve une place chez un coiffeur clérical de Fossano. Très vite la boutique se transforme en un véritable club politique. Germanetto et quelques ouvriers qui l'ont rejoint fondent une section socialiste qui décide d'organiser des meetings dans les villages voisins.

Peu à peu ils parviennent à organiser un syndicat du bâtiment, des métaux, du textile, des cordonniers, des ouvriers du livre et ils créent une Chambre du Travail. Les ouvriers du bâtiment et des briquetteries se mettent en grève et emportent la victoire. Dans les prisons, une grève « des bras croisés » permet aux prisonniers d'arracher des salaires identiques à ceux des travailleurs libres.

Après un séjour à l'hôpital, il reprend son travail de militant, notamment contre la guerre de Tripolitaine qui vient de commencer.

(7)

Dans les rues, des musiques guerrières versaient « de l'héroïsme au cœur des citadins » ; les soldats défilaient, drapeau en tête. La guerre ! La guerre !

Et pourtant le mécontentement était général. Mais personne n'osait l'exprimer de peur d'être pris pour un Turc. On nous qualifiait d'ailleurs de « Turcs », comme on nous appela plus tard « Autrichiens », « Allemands » et, plus tard encore, « bolchéviks russes ».

Dans notre section aussi, il se trouva un belliciste : l'inventeur de l' « orthohélicoptère ». Il essaya vainement de nous convertir à ses idées et finit par quitter le parti.

Mussolini était contre la guerre, ce qui lui valut des poursuites judiciaires.

Nous étions alors à la veille du congrès qui devait organiser notre Chambre du travail provinciale. La plupart des congressistes furent arrêtés au fur et à mesure qu'ils arrivaient de leurs localités respectives. Ils furent traduits en justice pour... intention de participer à une assemblée de factieux et condamnés à quelques jours d'emprisonnement.

Beaucoup de jeunes gens de chez nous furent mobilisés. Un dimanche, ils organisèrent une démonstration qui émut vivement la population et effraya les autorités. Sur un mot d'ordre donné on ne sait par qui — mais qui n'émanait pas de nous — ils se réunirent sur la principale place de la ville. Ils étaient plusieurs centaines. Pas de clameurs, ni même de conversations. Cette foule immobile, muette produisit une forte impression. Quelques officiers qui se trouvaient là se mirent à interpeller les soldats.

— Qu'est-ce que vous faites là ?

— Rien. Nous prenons l'air.

— Circulez ! Circulez !

Mais personne ne bougeait. Au bout de quelques minutes, les manifestants se dispersèrent en silence. Quand j'arrivai sur la place pour y faire un discours, je ne trouvai là que quelques soldats et une multitude de carabiniers.

Le lendemain, les carabiniers vinrent me chercher.

— Nous savons tout, dit le commissaire. Inutile de nier. Nous connaissons également vos complices, qui ont déjà tout raconté. Aussi mieux vaut avouer.

— Avouer quoi ? demandai-je.

Je comprenais parfaitement ce dont il s'agissait, mais j'étais réellement innocent.

— Ne faites pas l'imbécile ! Et la manifestation d'hier, qui l'a préparée ? Nous savons que beaucoup de soldats viennent chez vous ; deux d'entre eux sont déjà en prison. Vous n'allez pas nier vos relations avec le caporal Comei et le sous-officier Bibolotti ? Les oiseaux ont déjà « chanté » (1) ».

— C'est qu'ils savent chanter ; moi, je n'ai pas appris le chant.

— Inutile de faire de l'esprit, dit le commissaire, furieux. Mieux vaut pour vous avouer.

Je n'avais rien à avouer. On me fouilla et on me mena dans une cellule.

— Tiens, le barbier ! fit une voix du fond de la cellule quand j'entrai. Quel bon vent ?

C'était un de mes clients qu'on avait enfermé là parce que, légèrement ivre, il avait traité un policier de « sale bourrique ».

Le surlendemain, nous étions relâchés tous les deux.

Mes « complices » Comei et Bibolotti, qui auparavant passaient chaque jour chez moi pour lire l'**Avanti !,** ne reparurent pas pendant quelque temps. Enfin, je reçus d'eux un billet dans lequel ils me fixaient un rendez-vous en dehors de la ville. J'y allai et ils me racontèrent qu'ils avaient été en prison. Soumis à un interrogatoire en règle par le major du régiment, qui leur avait dit que je m'étais « mis à table », ils avaient résisté aux prières comme aux menaces.

— Je sais que vous êtes de braves garçons, des hommes intelligents, leur avait dit le major. Le vrai coupable, c'est cette canaille de barbier. Il faut que nous lui frottions les oreilles, et vous, en bons Italiens, vous devez nous aider. Observez ce qu'il fait, continuez à aller chez lui et écoutez ce qu'il dit aux soldats.

Et le brave major, Italien cent pour cent, avait envoyé à la police le mot suivant :

« Surveillez spécialement le perruquier socialiste... (ici mon nom). Il est connu comme un mauvais Italien et corrompt les soldats. Dimanche dernier, lors de la manifestation, on l'a vu sur la place. Il est fortement suspect. »

IX

LES PATRIOTES. - CONI. - L'AMOUR

Cependant les Arabes de la « plage d'or » se défendaient désespérément. En dépit des brillantes victoires annoncées alors par les journaux, la « promenade militaire » se prolongeait, et elle n'est pas encore terminée à l'heure actuelle. Maintenant, comme jadis, on peut lire de temps à autre dans la presse fasciste des communiqués de ce genre : « Les quelques rebelles qui résistaient encore sont définitivement soumis ». Et, dans les villages, les maires continuent à aviser des parents de la mort de leur fils soldat.

Les nouvelles de Libye étaient rigoureusement censurées, et les tribunaux étaient encombrés des procès intentés à nos journaux pour les articles qu'ils publiaient sur la guerre fomentée par les impérialistes. La réaction faisait rage.

Un soir, je me rendis au théâtre, un méchant petit théâtre de province. Une mauvaise troupe, assurée de l'impunité — Bellini est mort depuis longtemps — s'employait de tout son pouvoir à massacrer l'opéra **Norma.** Je me disposais déjà à partir, quand tout à coup, à l'entracte, arrivèrent les journaux du soir annonçant je ne sais plus quelle victoire de nos troupes. Un acteur apparut sur la scène et donna lecture du télégramme. L'orchestre se mit à jouer la marche royale, et toute l'assistance se leva sauf moi. Huées, coups de sifflet.

Un officier m'apostropha :

FEUILLETON.

— Turc ! Turc !

— Imbécile, ripostai-je, va donc faire le héros en Afrique !

Les carabiniers survinrent et m'emmenèrent au poste. Décidément, ma soirée était ratée. Le jappement de la troupe théâtrale fit place au prêche fastidieux du maréchal des carabiniers :

— Vous finirez mal, c'est moi qui vous le dis, et je m'y connais. Vous feriez mieux de vous occuper de votre boutique et de laisser la politique à Messieurs les avocats... Vous avez une famille à votre charge ; il faut penser à elle. Il est vraiment incroyable que j'aie à vous répéter sans cesse la même chose. Cela finira par m'ennuyer...

— Et vous cesserez de me faire la morale, n'est-ce pas ? Ce sera tant mieux.

— Il est impossible de parler avec vous. Maintenant, je suis obligé de vous retenir en prison. Je regrette beaucoup...

— Alors, laissez-moi m'en aller chez moi.

A ce moment on frappa à la porte, et nous vîmes entrer l'officier qui avait ordonné de m'arrêter au théâtre.

— Relâchez-le, dit-il au maréchal.

Le maréchal, manifestement, était content : les temps alors, en Italie, n'étaient pas les mêmes que

L'aventure du lieutenant avait fortement impressionné les soldats. Beaucoup d'entre eux venaient dans ma boutique : les uns par curiosité, d'autres pour causer, certains pour me demander de faire adresser à mon nom le journal socialiste de leur province qu'ils ne pouvaient recevoir à la caserne. Des officiers également se mirent à fréquenter ma boutique, mais c'était pour surveiller les soldats. Le résultat de leurs visites ne tarda pas d'ailleurs à se faire sentir.

Je remarquai bientôt que non seulement mes clients occasionnels parmi les soldats, mais encore mes abonnés des casernes ne venaient plus chez moi. Qu'était-il donc arrivé ? J'appris que le commandant avait fait passer dans toutes les casernes un ordre interdisant, sous peine d'arrestation et d'emprisonnement, de fréquenter « l'établissement du coiffeur antipatriote et socialiste, sis au n° 46 de la rue de Rome ». Mais les soldats n'en tinrent pas compte longtemps : ils recommencèrent peu à peu à venir chez moi en cachette ; certains écopèrent d'ailleurs de quelques jours de prison.

Une attaque d'un autre genre fut déclenchée contre la Chambre du travail. On résolut de nous déloger coûte que coûte de notre local. On s'y prit par tous les moyens : nos voisins, prétendant que nos

maintenant. Mais je résolus de donner une leçon au galonnard.

— Est-ce que vous croyez, par hasard, que vous allez vous en tirer ainsi, monsieur le lieutenant ? Vous avez commis aujourd'hui un attentat à la liberté individuelle en me faisant arrêter par les carabiniers, et vous en répondrez.

— Voyez-vous, je suis un ardent patriote et je me suis senti blessé par votre geste. Maintenant c'est passé, et je regrette...

Le lieutenant était jeune, un peu capon, et il était visiblement inquiet des suites de l'affaire.

— Puisque vous êtes un ardent patriote, pourquoi ne demandez-vous pas à être envoyé en Afrique ?

— Ma mère mourrait de chagrin, fit-il à mi-voix.

— Ha ! ha ! Et les autres soldats, est-ce qu'ils n'ont pas de mère, eux ! Ce sont, probablement, des enfants abandonnés !

Jétais furieux. Le maréchal, décontenancé, ne savait quelle attitude prendre.

— En tout cas, nous verrons comment cela finira, dis-je en me dirigeant vers la porte.

Le lendemain, un photographe de mes connaissances, accompagné d'un officier vétérinaire, vint me trouver pour me demander de faire le silence sur l'incident, par égard pour la mère du lieutenant... Quelle sollicitude !

Comme bien l'on pense, je ne tins pas la chose secrète. L'**Avanti !** et les **Lotte Nuove** flétrirent le patriotisme de ce tendre fils, qui se couvrait de lauriers en flirtant et en jouant aux cartes. L'entrefilet eut son résultat : l'officier dut demander à partir pour le front. Je lui souhaitai de tout cœur une balle dans la peau en souvenir de la guerre.

discussions, nos chants et le jeu du piano les incommodaient, allèrent se plaindre à la police ; celle-ci fit des observations au propriétaire, qui en profita tout d'abord pour augmenter notre loyer, puis pour nous refuser de renouveler notre bail. Il nous fut impossible de trouver un autre local, et nous dûmes nous rassembler tantôt dans des cabarets, tantôt en dehors de la ville, en plein air, quand il faisait beau. Le comité se réunissait les soirs chez moi dans la boutique.

Le clergé, qui, naturellement, avait pris part aux manœuvres dirigées contre la Chambre du travail, engagea une campagne spéciale contre le « barbier socialiste », campagne des plus amusante.

La mode des cheveux coupés pour les femmes venait de faire son apparition. Dans notre villette, les dames du monde et du demi-monde voulurent la suivre, mais personne, sauf mon compagnon qui avait travaillé à Paris, ne savait couper les cheveux à la garçonne. Notre boutique eut ainsi le monopole de la coiffure féminine. A notre vitrine apparut une pancarte : « Coupe de cheveux pour dames ». La prêtraille s'émut. Les curés, on le sait, sont toujours, par principe, opposés à toute innovation. Et, en l'occurrence, cette « émancipation » de la chevelure était l'œuvre des socialistes impies. C'en était trop ! Du haut des chaires les prédicateurs tonnèrent contre les perturbateurs... de l'esthétique féminine. Ce fut pour nous une excellente réclame ; les prêtres s'en aperçurent, mais trop tard : le nombre de nos clientes avait décuplé. Ah ! la mode !...

Actuellement, je pense, les servantes de curés elles-mêmes portent les cheveux coupés et, vraisemblablement, de même qu'elles veillent à la tonsure de leurs maîtres, ceux-ci veillent à ce que leurs fidèles amies soient coiffées à la garçonne. Mais alors on ne nous menaçait de rien de moins que de l'anathème.

De pareils faits ne sont possibles que dans des trous perdus et... à Coni, la fameuse ville des têtes dures, à laquelle un de ses maires a consacré tout un livre et dont l'écrivain De Amicis fait mention dans une de ses œuvres. « J'ai passé mon enfance, dit-il, dans la pittoresque petite ville piémontaise de Coni, à laquelle une légende moqueuse attribue le privilège de la stupidité. »

Que ne raconte-t-on pas sur Coni ! On dit que ses habitants firent l'essai de la nouvelle installation électrique à midi précis ; que le premier feu d'artifice y eut lieu par une matinée splendide ; que, le gouvernement ayant demandé le plan de la ville, les notables envoyèrent à la capitale le plus bel orme du grand boulevard (2). On raconte également que, dans un esprit d'économie, la commune décida de supprimer l'emploi de bourreau et de s'adresser, en cas de besoin, à Turin. Mais quand le bourreau de Turin réclama sept cents lires pour une exécution, les édiles, effrayés par l'énormité de la dépense, se réunirent et, après de longues délibérations, trouvèrent une solution : proposer au criminel de se pendre lui-même pour deux cents lires — ce que le criminel, en vrai citoyen de Coni, fit sant hésiter.

Il n'y a pas de fumée sans feu. A l'heure actuelle, il existe encore à Coni un clocher avec cette inscription : « Ce clocher a été construit **ici** en l'année... » N'empêche que les habitants sont furieux de la légende qui a cours sur leur ville et se fâchent quand on la leur rappelle. Bien à tort d'ailleurs. Le piètre rejeton du collectionneur de timbres (3) qui porte maintenant le titre de roi d'Italie et dont le rôle se borne à signer les décrets de Mussolini est né, sinon à Coni même, du moins dans la province de Coni, à Racconigi, dans la ville où Morgari siffla le tsar de Russie. Quant à son grand-père, il chassait continuellement dans les environs de Coni. Et pas seulement le gibier ! Si Victor-Emmanuel II a été surnommé le « père de la patrie », c'est, d'après les vieillards de Coni, parce que la plupart des habitants d'alentour ont du sang royal dans les veines.

Coni n'est pas seulement la ville des têtes dures, c'est aussi la ville des traditions immuables et du catholicisme le plus intolérant. La tradition domine en tout : dans les pensées, dans les mœurs, dans la vie entière. Je l'éprouvai à mes dépens.

Une jeune fille me plaisait. Elle était affable avec moi, elle me souriait. Je ne suis pas de ceux qui traînent les choses en longueur. Je lui déclarai mes sentiments ; elle ne me repoussa pas. Quand les femmes ne disent pas « non », cela veut dire « oui ». Tout marchait à souhait : nous nous promenions ensemble et nous faisions tout ce que font ordinairement les amoureux. Mais... il y eut un « mais ». Dans cette région la question du mariage pour un socialiste est terriblement compliquée.

— Tu changeras tes idées quand nous serons mariés ? me demanda un jour la jeune fille.

— Non, répondis-je fermement.

Elle fut peinée, bouda un peu, mais cela passa bientôt. Nous continuâmes à nous voir — nous demeurions à peu de distance l'un de l'autre. Je m'efforçais de la décider :

— Je n'irai pas avec toi à l'église, mais tu auras la liberté de me prêcher pour m'amener, si tu le peux, à tes idées. Ça va ?

Elle ne disait pas non, mais elle n'avait pas non plus le courage de dire oui.

Je comprenais sa perplexité. Dans cette localité personne ne se mariait civilement. Les jeunes filles qui se promenaient avec des officiers sous les arcades de la grande place, qui échangeaient avec eux des baisers et qui, parfois, se risquaient en cachette dans les garçonnières de leurs amis n'auraient jamais consenti à se marier sans la bénédiction du curé. C'eût été une honte, un véritable scandale !

A suivre.

---

(1) Chanter **(cantare),** en terme de police : avouer.

(2) Jeu de mots intraduisible : en italien, **pianta** signifie à la fois **plan** et **plante.**

(3) Le père du roi actuel d'Italie était un philatéliste enragé.

cinéma

Claude Lanzmann

Pourquoi Israël ?

UN bon film ? Certes. Intéressant du début à la fin, sans longueurs, ce film de Claude Lanzmann, qui dure trois heures, nous montre, à travers une galerie de portraits et d'interviews, la diversité des groupes socio-culturels venus s'établir en Israël, animés d'une même mystique : le sionisme.

Et la première leçon tirée, c'est que le résultat est loin d'être parfait. Malgré les images d'Epinal, largement répandues, du peuple élu et de la terre promise, malgré les souvenirs des camps de concentration, malgré le désir justifié d'un pays, toutes choses qui pouvaient unir et rendre solidaires ces gens venus des quatre coins du monde, l'Etat d'Israël n'est pas exempt d'inégalités, de bêtise, d'injustice et de mensonges. Et cela est clairement dénoncé.

Nous voyons les « Panthères Noires » manifester. Nous voyons les terrassiers, arabes, construire les HLM destinés aux immigrants d'Europe centrale, tandis que la population pauvre n'a droit qu'à des baraquements. Nous voyons les dockers, tous « sepharades » (originaires d'Afrique du Nord), mal vus de la population parce qu'ils ont trop fait grève, mais se prononçant contre la lutte des classes car... on est en guerre. Nous voyons un kibboutz modèle dans un décor enchanteur créé de toutes pièces. On y parle de paix et de socialisme, mais pour faire un constat d'échec. Et l'on nous dit : « Ici, on travaille mais rien à voir avec la classe ouvrière. C'est un peu la bourgeoisie aisée avec une idéologie socialiste ». Et surtout, on y voit l'embrigadement de la population. Cela commence par la religion, avec les pressions des Juifs orthodoxes, les tracasseries causées par le gouvernement, les écoles pour rabbins où les enfants, nous dit-on, développent leur intelligence... mais de façon étroite. Et cela se termine par l'armée où l'on salue la Bible et où l'on envoie même les détenus de droit commun, car l'armée à un rôle d'éducation.

Alors pourquoi Israël ? Et c'est là que le sentiment l'emporte sur l'analyse historique. L'Etat d'Israël tire sa force du sentiment d'oppression des Juifs du monde entier. Il s'en sert. Les camps de concentration deviennent la source de toute une démagogie. Rien de plus poignant d'ailleurs que de voir débarquer les nouveaux immigrants venus d'URSS, pauvrement vêtus, vieux, certains malades et qui ne savent pas encore quelle vie les attend. Et là encore la critique faite dans ce film n'est pas tendre. N'est-ce pas un guet-apens dans lequel se retrouve ce jeune couple russe qui, au bout d'un mois, veut repartir, cette fois pour les Etats-Unis ? A lui, on a promis un travail de chauffeur à quinze kilomètres de la Mer Rouge. Il se retrouve manœuvre dans une cimenterie à plus d'une centaine de kilomètres. Ils partiront, mais les autres restent. Comme sont restées les familles venues en 1955, attirées par la promesse de s'installer dans une ville : Dimona. Elles seront débarquées en plein désert du Neguev où quelques baraquements et des pioches les attendent. Pionniers malgré eux, terrassiers et maçons de force, tous ces cordonniers, ces commerçants, ces tailleurs à la recherche d'un pays. Mais, aujourd'hui, Dimona existe. Voilà le pourquoi d'Israël qu'on nous présente.

Et on a l'impression, malgré ce défilé de critiques, que le bilan est positif pour Lanzmann. Car, malheureusement, le film s'arrête là. Les Arabes ? Connaît pas. Ils étaient dix pour un Juif à la création d'Israël. Où sont-ils donc passés ? Une image de Gaza où patrouillent les soldats israéliens, c'est se contenter de peu. Quant au « comment Israël », c'est-à-dire la politique anglaise et américaine, le désir d'expansion de l'Etat sioniste, les expulsions à la dynamite de la population palestinienne et le budget de guerre, tout cela est passé sous silence.

Alors, tout compte fait, Lanzmann nous offre un tableau bien partial, même s'il est intéressant et attachant, pour ceux qui veulent comprendre ce que sont, sinon l'Etat sioniste et sa politique d'oppression, du moins la communauté juive d'Israël, ses réactions, ses sentiments.

Dominique LEGER.

P.S. — Dans un article publié dans l'Express (15-21 octobre), Lanzmann affirme que tout antisioniste est antisémite et que l'occupation israélienne dans les territoires occupés est la plus douce du monde. On se demande alors pourquoi, pour appuyer le bien-fondé de ses affirmations, Lanzmann ne s'est pas donné la peine d'interroger dans son film un Juif israélien révolutionnaire et antisioniste (il y en a tout de même quelques-uns) et un Arabe palestinien ? Cela lui aurait sans doute évité d'écrire ce genre d'inepties odieuses.

SÉLECTION TÉLÉVISION

MARDI 30 OCTOBRE.

2e CHAINE, 20 h 35.

LES DOSSIERS DE L'ECRAN : Miracle en Alabama, un film d'Arthur Penn. Le débat sur l'enfance inadaptée sera peut-être plus intéressant que ce film « mélo ».

3e CHAINE, 20 h 40.

HISTOIRE « C'ETAIT HIER » de Henri de Turenne.

Ce soir, l'*Algérie française* : un assemblage de bandes d'actualité de l'époque montrant le déroulement de la guerre d'Algérie et de ses conséquences politiques. Une émission sur un tel sujet est exceptionnelle à la télévision. Aussi, malgré l'absence de documents algériens, à voir...

MERCREDI 31 OCTOBRE.

1re CHAINE, 20 h 35.

L'HISTOIRE EN PERSONNE. Ce soir, un dossier fait de bandes d'actualité et de films de propagande sur *Staline*.

JEUDI 1er NOVEMBRE.

1re CHAINE, 20 h 35.

AU CINEMA CE SOIR.

Bonaparte et la Révolution d'Abel Gance.

C'est la mouture moderne du film *Napoléon* tourné en 1926 par Abel Gance. Un beau film, mais donnant une vision déformée de l'histoire et plein d'un lyrisme bonapartiste gênant.

3e CHAINE, 20 h 40.

« 52 », magazine de grand reportage.

SAMEDI 3 NOVEMBRE

2e CHAINE, 18 h 30.

ACTUALITE DE L'HISTOIRE : la ligne Maginot.

3e CHAINE, 20 h 40.

Flaubertine ou *L'histoire de Bouvard et Pécuchet de Flaubert*, une satire classique de la bêtise bourgeoise.

DIMANCHE 4 NOVEMBRE.

2e CHAINE, 22 h 30.

CINE-CLUB.

Marie Soleil d'Antoine Bourseiller, dans le cadre du cycle de la poésie dans le cinéma français.

LUNDI 5 NOVEMBRE.

1re CHAINE, 20 h 35.

Les nouvelles aventures de Vidocq. Un feuilleton burlesque et trépidant qui tranche heureusement dans la grisaille habituelle de ce genre de productions.

2e CHAINE, 21 h 35.

ALAIN DECAUX RACONTE : Le Ku Klux Klan.

3e CHAINE, 20 h 40.

La poursuite infernale de John Ford. Un classique du western.

Les aventures de Rabbi Jacob de Gérard Oury

EN entrant dans la salle de spectacle, on est vaguement inquiet : le réalisateur saura-t-il éviter les maladresses, les allusions qui pourraient être d'autant plus choquantes que le racisme et le conflit du Moyen-Orient déchaînent les passions ?

Qu'on se rassure. Si le but principal du film est de nous faire rire, la toile de fond, c'est précisément l'antiracisme. Sans férocité, mais avec beaucoup d'humour, le racisme est ridiculisé, ce qui, après tout, ne manque pas d'efficacité.

Et de Funès, qui campe un industriel français plein de préjugés racistes et antisémites, obligé pour sauver sa peau de se déguiser en rabbin et qui applaudit à l'enlèvement de sa fille par le président d'une République arabe, de Funès provoque le rire non au détriment des Juifs ou des Arabes, mais au détriment de sa propre sottise. Et la solide poignée de main qu'un Arabe et un Juif échangent est un symbole de ce film fraternel et plein de gentillesse.

Mais l'essentiel, c'est tout de même le comique. On rit à gorge déployée d'un bout à l'autre du spectacle devant une cascade de gags. Bien sûr, certains sont un peu lourds, et la bataille à coup de tartes à la crème de jadis est remplacée par une lutte acharnée dans une cuve de pâte à chewing-gum. Quelquefois, le rire est réservé aux « initiés » du milieu juif. Il y a quelques longueurs et parfois des invraisemblances qui ne passent pas la rampe. Mais le rire nous rend indulgent. De Funès, avec ses tics nerveux et ses grimaces, fait beaucoup mieux que ses grosses farces habituelles. Il incarne un Rabbi Jacob plus vrai que nature. Bref, à tous points de vue, **Les aventures de Rabbi Jacob** constituent une réussite.

André VICTOR.

Moyen-Orient : après la guerre c'est la paix armée que préparent les grandes puissances

LE cessez-le-feu semble s'établir progressivement entre les armées égyptienne et israélienne, non sans avoir laissé le temps à cette dernière de s'assurer des positions militaires susceptibles de compenser, et au-delà, la percée égyptienne dans le Sinaï.

Mais ce cessez-le-feu, imposé par les grandes puissances aux belligérants, n'est pas encore la paix. Et la paix qui se fera — si elle se fait — sous l'égide des grandes puissances ne résoudra pas les problèmes du Moyen-Orient. Elle ne permettra pas une cohabitation fraternelle et durable des peuples du Moyen-Orient. Elle ne résoudra pas le problème du peuple palestinien chassé de son pays. Elle ne désamorcera pas les antagonismes qui dressent les uns contre les autres peuples et Etats.

La paix qui pourrait sortir de cette guerre ne réglera, en un mot, rien. Pas seulement parce que les Etats du Moyen-Orient sont, de part et d'autre, des Etats avec des régimes réactionnaires. Pas seulement parce que, d'un côté, l'Etat d'Israël mène une politique sioniste et pro-impérialiste qui est une menace constante contre les peuples arabes et, de l'autre, les Etats arabes ne peuvent pas se passer de la démagogie chauvine anti-israélienne. Mais, surtout, parce que cette paix sera patronnée par les grandes puissances et parce que, pour ces dernières, le sort et l'avenir des peuples du Moyen-Orient n'ont aucune espèce d'importance ; parce que ces peuples sont considérés comme des pions sur le gigantesque échiquier militaro-diplomatique des grandes puissances.

Le Moyen-Orient n'est pas une région explosive seulement parce que s'y affrontent deux nationalismes également exacerbés, mais surtout parce qu'il est le champ clos des rivalités entre grandes puissances qui utilisent ces nationalismes à leur profit.

Champ clos de rivalités entre grandes puissances, le Moyen-Orient l'est depuis plus d'un demi-siècle. Région stratégique, à la fois de par sa position et de par ses ressources en pétrole, elle a vu tous les antagonismes mondiaux se refléter sur son sol. Rivalité entre impérialismes anglo-français et allemand, rivalité entre impérialismes anglais et français, rivalité entre impérialismes anglais et américain, non seulement ces antagonismes successifs entre impérialismes se sont toujours manifestés au travers de la politique des Etats du Moyen-Orient, mais l'existence même de certains de ces Etats en est le reflet. Le morcellement même de toute la région en Etats dirigés par des régimes réactionnaires concrétise, de façon indélébile, les affrontements passés de rivaux impérialistes.

Aujourd'hui, c'est l'impérialisme américain qui a pris la succession des puissances impérialistes du passé et, en reprenant l'héritage, il a repris également la politique de division, la politique dressant Etat contre Etat.

Et, parce que ceux des Etats du Moyen-Orient qui cherchent à desserrer un peu l'emprise impérialiste trouvent le soutien de l'URSS — soutien certes pas bien grand, ni surtout désintéressé — l'antagonisme international fondamental entre l'impérialisme américain et l'Union Soviétique se fixe et, parfois, comme maintenant, s'extériorise militairement dans cette région névralgique.

Si le Moyen-Orient, c'est les Balkans de la seconde moitié du XX[e] siècle, ce n'est pas seulement à cause du morcellement des Etats et des nationalismes fanatiques, mais parce qu'il est à la fois un point de rencontre et un miroir de cet antagonisme entre les deux grandes puissances.

Hier, les soldats arabes et israéliens qui croyaient combattre pour leurs nations respectives sont morts dans le Sinaï ou sur le Golan un peu aussi comme les victimes de la future troisième guerre mondiale. Demain, si une paix est confectionnée par les grandes puissances, elle ne saurait être qu'une paix armée, à l'image de la paix entre grandes puissances.

Georges KALDY.

Quand Nixon donne de la bande

PENDANT deux jours, jeudi et vendredi, le monde a-t-il été, comme l'affirme une partie de la presse, au bord de la guerre mondiale ? Ces jours-là, en effet, le président des USA, Nixon, avait pris la décision de mettre les troupes US en « état de préparation » : et, alors, du Texas à Okinawa, du Groenland à la Thaïlande, l'immense appareil de guerre des USA qui ceinture le monde s'est mis en branle, les GI's occupant leurs « positions avancées » prévues de longue date dans le cadre d'une guerre contre l'Union Soviétique. Par là, les USA ont rappelé à tous que, état d'alerte ou pas, ils maintenaient en permanence d'immenses forces armées, une armada d'avions, capable de détruire toute la planète.

Alors, pourquoi cet état d'alerte ? Rien, dans la crise internationale engendrée par la guerre israélo-arabe, n'exigeait que les USA adoptent une telle attitude. Dans le conflit du Moyen-Orient, depuis le début, USA et Union Soviétique ont tout fait pour que le conflit ne se transforme pas en confrontation directe entre les deux super-Grands. Si les uns envoyaient des fusées SAM pour détruire les Phantom envoyés par les autres, Kissinger et Brejnev, eux, se sont contentés de la discussion. Et si un différend a effectivement surgi cette semaine entre Soviétiques et Américains, point n'était besoin pour autant pour les dirigeants des USA de déployer leur panoplie. Les Soviétiques auraient bien voulu, à l'occasion de cette guerre où ils viennent de jouer un rôle de premier plan, que leur présence effective soit officiellement reconnue, consacrée, dans cette partie du monde. Voilà pourquoi ils ont proposé l'envoi de contingents américains et russes en tant que « casques bleus ». Cela aurait permis à la bureaucratie du Kremlin de marquer, sur le plan politique, un point incontestable avec le sang des soldats égyptiens d'ailleurs.

Mais les USA ne l'ont pas voulu, et l'on a vu avec quelle facilité l'URSS a reculé au Conseil de sécurité et accepté qu'aucun des Grands ne fasse partie de la « force d'urgence » envoyée par l'ONU au Moyen-Orient.

Mais l'explication de l'état d'alerte, ce n'est pas sur la scène internationale qu'il faut la rechercher, mais dans les affaires intérieures américaines.

Depuis des semaines, aux USA, Nixon se débat au milieu de difficultés croissantes. Il y a deux semaines, le vice-président Agnew a été forcé de démissionner parce qu'on avait mis à jour quelques sources occultes de ses revenus et, maintenant, l'affaire du Watergate rebondit et semble mettre Nixon dans le plus bel embarras de sa carrière. L'opinion a été scandalisée lorsque Nixon a purement et simplement congédié Archibald Cox — un homme qui le gênait beaucoup puisqu'il était chargé d'enquêter sur l'affaire du Watergate (embauche de gangsters pour le cambriolage du siège du Parti Démocrate à Watergate). Au point que, la semaine dernière, un sondage à révélé que les Américains, qui pourtant n'ont guère d'illusions sur les mœurs politiques de leurs dirigeants, en avaient cette fois assez d'être représentés par Nixon à la tête de l'Etat. S'enhardissant, plusieurs membres du Parlement ont même parlé d'engager la procédure légale visant à la destitution de Nixon.

Alors, Nixon a utilisé une vieille recette connue de tous les hommes politiques bourgeois : lorsque les affaires intérieures vont mal, pour détourner l'opinion publique, criez au péril extérieur. La guerre du Moyen-Orient ne sensibilisant pas assez à son goût le peuple américain dont les traditions isolationnistes ne sont plus à démontrer, Nixon a volontairement forcé la note avec son état d'alerte. Il espère que cette mesure, doublée d'un geste d'apaisement aux USA mêmes (Nixon a remis au juge — un autre — les fameuses bandes magnétiques qu'on lui réclamait depuis longtemps), écartera momentanément le danger.

Les prochains jours nous diront si la dernière pirouette de Nixon lui portera bonheur.

René BLIARD.

KISSINGER, PRIX NOBEL DE LA PAIX ET APÔTRE DE LA DÉTENTE : « L'alerte n°3 contre l'URSS fera peut-être oublier aux américains l'alerte n°1 de Watergate contre Nixon »...

L'esprit sportif est le même à Santiago et à Moscou

LE ministre de l'Intérieur de la junte chilienne a fait savoir que le Stade National à Santiago sera libéré de ses occupants le 30 octobre afin que la rencontre de football URSS-Chili puisse s'y dérouler.

Il n'a pas jugé bon de dire ce qu'il adviendra des milliers d'hommes et de femmes qui y sont enfermés depuis plus d'un mois.

Il faut croire, d'ailleurs, que cela ne gêne pas les bureaucrates du Kremlin qui enverront une équipe jouer au football sur ce lieu qui a été, pendant six semaines, outre un camp de concentration, l'antichambre des salles de torture et des pelotons d'exécution.

Et comme ils ont derrière eux quarante ans de trahison à l'égard du mouvement ouvrier, ils trouveront certainement des arguments pour justifier cette nouvelle crapulerie.

C'est dans ce stade où l'armée chilienne torture et assassine que vont s'exhiber les joueurs de l'URSS ! (Ph. Fotolib)